

Este trabajo constituyó una tesina de licenciatura presentada en la Universidad de Deusto en Junio de 1975, por Margarita Rica Esnaola, y dirigida por la doctora Karmele Rotaetxe.

Depósito Legal: SS. 400 - 1967

Impreso en Imprenta Imen, - P.º Colón, 4 - San Sebastián 1977

TRADUCTION EN BASQUE DE TERMES POLITIQUES SOUS LA REVOLUTION

Por Margarita Rica Esnaola

0.—INTRODUCTION

La Révolution de 1789 apporte des modifications radicales dans les institutions politiques et administratives de la France et suppose une transformation totale du statut politique et juridique des trois provinces composant le Pays Basque français: le Labourd, la Basse-Navarre et la Soule. De même tout le système de relations et communications entre le pouvoir central et les pouvoirs locaux se transforme, et le statut des langues subit une variation temporaire. La langue basque, qui, jusqu'à ce moment n'avait pas été utilisée dans des textes officiels, apparaît dans des proclamations, décrets et autres documents:

«On le sait, la Révolution française eut au moins cette influence bénéfique pour la langue basque qu'elle l'introduisit dans la littérature officielle et politique.» (1).

En effet, jusqu'à cette époque-là, la langue basque avait été presque exclusivement employée dans des écrits de caractère religieux, didactique ou lyrique.

Ainsi, nous avons été intéressés par un événement linguistique ou plus exactement socio-linguistique: l'apparition en nombre sans précédent d'un ensemble de textes politiques qui peut être considéré comme homogène en raison de la nature de l'émetteur (organismes ou fonctionnaires du nouveau régime, principalement), de la localisation historique des textes (période révolutionnaire 1789-1799) et du fait qu'il s'agit dans tous les cas de traductions à partir de textes-source français.

(1) E. GOYHENECHÉ, *Une lettre du Vicomte de Macaye*, in *Gure Herria*, septembre 1972 (3), p. 134.

Toutes ces circonstances nous ont amenée à considérer un certain nombre de problèmes qui ont déterminé l'apparition même de ces textes ou qui ont dû surgir lors de leur réalisation.

Parmi les premiers, ils s'agirait d'expliquer pourquoi le nouveau régime révolutionnaire s'est vu dans la nécessité de faire appel à la langue du pays dans ses communiqués adressés à la population des anciennes provinces basques, intégrées dans le département des Basses-Pyrénées. D'autre part, en ce qui concerne les problèmes posés aux traducteurs, notre travail sera axé sur la comparaison entre le vocabulaire politique français des textes-source et le vocabulaire politique basque des textes-cible. Il s'agira de reconstruire la démarche des traducteurs cherchant à reformuler en basque des unités lexicales du domaine politique et administratif, qui souvent étaient de création récente en français, en tenant toujours compte que le basque, à ce moment-là, était une langue sans tradition dans le discours politique.

0.1.—METHODOLOGIE

Notre méthode de travail, en fonction du but de notre étude, soit la recherche des procédés particuliers mis en œuvre dans les traductions en langue basque du vocabulaire politique et administratif dont font état divers textes officiels français, doit tenir compte de divers critères:

a.) présentation des caractéristiques historiques et socio-culturelles de la communauté linguistique qui joue le rôle de «destinataire» des traductions, ainsi que des circonstances politiques qui ont donné lieu à ces textes et du statut politique et social de la langue source, le français et de la langue cible, le basque. Notre étude portant sur la terminologie politique et administrative, il semble en effet indispensable de donner un aperçu du contexte historique et social sans lequel nous ne pourrions saisir ni le référent réel des unités significatives, ni l'événement que constitue l'apparition de cet ensemble de textes.

b.) problèmes relevant de toute étude lexicologique et prise en compte des solutions qui y ont été apportées, en particulier la détermination du champ lexical.

c.) problèmes particuliers de la traduction dans une société où plusieurs langues et cultures se trouvent en contact, le rôle fonctionnel de chacune d'elles étant déterminé d'avance.

d.) problèmes posés par l'établissement d'un corpus, en premier lieu, et ensuite par le classement de ce corpus. Notre corpus étant exprimé dans les deux langues, nous avons essayé de déterminer les caractéristiques linguistiques de chacune des unités traduites ou reformulées, en considérant que toute traduction constitue un double procès décodage et d'encodage.

e.) problèmes découlant du besoin de regrouper les unités reformulées en langue basque ayant des caractéristiques de traduction communes. Ceci dans le but de pousser notre recherche au-delà d'une simple taxinomie.

L'opération présentant de sérieuses difficultés de réalisation manuelle et un risque d'erreurs élevé, le traitement a été fait au moyen d'un ordinateur IBM/1130, 2 disques.

Nous avons ainsi obtenu —grâce au dévouement du professeur J. M. Rincón, directeur du «Centro de Cálculo de la Facultad de Ciencias Económicas y Empresariales de la Universidad de Deusto»— non seulement le regroupement cherché, mais encore les pourcentages de ces groupes et les fréquences absolues ou relatives de l'apparition de chacune des caractéristiques.

Nous remercions ici vivement le professeur Rincón, ainsi que Mme. K. Rotaetxe de Rincón qui a assumé la direction de ce mémoire et a pris l'initiative de cette procédure.

f.) A partir des groupes obtenus, pourront être posées quelques constatations et, peut-être, pourrons nous émettre quelques conclusions dont la validité, comme dans tout travail de recherche, ne sera naturellement que provisoire.

Notre effort, cela va sans dire, portera tout spécialement sur les derniers points, étant donné que le premier ne nous fournira que l'encadrement nécessaire à notre étude et les deux suivants des considérations théoriques.

0.2.—Textes

Nous avons entrepris différentes démarches; mis à part la consultation des bibliographies, spécialement celle de J. VINSON, nous avons consulté personnellement les Archives Nationales, les Archives Municipales de Bayonne et nous nous sommes renseignée auprès d'historiens actuels. De ce travail de fouille, nous avons obtenu les textes suivants:

—A.—**Cahier des vœux et instructions des Basques-François du Labourt, pour leurs Députés aux Etats-généraux de la Nation.** (23 avril 1789).

Publié par J. VINSON, Pièces historiques de la période révolutionnaire (1.^{er} fascicule), Bayonne, P. Cazals, 1874.

- B.- **LETTRE, Monsieur le Vicomte de Macaye aux Labourdins qui l'ont envoyé à l'Assemblée de Paris** (10 mai 1790).
Publiée par P. LAFITTE et E. GOYHENECHÉ in Gure Herria, septembre 1972.
- C.- **Règlement de Police intérieure de l'Assemblée électorale des Basses-Pyrénées** (13 août 1790).
Publié par J. VINSON, Pièces... (2ème fascicule), Bayonne, P. Cazals, 1875.
- D.- **Ordonnance de Monsieur l'Evêque du Département des Basses Pyrénées.** (17 juin 1791).
Publiée par J. VINSON, Pièces... (3ème fascicule), Bayonne, H. Jérôme, 1887.
- E.- **Proclamation du Procureur-Syndic du District d'Ustaritz sur le paiement des Impôts et l'obéissance à la Constitution** (1791).
Publiée par J. VINSON, Pièces... (2ème fascicule).
- F.- **Arrêté des Représentants du Peuple Monestier et Pinet aîné** (8 octobre 1793).
Publié par le Dr. Larrieu in R. I. E. V. 1912 (t. VI) pp. 172-173.
- G.- **Arrêté d'Izoard, Représentant du Peuple** (28 ventôse an III - 18 mars 1795).
Publié par J. VINSON, Pièces... (3ème fascicule).
- H.- **Arrêté des Représentants du Peuple Meillan, Chandron-Rousseau et Paganel** (22 prairial an III - 10 juin 1795).
Publié par J. VINSON, Pièces... (3ème fascicule).
- I.- **Registre basque de la commune d'Ahetze** (1792-1798).
Publié par P. YTURBIDE in R. I. E. V. 1908, pp. 388-398.
- J.- **Le Calendrier Républicain** (1799).
Publié par le Dr. LARRIEU in Revue de Linguistique et de Philologie comparée, t. XXIV, 15 janvier 1891.

Pour faciliter la compréhension de ce travail et tenant compte que les documents ne sont pas toujours faciles à consulter, nous en incluons des copies sous forme d'annexe.

1.—APERÇU HISTORIQUE

1.1.—Le Pays Basque sous l'Ancien Régime

Pour situer sommairement l'histoire pré-révolutionnaire des trois provinces basques, en tant qu'entités politiques et juridiques, il semble nécessaire de considérer —étant donné que deux de ces provinces, le Labourd et la Soule, avaient appartenu pendant longtemps, à la couronne d'Angleterre et que la Basse-Navarre était intégrée au Royaume de Navarre— les circonstances dans lesquelles s'opère leurs rattachement à la France. Il semble également nécessaire de présenter une brève description des institutions propres à chacune de ces trois provinces qui disparaissent complètement lors de l'avènement de la Révolution.

1.1.1.—Rattachement des trois provinces à la couronne de France

D'après le témoignage de divers historiens, lors de leur rattachement à la France, ces provinces gardent les constitutions propres qu'elles avaient maintenu sous leur appartenance antérieure.

En ce qui concerne le Labourd, lors de sa conquête en 1451, Charles VII respecta son organisation et ses libertés (2). L'Edit d'Union de 1620 qui rattachait la Basse-Navarre à l'autorité du roi de France, assurait le respect des «fors, franchises et libertés» (3). La Soule fut intégrée entre 1500 et 1510, «gardant coutumes et privilèges». (4).

Les Coutumes de ces trois provinces furent rédigées pendant la période de dépendance française: les «Costumes générales du pays et vicomté de Sole» en octobre 1520; les «Coustumes générales gardées et observées au Pays et Bailliage de Labourt», en mars 1514 et les «Forts et costumes deu Royaume de Navarra deça-ports» en 1603-1611 (5).

(2) A. DARRICAU, **France et Labourd**, Dax, Imp.Labèque 1906, p. 5.

(3) E. GOYHENECHÉ, **Notre Terre Basque**, Bayonne, Ikas, 1961, p. 55.

(4) A. CONSTANTIN, **Leçon sur le Pays de Soule**, in *Gure Herria*, 1957 (1).

(5) E. GOYHENECHÉ, **Instituciones administrativas del país vasco-francés en la Edad Media**, in *Anuario de Historia del derecho español*, t. XLIII, Madrid, 1973, p. 208.

1.1.2.—Institutions des trois provinces basques

a.) Le Labourd

Les institutions du Labourd, de par leur originalité, ont été l'objet de nombreuses études de la part de juristes et historiens:

«Avant la Révolution, le Labourt formait un bailliage indépendant qui relevait directement de l'autorité royale et jouissait d'une très grande autonomie tant du point de vue administratif que financier. L'existence des Etats du Labourt, ou Bilçar, en même temps que l'immunité fiscale totale dont a joui ce pays jusqu'à la fin du XVII^e siècle pour connaître dans la suite le système de l'abonnement avec les impôts qui finirent par être imposés à cette petite province, sont les aspects d'une organisation administrative et financière dignes d'être soulignés, étudiés, et pour lesquels nous avons cru pouvoir employer le mot 'privilèges'. Libertés politiques grâce au Bilçar, libertés économiques grâce aux exemptions d'impôts indirects, immunités fiscales grâce au régime particulier d'impositions ainsi qu'à la méconnaissance de certains impôts directs» (6).

L'autorité du roi y était représentée par le **Bailli**. L'institution judiciaire était constituée par le **Tribunal du Bailliage**. L'organisme composé par les représentants des communautés, le **Bilçar** (ou Biltzar), qui avait son siège à Ustaritz, était représenté dans l'intervalle des réunions par le **Syndic général du Pays de Labourd**. (7).

Il serait intéressant de voir comment un Labourdin présentait son pays à la veille de la Révolution.

«Considérant que le Labourt forme en lui-même une province qui a ses chefs, ses assemblées, sa Constitution, sa loi particulière, un bailliage royal ayant la connaissance des cas royaux, présidé par un grand bailli d'épée, un régiment à lui...» (8).

« (...) séparés des autres provinces par leur langue et par leurs usages, vivant de tout temps sous une Constitution particulière et entièrement différente, même de celle des autres pays basques...» (9).

(6) E. DRAVASA, **Les privilèges des Basques du Labourd sous l'Ancien Régime**, Université de Bordeaux, Faculté de Droit, 1950, p. 5.

(7) P. YTURBIDE, **Le Bilçar d'Ustaritz**, R. I. E. V. Paris, Ed. P. Geuthner/H. Champion, 1907, p. 78.

(8) **Memoire du Syndic du Labourd P. HARAMBOURE à Necker**, in A. DARRICAU *op. cit.* p. 38.

(9) **Ibid.**

L'originalité du Labourd est donc affirmée tant par rapport aux autres provinces du royaume que par rapport aux autres provinces basques, bien que le lien commun entre elles soit reconnu dans l'appellation «païs basques».

b) La Basse Navarre.

Les représentants du pouvoir central étaient le **Gouverneur** et l'**Intendant**, nommés par le roi.

L'organisation politique la plus importante était constituée par les **Etats-Généraux de Navarre** qui, après l'annexion de la Haute Navarre à la couronne d'Espagne, prirent la suite des Cortes générales (10). Les Etats, convoqués par le roi ou par le gouverneur et réunissant les trois ordres —Clergé, Noblesse et Tiers-Etat— avaient des attributions législatives et financières. Les Jointes générales ou assemblées extraordinaires étaient saisies des questions urgentes dans l'intervalle des sessions annuelles des Etats.

Il y avait aussi les **Cours générales** au chef-lieu de chaque district (Pays de Cize, de Mixe, d'Arberoue et d'Ostabarret) composés par les députés délégués par les maîtres de maison (11).

En ce qui concerne l'ancien **For Navarrais**, dès 1611 celui-ci fut remplacé par le Nouveau For comportant des restrictions par rapport au premier. (12).

c.) La Soule.

Le pouvoir central y était représenté par le Châtelain de Mauléon appelé plus tard **Gouverneur** et par l'**Intendant**.

L'institution judiciaire propre à la Soule était la **Cour de Licharre**, tribunal composé par les membres de la noblesse et qui disparut en 1776.

La Soule possédait en outre les organismes de la **Cour d'Ordre ou Etats de Soule** composés par le **Grand Corps** ou la Noblesse et le **Silviet** ou Tiers-Etat. Ces Etats dont les attributions sont d'ordre financier et législatif, ont comme porteparole le **Syndic général de Soule**.

Son organisation administrative reposait sur la division en trois **messageries**, divisées à leur tour en **dégairies**, composés par les paroisses qui, elles, étaient représentées par les **fermances vezalières**. (13).

(10) Dr. URRUTIBEHETY, **Le pays d'Ostabarret**, in *Gure Herria*, 1956, p. 279.

(11) P. HARISTOY, **Recherches historiques sur le Pays Basque**, Bayonne, E. Lasserre, 1884, p. 215.

(12) E. GOYHENECHÉ, **op. cit.** à (3), p. 55.

(13) M. DEJEAN de la BATIE, **La Soule et ses anciennes institutions in Gure Herria**, 1956 (3), p. 137.

Cette illustration très sommaire des différents organismes et institutions des provinces ne se propose que d'indiquer qu'elles constituaient des entités politiques et juridiques bien structurées. Leur disparition en tant que telles, comme conséquence de l'unification entreprise par la révolution, devait donc supposer un bouleversement considérable pour la vie de ces provinces. En réalité le processus de centralisation s'était mis en marche bien avant la Révolution car, comme le remarquent plusieurs auteurs, l'évolution et la transformation des institutions de ces provinces sont caractérisées par une part croissante de l'autonomie et une intervention de plus en plus directe du pouvoir royal. A fin du XVIII^e siècle, en Basse-Navarre et en Labourd, les fonctionnaires royaux avaient déjà pris presque tous les pouvoirs (14). En Soule aussi, vers 1730, une crise grave des institutions traditionnelles réduisait considérablement les attributions des Etats de Soule (15). Malgré tout cela c'est bien la Révolution de 1789 qui allait imposer une transformation radicale.

1.2.—La transition entre l'Ancien et le Nouveau Régime

1.2.1.—La convocation des Etats-Généraux

La convocation des Etats-Généraux, qui n'avaient pas eu lieu depuis 1614, n'étant que la conséquence d'une crise politique et économique, provoqua une grande activité dans la vie politique du royaume. De même au Pays Basque, cette convocation fit surgir des protestations, du fait qu'elle méconnaissait l'existence des assemblées locales: Biltzar de Labourd, Etats de Basse-Navarre et Cour d'Ordre en Soule. (16).

a.) En Labourd

Le 7 Mars 1789, le Biltzar tient une séance extraordinaire et décide de rédiger une réclamation officielle. (17). Ce mémoire s'oppose contre l'atteinte portée aux privilèges du pays et ses signataires déclarent que le Labourd est:

«... un païs dont l'administration, la coutume, les mœurs, la langue, en un mot, tout ce qui le constitue, sont abso-

(14) E. GOYHENECHÉ, *op. cit.* à (3) p. 55.

(15) M. DEJEAN de la BATIE, *op. cit.* à (13) p. 138.

(16) E. GOYHENECHÉ, *op. cit.* à (3), p. 59.

(17) M. ETCHEVERRY, **Les Basques et l'unification nationale sous la Révolution**, in *Bulletin de la Société des Sciences, Lettres et Arts de Bayonne*, 1933 (II), p. 80.

lument uniques dans le royaume et ne peuvent être développés aux Etats-généraux que par des députés Basques.» (18).

b.) En Navarre

La forme de la convocation provoque un grand mécontentement dans le pays en raison de l'existence des Etat-généraux de Navarre, seul organe muni, d'après sa constitution, d'attributions légales vis-à-vis de la participation aux Etats-généraux de France, et ignoré à cette occasion. Comme conséquence des réclamations, Louis XVI accorde satisfaction à la Navarre, qui choisit une forme particulière de députation, la députation vers le roi, chargée de présenter au roi les griefs des Navarrais et de lui faire prêter serment aux fors de Navarre. (19).

c.) En Soule.

Dans cette province, la convocation à travers une assemblée à l'écart des Etats de Soule ne paraît pas avoir provoqué de réactions officielles,

«... ce qui ne veut pas dire que la Soule se montrât moins jalouse que les régions sœurs de sauvegarder son particularisme local.» (20).

1.2.2.—Les cahiers de vœux

Ces documents, d'une importance capitale pour la compréhension de la situation politique et sociale de la période précédant la Révolution, représentent dans leur ensemble une des plus larges consultations d'opinion des temps modernes. (21).

En effet, toutes les couches de la société participèrent dans la réalisation de ces cahiers, la plus petite communauté rurale, la moindre corporation de métiers, fit son cahier, envoyé au bailliage pour former celui du Tiers-Etat, à côté de ceux de la noblesse et du clergé. (22).

La population rurale communiquait ses doléances mais les cahiers étaient rédigés en dernière instance, en général, par des hommes de loi.

On peut remarquer que parmi les cahiers de doléances des

(18) *Memoire du Syndic du Labourd à Necker*, in A. DARRICAU, *op. cit.* p. 39.

(19) E. GOYHENECHÉ, *op. cit.* à (3), p. 60.

(20) M. ETCHEVERRY, *op. cit.* p. 82.

(21) P. GOUBERT et M. DENIS, 1789, *Les Français ont la parole*, Paris, Julliard, 1964, p. 35.

(22) *Ibid.*

provinces basques, le seul qui soit rédigé en forme bilingue, français-basque, est celui du Tiers-Etat du Labourd. Les autres —même si l'on peut présumer que les élaborations primaires des communautés devaient avoir lieu en basque en fonction de la situation linguistique du pays— ne le sont qu'en français, d'après la forme fixée par leurs rédacteurs définitifs.

a.) En Labourd.

Le cahier des vœux du Tiers-Etat, qui figure en annexe dans le présent travail proteste contre toute sorte d'abus concernant les impôts et la justice. Ce cahier, ainsi que ceux de la Noblesse et du Clergé, demandent le maintien de la Constitution propre au Labourd.

b.) En Navarre.

Les Etats-généraux de Navarre établirent un cahier commun aux trois ordres qui constitue un traité complet de la Constitution propre à la Navarre. (23).

c.) En Soule.

Les souletins rédigèrent aussi leurs cahiers de doléances selon les mêmes principes que les autres provinces, en protestant contre tous les abus et en demandant le maintien de leurs libertés traditionnelles. (24).

Les cahiers de vœux et doléances des trois provinces basques expriment donc, outre les réclamations d'ordre économique communes à tout le royaume, leur désir de conserver leurs constitutions particulières. C'est face à cet état de choses que va intervenir le grand changement révolutionnaire qui modifiera radicalement le statut politique et juridique du Pays Basque français.

1.2.3.—Répercussions du 4 Août 1789 au Pays Basque

La nuit du 4 Août n'apporta pas seulement l'abolition des privilèges de la noblesse et du clergé, mais aussi celle des institutions particulières à certains pays à l'intérieur du royaume.

Ces constitutions particulières des pays d'état procédaient des constitutions d'anciens peuples rattachés à la France en vertu de conventions écrites ou verbales, positives ou tacites. (25).

En effet, elles étaient profondément enracinées et cette aboli-

(23) M. ETCHEVERRY, *op. cit.* p. 80.

(24) E. GOYHENECHÉ, *op. cit.* à (3), p. 59.

(25) A. DARRICAU, *op. cit.* p. 15.

tion des libertés locales provoqua des manifestations de mécontentement:

«Contrairement aux ordres formels de leurs électeurs, les députés de la Soule et du Labourd participèrent à cette réunion, mais l'abolition des libertés basques provoqua l'indignation générale dans le pays: le Biltzar du Labourd protesta auprès du roi et adressa un blâme sévère à ses députés. Polverel, syndic des députés de Basse Navarre, qui, eux, n'avaient pas assisté à la réunion, rédigea plusieurs manifestes où les Navarrais menaçaient même de se séparer de la France si leur constitution n'était pas respectée. D'Huart et d'Escuret-Laborde, députés de la Soule, quittèrent l'Assemblée Nationale.» (26).

1.2.4.—Le remaniement territorial

Le Biltzar du Labourd, lors de sa dernière réunion qui eut lieu le 18 novembre 1789, rédigea un manifeste pour exprimer sa crainte devant les changements qui pourraient être imposés à sa province et pour exposer la situation particulière des Basques.

«... chez qui, tout est différent des autres provinces comme leur loi, leurs mœurs et leur langue.» (27).

Aussi, en prévision d'une modification des divisions territoriales, le Biltzar demandait:

«Si cependant contre notre attente, il y avait une impossibilité absolue de laisser le Labourd en lui-même, c'est avec les Basques Navarrais et ceux de la Soule qu'il pourrait fraterniser le mieux, parce qu'il y a entre eux une identité des mœurs et des lois.» (28).

On comprend donc que, malgré les différences de forme des institutions des trois provinces basques, il y avait bien une conscience de ressemblance et d'appartenance à une même communauté culturelle qui se manifeste explicitement au moment que nous analysons.

Cependant, les réticences ne modifièrent pas la marche des événements et la Constituante aborda le 12 Janvier 1790 le sujet du partage des anciennes provinces, en proposant de réunir les trois provinces basques et le Béarn dans un même département,

(26) E. GOYHENECHÉ, *op. cit.* à (3), p. 61.

(27) *Rapport du Biltzar d'Ustaritz*, in A. DARRICAU, *op. cit.* p. 55.

(28) *Ibid.*

malgré les protestations des députés du Labourd et de la Soule. (29) Les députés du Labourd, les frères Garat, expriment leur opposition contre cette mesure. Garat aîné insiste sur les différences culturelles:

«La différence des langues est un obstacle insurmontable...» (30) Garat jeune reprend les mêmes raisonnements et ajoute des considérations d'ordre économique sur les oppositions d'intérêts entre les Basques et les Béarnais:

«À peine trouve-t-on dans ces contrées des familles assez aisées pour fournir des éligibles à l'Assemblée Nationale. Le Béarn, par cette réunion nommera tous les représentants, le Pays Basque n'en aura aucun...» (31).

Ces protestations ne furent pas écoutées et le département des Basses-Pyrénées, officiellement constitué le 4 Mars 1790, était composé de six districts: Pau, Orthez, Oloron, Mauléon, Saint-Palais, Ustaritz (32). On avait donc finalement réuni dans un même ensemble les trois provinces basques, une partie du Béarn et Bayonne.

1.2.5.—La nouvelle situation institutionnelle

A partir de la mise en pratique de la nouvelle division de la France, un total remaniement des institutions politiques et de l'Administration va avoir lieu. Tous les anciens organismes disparaissent, ainsi que les termes qui les désignent, et sont remplacés par de nouveaux organismes installés après élection: Municipalités, Directoires exécutifs et Conseils Généraux du département et des districts. (33).

Nous voyons donc que la Révolution fait disparaître les institutions traditionnelles non sans provoquer des attitudes de mécontentement et de méfiance face aux changements radicaux qu'elle imposait. Dans cette situation il est normal que le nouveau Pouvoir tente d'établir de nouvelles formes de communication pour essayer d'introduire certaines formes de cohésion politique et sociale, ceci étant la fonction de la propagande.

C'est donc dans ce cadre historique que va se situer cette nou-

(29) M. ETCHEVERRY, *op. cit.* p. 86.

(30) M. SACX, *Bayonne et le Pays Basque, témoins de l'histoire*, Bayonne Ed. Ikas, 1968, p. 109

(31) *Ibid.*

(32) E. GOYHENECHÉ, *op. cit.* à (3), p. 61.

(33) *Ibid.*

veauté que constitue l'apparition de textes politiques traduits en basque.

1.3.—Les événements politiques à travers les documents étudiés

Les documents sur lesquels nous avons basé notre travail et qui sont inclus en annexe, correspondent aux événements politiques et historiques suivants:

A.—Cahiers des vœux du Tiers-Etat du Labourd (23 avril 1789)

Comme il a déjà été indiqué, ce cahier de vœux est le seul qui ait été rédigé en forme bilingue basque-français. Parmi ses signataires figurent: six notaires, un avocat, le procureur du roi au Bailliage du Labourd et le Syndic général du Labourd. (34).

Il est intéressant de noter que plusieurs des signataires du Cahier des Vœux apparaissent plus tard ayant des fonctions dans le nouvel appareil du pouvoir révolutionnaire. Les notaires Dhiriart, Daguerressar, Delissalde et Dornaldéqui étant présentés comme «républicains en bonnets rouges». (35).

B.—Lettre du Vicomte de Macaye, député de la noblesse du Labourd à ses électeurs (10 mai 1790).

Cette lettre publiée avec une introduction historique de E. GOYHENECHÉ et des annotations linguistiques de P. LAFITTE, concerne la question de la franchise du Labourd telle qu'elle se présentait en 1790, C'est-à-dire à une période de transition entre l'organisation économique de l'Ancien Régime et la mise en place des organismes nouveaux.

C.—Document sur les assemblées électorales (13 août 1790)

Ce texte fait référence à la réorganisation de l'administration municipale et départementale réglées par les lois du 14 et 18 décembre 1789. Les municipalités étaient élues par les citoyens actifs de chaque commune et les administrations départementales au suffrage à deux degrés. (36).

(34) P. YTURBIDE, *Notices sur les signataires des Cahiers de Vœux*, in B.S.S.L.A.B. 1909 (III) p. 154.

(35) P. HARISTOY, *Les Paroisses du Pays Basque pendant la période révolutionnaire*, Pau, Vignancour, 1895, p. 166

(36) A. SOBOUL, *Histoire de la Révolution Française*, Paris, Ed. Sociales, 1962 (I), p. 227.

D.—**Ordonnance de l'Evêque Constitutionnel** (17 juin 1791)

L'Assemblée Constituante vota le 12 juillet 1790 la Constitution Civile du clergé, après avoir retiré à l'Eglise l'administration de ses biens et avoir aboli les ordres monastiques. Le clergé se divisa désormais entre clergé constitutionnel ou assermenté et réfractaire. Au Pays Basque, cette constitution civile du clergé souleva une vive polémique qui provoqua souvent, dans les paroisses, une attitude de refus face aux nouveaux prêtres-fonctionnaires.

Sanadon, évêque constitutionnel des Basses-Pyrénées, qui se déclarait «Patriote franc et sincère, pénétré de l'étendue de ses obligations civiles et religieuses...» (37), fit imprimer, en français et en basque, une ordonnance pour révoquer toutes les autorisations accordées avant lui aux acclésiastiques non fonctionnaires. Les directeurs des districts se chargèrent de répandre cette ordonnance à profusion dans tout le pays. (38).

E.—**Document dur le paiement des impôts et l'obéissance à la Constitution** (1791)

Dans les anciennes constitutions des provinces basques figuraient des clauses fixant les modalités particulières de paiement des impôts, ce paiement étant réalisé par abonnement.

La réforme administrative amène l'introduction de changements dans le système de paiement des impôts et la diffusion des normes concernant cette nouvelle situation devient importante pour le nouveau régime:

«La vie politique, dès la fin de l'année 1789, fut dominée par deux grands problèmes autour desquels s'acharnèrent les partis: le problème financier et le problème religieux» (39).

F.—**Arrêté des Représentants du Peuple Monestier et Pinet**

Ce document a pour objet d'empêcher quelques personnes de Bayonne suspectes d'incivisme d'aller demeurer à Ustaritz pour échapper au contrôle et à la surveillance des autorités. Il fut publié au début de la «Convention mantagnarde» qui constitua «un sursaut révolutionnaire» (40).

(37) P. HARISTOY, *op. cit.* à (35), p. 82.

(38) *Ibid.*

(39) A. SOBOUL, *op. cit.* p. 192.

(40) A. SOBOUL, *op. cit.* p. 366

Un des signataires, Pinet, constitua avec Cavaignac, la commission extraordinaire de surveillance de Bayonne. Après la réaction de Thermidor, la société populaire de Bayonne dénonça Pinet, Cavaignac et Monestier, tous trois Représentants du Peuple dans le département des Basses Pyrénées. (41).

G.— et H.—**Arrêté d'Izoard, Représentant du Peuple (18 mars 1795) et Arrêté des Représentants Meilhan... (18.8.1795)**

Ces deux documents sont relatifs à l'extension des délais accordés aux émigrés basques pour retourner dans leur pays. Cette émigration avait eu pour cause l'arrête du Ventose an II (22 février 1794) des Représentants du Peuple Pinet et Cavaignac, qui déclarait infâmes les communes des Sare, d'Itsassou et d'Ascain, nommait une commission extraordinaire pour juger des délits contre-révolutionnaires (42) et imposait la déportation et l'internement de plus de quatre mille habitants des communes suspectes, à la suite de la désertion d'un groupe de soldats basques. (43).

I.—**Le registre basque de la commune d'Ahetze (1792-1798)**

En général les registres des municipalités basques sont rédigés en français, langue officielle. Il est donc spécialement significatif de trouver un registre contenant des passages en basque comme celui-ci. L'auteur de ces écrits est le greffier de la commune qui, «Comme (...) les officiers municipaux discutaient et délibéraient en basque, (il) a trouvé plus simple de rapporter les délibérations telles qu'elles avaient lieu devant lui.» (44).

Avant 1789, l'organisation communale reposait sur le Chapitre ou **Assemblée Capitulaire**, composée dans chaque paroisse par les propriétaires ou héritiers d'une maison, qui nommait des **jurats** et un abbé ou **maire-abbé** qui devenait le chef de la communauté.

Quand le nouveau régime modifia cet état de choses, l'organisation municipale reposait sur l'**Assemblée générale de la commune** qui nommait un **corps municipal** et un **corps de notables**. Le corps municipal comprenait un **maire** et plusieurs **officiers**

(41) P. HARISTOY, *op. cit.* à (35), p. 183.

(42) P. HARISTOY, *Le martyre d'un peuple*, Pau, Vignancour, 1894, p. 7.

(43) E. GOYHENECHÉ, *op. cit.* à (3) p. 69.

(44) P. YTURBIDE, *Le Registre Basque de la Commune d'Ahetze*, Paris, R.I.E.V. 1908, p. 387.

municipaux. Il y avait aussi un **procureur de la commune.**

Dans les procès verbaux de ce Registre, on trouve les appellations anciennes et nouvelles, souvent confondues et employées l'une pour l'autre. (45).

J.—Le Calendrier Républicain (1799)

Il s'agit de la traduction du calendrier républicain comportant les nouvelles dénominations des mois de l'année avec leur «traduction littérale et figurée», ainsi que celle du nouveau système de jours décadaires.

2.—SITUATION DE COMMUNICATION POLITIQUE

2.1.—Nouveau besoin de diffuser l'information et la propagande

2.1.1.—Situation linguistique en France en 1790

La France révolutionnaire se trouvait dans une situation d'hétéroglossie très important. Pour connaître la réalité linguistique, Grégoire envoya son questionnaire en 1790 à travers tout le pays, et il trouva que la moitié des citoyens ne parlaient pas français. (46).

2.1.2.—Le problème de la communication avec le peuple

F. BRUNOT, dont l'étude de la langue française à l'époque révolutionnaire nous semble l'œuvre d'ensemble la plus importante, consacre plusieurs chapitres aux problèmes que la situation d'hétéroglossie en France posait au nouveau régime révolutionnaire: «Il eût été contraire à l'esprit même de la démocratie qu'on prétendait instituer et aux principes de gouvernement qu'on posait, de faire des réformes, fussent-elles des plus bien-faisantes, sans les faire connaître, sans en exposer l'économie et les motifs aux citoyens «actifs» et même «passifs». C'était aussi le seul moyen d'éviter les plus graves malentendus. Le 9 février 1790, à la séance du soir, Grégoire avait pu, s'appoyant sur le témoignage des municipalités, affirmer que, dans certains pays, des troubles graves s'expliquaient

(45) **Ibid.**

(46) J. L. CALVET, **Le colonialisme linguistique en France in Les Temps Modernes**, septembre 1973, p. 75.

par d'énormes erreurs sur le sens des mots, des paysans prenant des décrets de l'Assemblée nationale pour des décrets de prise de corps.» (47).

C'est ainsi que le recours aux traductions s'impose comme une nécessité de la nouvelle situation politique qui exige une plus grande communication entre le pouvoir politique et le peuple: «Il n'y avait aucun moyen, aucune possibilité d'entrer en relations avec ceux qui ignoraient le français, sauf en leur parlant leur langue. Tôt ou tard on devait donc songer à des traductions.» (48).

2.1.3.—La politique des traductions

Un décret de l'Assemblée Nationale daté le 14 janvier 1790, institua la traduction en langue locale des textes officiels.

L'entreprise la plus importante fut celle de Dugas qui, le 20 janvier 1791, fut chargé par le roi Luis XVI de faire les traductions pour trente départements de la moitié de la France. Le dossier AA.32 des Archives Nationales contient tous les détails relatifs aux travaux entrepris et réalisés par lui et ses collaborateurs.

La fidélité des traductions était un sujet qui préoccupait les autorités révolutionnaires. Ceci se reflète dans une circulaire envoyée par le Ministre de la Justice aux administrateurs de quelques départements le 4 Mars 1792:

«je vous serais obligé de faire vérifier le plutôt (sic) possible, si elle (la traduction de la Constitution) rend exactement le sens de l'original, en général si elle a les qualités qui forment une bonne traduction. Je vous prie aussi de me les renvoyer avec le résultat de cette vérification dès qu'elle sera faite. Le désir de répandre les lumières parmi les citoyens nous portera sans doute, MM. à nous occuper de ce travail avec tout le soin et toute l'activité que son importance exige.» (49).

Dans ce que F. BRUNOT désigne comme «deuxième période» de la politique de la langue sous la Révolution, c'est-à-dire celle qui s'étend de la première réunion de la Convention du 20 sep-

(47) F. BRUNOT, *Histoire de la Langue Française*, t. IX (1), Paris, A. Colin, 1967, p. 22.

(48) F. BRUNOT, *op. cit.* p. 25.

(49) Archives Nationales, dossier AA. 32.

tembre 1792 au IX Thermidor an II (27 juillet 1794), on ne remarque, au début, aucune variation concernant ce problème des traductions:

«La Convention continua la tradition des précédentes assemblées (...) Au début rien ne fut changé dans la politique pratiquée à l'égard des idiomes et des dialectes.» (50).

La politique des traductions s'était donc maintenue pendant les premières périodes révolutionnaires sans soulever, publiquement aucune réaction violente, mais à partir de novembre 1792 l'attitude des révolutionnaire varie à cet égard.

«Soucieuse d'autonomie locale, l'Assemblée Constituante sauvegarda le particularisme linguistique (...) La Convention, ayant nationalisé la guerre, s'attacha par contre à faire du français une langue nationale: l'uniformité de la langue devait contribuer à souder l'unité de la Nation.» (51).

2.1.4.—Réactions défavorables à la politique des traductions

Vraisemblablement, comme conséquence de la consolidation de l'idéologie révolutionnaire centralisatrice et unificatrice, apparaissent des attitudes en franche opposition à la politique des traductions et, en même temps, favorables à une accélération de l'expansion de la langue nationale officielle. F. BRUNOT cite un passage de «La Chronique de Paris» du 10 novembre 1792, sous le titre «Instruction publique»:

Le Bas Breton, le Basque, etc., sont des idiômes plus étrangers à la majorité des Français que le Chinois ou le Turc. Cette bigarrure dans le langage pouvait être tolérée sous l'ancienne division de la France en Provinces, et dans un temps où l'ignorance du peuple avait un grand objet d'utilité pour le gouvernement, mais aujourd'hui, où loin de craindre les lumières, le premier intérêt de l'Etat est de les propager, il faut bannir du territoire de la république toute autre langue que celle que l'on parle à la Convention Nationale. La multitude des idiômes et des paroles est un obstacle très puissant à la rapidité des communications. Beaucoup de Français n'entendent nos lois que lorsqu'elles sont traduites

(50) F. BRUNOT, *op. cit.* t. IX (2), p. 155.

(51) A. SOBOUL, *op. cit.* t. II, pp. 345-346.

en un informe langage. Comment connaîtraient-ils leurs droits s'ils ignorent la langue dans laquelle la Déclaration est écrite?» (52).

A la limite, le principe des traductions est toléré comme une mesure provisoire et purement circonstancielle:

«Cette mesure est bonne pour le moment actuel; mais il en est une qui doit entrer dans le plan d'instruction publique et en faire d'abord un article important: c'est la destruction absolue des idiômes et des patois». (53).

Plus tard, Barrère dans son discours du 8 Pluviôse an II (27 janvier 1794), identifie hétéroglossie et sédition et préconise une politique d'extermination des langues autres que le français:

«Brisons ces instruments de dommage et d'erreur. Il vaut mieux instruire que faire traduire, comme si c'était à nous de maintenir ces jargons barbares, ces idiômes grossiers qui ne peuvent plus servir que les fanatiques et les contre-révolutionnaires.» (54).

2.1.5.—Impossibilité de soutenir une politique de francisation absolue

Malgré le radicalisme des détracteurs de la politique des traductions, les pouvoirs publics avaient toujours besoin, dans la pratique, de diffuser leurs informations parmi les populations qui ne possédaient pas la langue officielle:

«On entreprit et on exécuta des traductions, tout comme on en avait fait jusque-là (...). Le Prairial an II (30 Mai 1794), le Comité d'Instruction publique, loin d'abjurer l'hérésie, chargeait Grégoire lui-même de s'assurer si les traductions ordonnées par un décret s'effectuaient.» (55).

En réalité le dilemme entre traductions ou francisation ne se posa pas dans la pratique avec la virulence qu'il comportait dans les débats idéologiques. Dans la pratique, l'utilité était tout de même et en dernière instance la valeur dominante. F. BRUNOT résume ainsi comment les autorités publiques entendaient ce conflit:

(52) F. BRUNOT, *op. cit.* p. 159.

(53) *Ibid.*

(54) J. VINSON, *La Langue française et les idiômes locaux*, in *Revue de Linguistique et de Philologie comparée*, Paris, Maisonneuve, 1880, p. 180.

(55) F. BRUNOT, *op. cit.* p. 248.

«On entendait combiner des moyens d'action qui ne s'excluaient pas: se servir des idiomes en attendant, faute de mieux, et former en même temps des générations qui conussent le français. La propagande continua dans la langue qui portait le mieux. (56).

2.1.6.—Quelques problèmes pratiques et linguistiques des traductions des textes révolutionnaires

Parmi les problèmes pratiques de la réalisation des traductions, se posait celui de l'alternative entre l'instauration d'un bureau centralisé à Paris, qui est demandée par quelques uns, et la réalisation des traductions dans les départements. Ceci se reflète dans le rapport de Dentzel, Représentant du Peuple en mission dans divers départements:

«Il est indispensable de former cet établissement dans les départements mêmes où ces idiomes sont usités (...). La cherté excessive du papier et la rareté des mains d'œuvre à Paris, les frais énormes d'envoi, et la pureté de ces différents langages qui se trouve aussi rarement à Paris comme elle est abondante dans les départements respectifs, voilà des raisons plus que suffisantes qui vous détermineront d'accepter cette proposition.» (57).

Selon F. BRUNOT, on instaura quelques Bureaux départementaux mais finalement il n'y eut pas d'organisation définitive.

En ce qui concerne les problèmes linguistiques, il y avait, entre autres, celui de la situation non stabilisée de la langue politique française, et à plus forte raison, des langues non officielles:

«Si dans notre langue, la partie politique est à peine créée, que peut-elle être dans des idiomes dont les uns abondent à la vérité en expressions sentimentales, pour peindre les douces effusions du cœur, mais sont absolument dénuées de termes relatifs à la politique.» (58).

(56) F. BRUNOT, *op. cit.* p. 250.

(57) F. BRUNOT, *op. cit.* p. 158.

(58) GREGOIRE, «Sur la nécessité et les moyens d'anéantir les patois et d'universaliser l'usage de la langue française» in R. BALIBAR; et D. LAPORTE, *Le Français National*, Paris, Hachette, 1974, pp. 198-215.

2.1.7.—Distinction entre langue, idiome, patois, dialecte

L'abbé Grégoire, promoteur principal de la politique linguistique au temps de la Convention, dans son rapport du 16 Prairial an II au Comité d'Instruction, publique, intitulé «Sur la nécessité et les moyens d'anéantir les patois et d'universaliser l'usage de la langue française», utilise le terme «langue» pour désigner la langue française, langue nationale, toutes les autres langues de l'hexagone étant confusément appelées «dialectes», «idiomes» ou «patois», cela étant une conséquence de la confusion des idées linguistiques de l'époque.

Cependant, même s'il existait une certaine ambiguïté dans les dénominations, une attitude d'hostilité envers les langues les plus différenciées par rapport au français apparaît clairement, cette attitude ayant ses causes premières non dans un fait linguistique mais plutôt dans une situation politique:

«... il y a lieu, suivant moi, de faire une distinction entre les pays à idiomes et les pays à dialectes (...) c'est dans les pays à idiomes seulement que la différence de langage causait une gêne sérieuse au développement de la Révolution». (59).

Un révolutionnaire, Barrère, exprime ceci clairement dans le projet de décret présenté à la Convention le 8 Pluviôse an II (29 janvier 1794):

«... quatre points du territoire de la République méritent seuls de fixer l'attention du législateur révolutionnaire, sous le rapport des idiomes qui paroissent les plus contraires à la propagation de l'esprit public et présentent des obstacles à la connaissance des lois de la République et à leur exécution (...) nous avons observé que l'idiome appelé bas-breton, l'idiome basque, les langues allemande et italienne ont perpétué le régime du fanatisme et de la superstition, assuré la domination des prêtres, des nobles et des praticiens, empêché la révolution de pénétrer dans neuf départements importants et peuvent favoriser les ennemis de la France.» (60).

Cette distinction entre pays à idiome et pays à dialecte avait déjà été faite, mais dans un tout autre sens, par l'avocat basque Dithurbide qui, dans sa lettre au ministre Garat, un autre basque,

(59) F. BRUNOT, *op. cit.*, p. 173.

(60) J. VINSON, *op. cit.* p. 183.

datée le 13 novembre 1792, insiste sur la nécessité de traduction des «idiomes» en négligeant les «dialectes»:

«on parle de vingt-cinq à trente traductions différentes à faire. Je crois bien qu'il y a autant de jargons dans la République, mais je suis convaincu que la plupart des peuples qui les parlent entendent assez les français pour se passer de traductions puisqu'aux Basques et aux Bas-Bretons près, ce ne sont que des corruptions du français» (61).

Dans le cas qui nous occupe, c'est à dire celui du basque, il s'agit bien d'un pays «à idiome» qui dut donc supposer un de ces cas problématiques où coexistaient les besoins contradictoires de lutte contre les idiomes et de recours à la traduction en vue de diffuser les informations nécessaires.

En tenant compte de cet état de choses qui constitue le contexte politico-linguistique de l'époque que nous étudions, nous allons présenter quelques caractéristiques du statut politique-et social des deux langues qui interviennent dans le problème concret que nous analysons.

2.2.—Statut politique et social du français et du basque à la fin du XVIII^e siècle

2.2.1.—Le français

a.) Langue de prestige.

Le XVIII^e siècle c'est l'époque où Rivarol composa (1784) son célèbre «Discours sur l'universalité de la langue française» (62), où il affirmait la supériorité du français sur les autres langues. C'est aussi l'époque où le français était la langue de prestige, de l'«intelligentsia» européenne, ainsi que la langue diplomatique par excellence.

Cette attitude est exprimée dans l'article «langue» de l'Encyclopédie:

«Si quelqu'autre langue que la latine devient jamais l'idiome commun des savants de l'Europe, la langue française doit avoir l'honneur de cette préférence: elle a déjà les suf-

(61) Archives Nationales, AA. 32.

(62) F. BRUNOT, *op. cit.*, t. VIII, p. 848.

frages de toutes les cours où on la parle presque comme à Versailles & il ne faut pas douter que ce goût universel ne soit dû autant aux richesses de notre littérature, qu'à l'influence de notre gouvernement sur la politique générale de l'Europe.» (63).

b.) Langue standardisée.

Au XVIII^e siècle, époque post-classique, le français est déjà une langue normalisée, conditionnée par toute une littérature et aussi par son usage comme langue légale et officielle.

On peut soutenir avec W. A. STEWART, qu'une langue est «standard» lorsqu'elle possède les caractéristiques suivantes:

- «standardization, i. e. the codification and acceptance within the community of users, of a formal set of norms defining 'correct' usage (...).
- «Autonomy, i. e. the function of the linguistic system as a unique and independant one (...).
- «historicity, i. e. the linguistic system is known or believed to be the result of normal development over time (...).
- «vitality, i. e. use of the linguistic system by an unisolated community of native speakers». (64).

Le français du XVIII^e siècle comportant ces quatre caractéristiques, peut donc être considéré comme une langue «standard».

c.) Langue de l'Administration.

A partir de l'ordonnance de Villers-Cotterets en 1539 qui institua l'usage du français pour l'administration de la justice, l'établissement de l'état civil et la rédaction des actes notariés, il était impossible de rédiger n'importe quel document publique dans une autre langue ou dialecte.(65)

Ceci devait avoir une répercussion immédiate dans les régions où le peuple ne parlait pas français. En effet, les fonctionnaires de l'Etat, du fait qu'ils devaient, non seulement connaître la langue française, mais encore l'utiliser comme élément exclusif de communication: dans les fonctions juridiques, administratives et financières, assumaient un rôle actif de francisation.

d.) La français dans l'idéologie linguistique révolutionnaire.

L'exaltation du français comme langue comportant les valeurs

(63) S. AUROUX, *L'Encyclopédie, «Grammaire» et «Langue» au XVIII^e siècle*, Paris, Repères-Mame, 1973, p. 266.

(64) A. W. STEWART, *A sociolinguistic typology for describing national multilingualism*, in J. A. FISHMAN, *Readings in the sociology of language*, The Hague-Paris, Mouton, 1972, p. 533.

(65) F. BRUNOT, *op. cit.*, t. II, p. 30.

de la révolution et de la cohésion nationale eut une fonction importante dans l'expression de l'idéologie révolutionnaire.

On peut citer comme exemple un autre extrait du même discours de Barrère:

«Je viens appeler aujourd'hui votre attention sur la plus belle langue de l'Europe, celle qui la première a consacré franchement les droits de l'homme et du citoyen, celle qui est chargée de transmettre au monde les plus sublimes pensées de la liberté et les plus grandes spéculations de la politique.» (66).

Pour Grégoire, la langue française a les caractéristiques d'être «claire et méthodique», c'est «la langue de la liberté», elle constitue un facteur d'égalité car «l'ignorance de la langue compromettrait le bonheur social, ou détruirait l'égalité», c'est aussi un facteur de progrès... «pour perfectionner l'agriculture, et toutes les branches de l'économie rurale si arriérées chez nous, la connaissance de la langue est également indispensable». (67).

Le rôle idéologique de cette insistance sur l'identification entre langue française et valeurs révolutionnaires est évident: les porte-parole des consignes de la Révolution proposent une même langue pour tous dans le même esprit qu'ils proposent un même progrès et une même liberté et égalité pour tous.

2.2.2.—Le basque

a.) Descriptions de la langue basque.

Dans l'Encyclopédie, on trouve, sous la rubrique «Langue», une description du basque qui nous semble intéressante pour comprendre les idées linguistiques du XVIII^e siècle sur cette langue:

«Ancien langage des habitants de la partie septentrionale de l'Espagne, avant que ce pays eût été soumis aux Romains (...). D'ailleurs l'ancien cantabre subsiste encore dans les parties sèches et montagneuses de la Biscaye, des Asturies et de la Navarre jusqu'à Bayonne, à peu-près comme le galois subsiste dans la province de Galles; le peuple seul parle le cantabre, car les habitants se servent pour écrire de l'espagnol ou du français selon qu'ils vivent sous l'empire de l'un ou de l'autre royaume. La langue cantabre, dépouillée des mots espagnols qu'elle a adoptés pour des choses dont

(66) J. VINSON, *op. cit.* p. 184.

(67) GREGOIRE, *op. cit.* p. 203.

l'usage était anciennement inconnu aux Biscayens, n'a point de rapport avec aucune autre langue connue.» (68).

Sans nous arrêter sur le type de connotations que comporte cet article, nous remarquons que l'auteur signale comme caractéristiques les traits d'ancienneté et d'indépendance par rapport aux langues «connues», ainsi que le fait d'être une langue exclusivement orale. Ce dernier jugement est faux, puisque le premier livre imprimé en langue basque fut édité en 1545 à Bordeaux.

Dans l'édition de Panckoucke de l'Encyclopédie, réalisée en 1784, Garat inclut un article concernant le basque où il défend la clarté de cette langue en dépit de l'idée propre à cette époque qui privilégiait les langues à ordre direct comme le français. (69).

D. J. Garat, dans ses exposés adressés à Napoléon en 1808 concernant le rôle du Pays Basque à propos des projets d'annexion que celui-ci élaborait pour l'Espagne, accorde une grande importance à la langue basque comme élément de cohésion entre les populations des deux côtés de frontière. Garat fait remarquer également les possibilités du basque comme langue de culture et il propose l'enseignement du basque à l'école.

«je croirais très convenable de faire porter l'enseignement des écoles publiques sur cette langue même. La prétention de lui rendre sa pureté primitive serait une chimère et n'aurait aucun but d'utilité (...) n'y aurait aucune difficulté invincible dans l'entreprise de lui rendre toute l'étendue qu'elle a encore dans quelques livres et qu'elle n'a plus dans la bouche des basques». (70).

b.) Langue non standardisée.

Le basque, langue d'une communauté linguistique distribuée sur des régions faisant partie de deux Etats différents, n'étant pas une langue officielle, n'avait pas senti le besoin d'une normalisation comme dans le cas du français.

La langue basque au XVIII^e siècle présentait tous les traits d'une langue vernaculaire («vernacular») d'après les critères de W. A. STEWART, étant donné qu'elle comportait les caractéristiques de «autonomy», «historicity» et «vitality», déjà, définis, tout en lui manquant celle de «standardization».

Cependant, il faut bien remarquer qu'il devait bien y avoir une

(68) H. BOURGEOIS, *Le Basque dans l'Encyclopédie* (1751-1765) in *Revue de Linguistique et de Philologie comparée*, Paris, Maisonneuve, 1910.

(69) *Encyclopédie Méthodique*, Paris, Panckoucke, 1784, t. II p. 446.

(70) D. J. GARAT, *Exposé remis à Napoléon en 1808*, in A. DARRICAU, *op. cit.*, p. 65-72.

certaine conscience d'unité linguistique, d'après le témoignage de Garat:

«C'est au fond la même langue des deux côtés des Pyrénées dans les trois cantons basques français et dans les quatre cantons basques espagnols. Il a (...) les différences qui font les dialectes sans rompre l'unité de la langue.» (71).

c.) Le basque dans la vie publique: une situation de diglossie.

Le concept de diglossie a été surtout formulé par FERGUSON dans son article «Diglossia» (72). L'auteur utilise ce terme pour décrire une situation stable de coexistence de diverses variétés dialectales, langues L («low») avec une variété superposée ou langue H («high») qui est caractérisée surtout par la spécialisation de ses fonctions (comme langue officielle, langue d'enseignement, etc...), le prestige (H étant considérée comme langue supérieure à L), l'héritage littéraire important, la forte tradition de normalisation.

Il faut remarquer que de la même façon que la notion de bilinguisme fait référence à un type de comportement linguistique individuel, la notion de diglossie s'applique à une situation linguistique au niveau socio-culturel dans les publications des sociolinguistes actuels (BRIGHT, FERGUSON, FISHMAN et autres).

J. A. FISHMAN développe le concept de diglossie à partir de la présentation faite par FERGUSON et propose les diverses relations pouvant s'établir entre bilinguisme et diglossie (73). Ce classement nous permet de caractériser la situation sociolinguistique du basque à la fin du XVIII^e siècle.

Il existe des témoignages divers qui indiquent que la masse de la population était monolingue, c'est-à-dire de langue basque: «un procès-verbal d'une séance du Bilçar daté de 1567 a trait précisément à la nomination du Lieutenant-général. On y voyait les communautés du pays présenter au Roi trois candidats parmi lesquels il choisira le titulaire au poste vacant, et le Bilçar a bien soin de ne nommer que des gens qui connussent le basque 'chose fort requise et nécessaire pour le sollagement du peuple du d. pais quy n'entendoyt guieres aultre langaige'» (74).

En ce qui concerne la Basse-Navarre,

«El fuero de 1611 habla de ujieres, carceleros, notarios,

(71) Ibid.

(72) Ch. A. FERGUSON, *Diglossia*, in «*Word*», 15, 1959, p. 325.

(73) J. A. FISHMAN, *Bilingualism with and without diglossia; Diglossia with and without bilingualism*, in *Journal of social issues*, XXIII, 2, 1967, p. 30.

(74) L. DASSANCE, *Ustaritz, ses assemblées, son tribunal*, in *Gure Herria*, 1927, p. 198.

etc., exigeñdoles a todos que sean navarros y sepan hablar euskera.» (75).

Dans le compte-rendu du registre municipal d'Ustaritz du 11 septembre 1790, au sujet du déplacement de la cour de justice à Bayonne, la municipalité proteste car,

«La plupart des Basques ne parlent ni n'entendent le français.» (76).

Dans ces conditions, il est curieux de constater que même avant l'ordonnance de Villers-Cotterets, ce n'était pas le basque qui jouait le rôle de langue officielle, mais le béarnais. (77).

Il faut donc considérer la situation particulière de diglossie au Pays Basque, où la langue du peuple et les langues officielles constituaient deux plans distincts. Cette situation serait définie d'après le classement de J. A. FISHMAN comme «Diglossia without Bilingualism», diglossie sans bilinguisme. Ce même auteur remarque aussi que dans ce type de communautés c'est l'appareil politique de l'Etat qui assure la fonction de lien commun (78). C'est en effet ce qui avait toujours eu lieu au Pays Basque d'après la remarque d'A. BRUN.

Cet auteur en se référant concrètement au Pays Basque au XVI^e siècle résume ainsi cette situation de deux langues séparées en fonction du rôle qu'on leur attribue:

«Ainsi le problème n'a pas consisté à remplacer le basque par le français, mais à éliminer une langue en somme importée, le béarnais, pour une autre également étrangère, le français; c'est une opération ésotérique de bureaucrates, de scribes, de magistrats; elle n'intéresse que les cadres et les services, ainsi que les gens de loi, elle n'atteint pas la masse, qui continuera à ignorer l'une comme elle faisait l'autre, et cette opération s'effectuera quand on voudra; il suffit d'une ordonnance.» (79).

Nous avons inclus cette remarque concernant la situation linguistique au Pays Basque au XVI^e siècle en considérant que cet état de choses n'a pas varié fondamentalement à l'époque que nous analysons.

(75) E. GOYHENECHÉ, *op. cit.* à (5) p. 352.

(76) M. ETCHEVERRY, *La déchéance d'Ustaritz sous la Révolution* in *Gure Herria*, 1929, p. 385.

(77) A. BRUN, *Recherches historiques sur l'introduction du français dans les provinces du Midi*, Paris, Champio, 1923, p. 146.

(78) J. A. FISHMAN, *op. cit.*, p. 33.

(79) A. BRUN, *op. cit.* p. 146.

d.) Utilisations publiques du basque avant la Révolution.

Malgré les ordonnances instaurant le français comme langue officielle, l'état linguistique du peuple demandait que les actes rédigés en français fussent traduits au moins oralement pour être intelligibles. Les notaires, par exemple, devaient traduire leurs documents en basque, et l'on a retrouvé quelques lettres de communautés du Pays Basque français envoyées à des communautés du Pays Basque espagnol écrites en basque. (80).

A la veille de la Révolution, à Ustaritz, dans l'assemblée qui suivit la convocation de Etats-Généraux, «M. le Grand Bailli ouvrit la séance par un discours français (...) M. Dithurbide, doyen des avocats du siège, en a fait un en basque...» (81)

On voit donc que l'utilisation du basque dans les actes à caractère officiel devait être rare, du moins les témoignages écrits le sont. C'est pourquoi l'apparition d'écrits officiels en basque pendant la période révolutionnaire est une grande innovation.

2.3.—Emploi de la langue basque par les autorités révolutionnaires

Les Représentants du Peuple envoyés en mission au Pays Basque par le gouvernement central, ou les autorités locales au service de celui-ci considéraient souvent souhaitable de faire appel à la langue du pays comme moyen de communication entre les instances officielles et le peuple.

En plus des documents que nous avons pu réunir, nous rappelons les demandes en ce sens citées par F. BRUNOT:

«Il serait à souhaiter que l'on s'occupât de faire traduire pour les Basques au moins les lois principales (...) écrivaient les commissaires en mission à Bayonne.» (82).

«Régnier, écrivait à Roland, ministre de l'Intérieur (...) il serait très essentiel et de toute nécessité, qu'on traduisit en langue basque plusieurs bons ouvrages sur la Révolution, pour éclairer ces hommes égarés. Je suis parvenu à rassembler un comité de traducteurs qui se feront un plaisir de traduire et coopérer avec moi à l'instruction de ces gens égarés...» (83).

(80) J. SAINT PIERRE, **Le Basque dans les actes publics**, in Gure Herria, 1951.

(81) J. VINSON, **Pièces historiques de la période révolutionnaire** Bayonne, B. Jérôme, 1887, p. 17.

(82) F. BRUNOT, **op. cit.**, t. IX, p. 157.

(83) F. BRUNOT, **op. cit.**, t. IX, p. 161.

«A St. Jean-Pied-de-Port, tous les jours de marché, après-midi, il y a lecture des nouvelles en langue basque (84).
«Au Pays Basque, la campagne en faveur des assignats, organisée par les Représentants, de concert avec les Sociétés populaires, se fait en basque en même temps qu'en français.» (85).

En ce qui concerne la réalisation de ces introductions, il semble bien qu'elles ont du être réalisées au Pays Basque par des personnes bilingues attachées aux idées révolutionnaires et voulant jouer le rôle d'agents de diffusion de celles-ci, mais il ne nous a pas été possible de trouver une plus grande information sur ces traducteurs.

Une lettre des Amis de la Constitution de Bayonne, du 16 décembre 1791, propose comme traducteur un ecclésiastique réputé pour son attachement aux idées nouvelles et pour sa connaissance de la langue basque. (86).

L'avocat Dithurbide, dans sa lettre au ministre Garat, se propose lui-même comme traducteur pour le basque tout en exposant son «zèle pour la propagation des nouveaux principes» et sa «longue habitude dans cette langue». (87).

D'après F. BRUNOT, l'Acte Constitutionnel a du être traduit en basque mais on n'en a retrouvé aucune trace. (88).

En ce qui concerne les documents que nous incluons en annexe, le nom du traducteur ne figurant pour aucun d'entre-eux, nous n'avons aucun renseignement sur ses caractéristiques.

En reprenant les données que nous avons exposées jusqu'ici: politique linguistique de la révolution, statut des deux langues, relation de type diglossique entre elles, nous pensons que ce recours soudain au basque dans les textes officiels a du être provoqué par l'intérêt d'introduire les idées et les pratiques révolutionnaires dans une communauté qui, jusqu'alors, avait vécu à l'écart de la langue et de la politique de Paris. Nous avons jusqu'ici essayé de situer le sens de cette irruption du basque dans les discours politiques. Il nous manque de déterminer en quelle mesure cette nouvelle situation a conditionné la langue elle-même ou plutôt un aspect de la langue, car nous nous limitons ici à une étude de vocabulaire. C'est le but que nous proposons dans la partie linguistique de ce travail.

(84) F. BRUNOT, *op. cit.*, t. IX, p. 162.

(85) F. BRUNOT, *op. cit.*, t. IX, p. 172.

(86) Archives Nationales, AA. 32.

(87) *Ibid.*

(88) F. BRUNOT, *op. cit.*, t. IX, p. 387.

3.—VOCABULAIRE ET TRADUCTION

3.1.—Aspects d'une étude de vocabulaire

Les termes de «lexique» et de «vocabulaire» auront dans ce travail le sens que leur attribue R. L. WAGNER:

«Dans son sens le plus général le terme de **lexique** désigne l'ensemble des mots au moyen desquels les membres d'une communauté linguistique communiquent entre eux (...). Le terme de **vocabulaire** désigne conventionnellement un domaine du lexique qui se prête à un inventaire et à une description.» (89).

Le fait de se prêter «à un inventaire et à une description» impliquant qu'il s'agit d'un ensemble clos, nous posons donc, comme postulat, que tout vocabulaire suppose une actualisation du lexique. On peut ainsi parler du vocabulaire d'un auteur ou du vocabulaire d'un texte, face au lexique de la langue française.

3.1.1.—Caractéristiques du lexique

Les unités lexicales, ayant une «fonction dénomminative» ou «fonction de désignation» (90) jouent un rôle fondamental dans le processus de la communication: celui de véhiculer le sens du message:

«Le fait que l'essentiel des significations se trouve ainsi en dépôt dans les éléments lexicaux donne au vocabulaire une importance particulière.» (91).

Le lexique est aussi défini comme «liste ouverte» (92) ou «inventaire illimité» en raison de sa dépendance envers la réalité extralinguistique:

«Les inventaires illimités du lexique reflètent un passage continu de la structure acquise du langage à la structure de l'expérience jamais achevée que nous faisons du monde.» (93).

De par sa nature et sa fonction, le lexique d'une langue est donc

(89) R. L. WAGNER, *Les vocabulaires français*, Paris, Didier, 1967, p. 12.

(90) J. PERROT, *Le Lexique*, in *Le Langage*, Encyclopédie de la Pléiade, Paris, Gallimard, 1968, p. 284.

(91) J. PERROT, *op. cit.* p. 283.

(92) A. MARTINET, *Eléments de Linguistique Générale*, Paris, A. Colin, 1970, p. 19.

(93) G. MOUNIN, *Problèmes théoriques de la traduction*, Paris, Gallimard, 1963, p. 138.

en relation indissociable avec la société et l'époque qu'il exprime: «Il n'y a de système linguistique que dans et par la communication entre les hommes dans un milieu délimité; le lexique est fonction du volume des communications, du rythme et de la fréquence des échanges, des relations entre le milieu et le groupe social où il est intégré.» (94).

3.1.2.—Détermination d'un champ lexical

En essayant de délimiter un vocabulaire spécifique, divers auteurs ont constaté qu'il est indispensable de recourir au contexte extralinguistique qu'il signifie.

Ainsi, selon G. MATORE, un champ lexicologique doit être défini en fonction de la réalité sociale qu'il structure:

«Un champ lexicologique peut comporter des mots qui, à première vue, semblent n'avoir rien de commun. C'est la parenté sociologique des éléments qui seule importe.» (95).

Il semble bien, en effet, que lorsqu'on est confronté à un champ notionnel concret, on doit procéder à une réduction pour ne garder dans l'étude linguistique que la part de vocabulaire concernant ces notions-là. On pourrait, à juste titre, signaler la part d'arbitraire de cette réduction, puisque le corpus —linguistique— sera défini par des critères autres que ceux de la langue elle-même, mais ceci semble bien être imposé par l'objet même de l'étude.

J. DUBOIS, tout en montrant le problème, propose pas non plus d'autre solution:

«La délimitation d'un champ lexical garde toujours un caractère arbitraire, que ne parvient pas à masquer le choix raisonné de critères rigoureux (...). Dans la mesure où la langue a d'abord une fonction de communication, le champ lexical se trouve défini par l'expérience, traduite linguistiquement.» (96).

3.1.3.—La détermination des unités à considérer

La notion de **mot**, même si elle a été mise en question par divers linguistes, a été d'autre part suffisamment justifiée pour rendre licite son utilisation.

(94) A. REY, *La Lexicologie*, Paris, Klincksieck, p. 169.

(95) G. MATORE, *La méthode en lexicologie*, Paris, Didier, 1953, p. 65.

(96) J. DUBOIS, *Le vocabulaire politique et social en France de 1869 à 1872*, Paris, Larousse, 1962, p. 2.

Ces justifications sont basées d'une part sur des critères linguistiques,

«Le mot malgré la difficulté qu'on a à le définir, est une unité qui s'impose à l'esprit, quelque chose de central dans le mécanisme de la langue.» (97).

ou soutenues par la difficulté qu'on rencontre à se passer de l'utilisation de ce terme:

«... pour la commodité de notre analyse, nous pouvons négliger cette différence, et classer les signes comme une seule espèce, qui coïncidera pratiquement avec le mot. Qu'on nous permette, toujours pour la commodité, de conserver ce terme décrié et irremplaçable.» (98).

Dans d'autres cas, son emploi se justifie par des critères de communication:

«Le mot (...) participant à la vision du monde dans laquelle le locuteur est impliqué comme sujet et comme membre d'un groupe sociale a (...) une épaisseur culturelle et (...) une épaisseur historique.» (99).

«Le mot a une existence sociale: il est en premier chef un fait social.» (100).

C'est donc, fondamentalement, parce que la notion de mot semble irremplaçable dans la pratique que nous garderons ce vocable.

Néanmoins, le problème se pose en particulier lors de la délimitation des unités significatives composées de plusieurs éléments, lesquels, isolés, seraient considérés comme des mots. Ici seul le critère des rapports syntagmatiques peut nous guider.

Pour ce qui est de l'apparition et du comportement de ce type d'unités dans le vocabulaire politique, J. DUBOIS signale:

«... la morphologie ne s'arrête pas au mot tel qu'il est défini par sa fonction dénomminative, les unités sémantiques complexes et les unités phraséologiques tiennent leur place dans ce système.» (101).

On constate aussi une affirmation semblable dans une étude de J. B. MARCELLESI concernant également le langage politique:

«K. L. Hollyman a mis en évidence la difficulté de distinguer parmi les syntagmes ceux qui ne sont que des groupe-

(97) F. de SAUSSURE, *Cours de Linguistique Générale*, Paris, Payot, 1916, p. 154.

(98) E. BENVENISTE, *Problèmes de linguistique générale*, Paris, Gallimard, 1966, p. 123.

(99) J. DUBOIS cité par L. GUILBERT in «La néologie lexicale» *Langages*, Paris, Larousse, 1974, n.° 36, p. 17.

(100) G. MATORE, *op. cit.*, p. 23.

(101) J. DUBOIS, *op. cit.* à (96), p. 140.

ments dus au hasard' et 'ceux qui sont assez cohérents pour être considérés comme des composés'. La thèse de L. Guilbert (1965) a montré l'importance des unités lexicales supérieures au mot que B. Pottier (1963) avait appelées 'lexies' et qui ont été étudiées sous le nom de 'composés' (K. J. Hollyman, 1966), de 'synapsies' (Benveniste 1966) ou de 'synthèmes' (Martinet 1967). Un certain nombre de faits confirment l'existence des unités de signification supérieures au mot: la séquence devient stable.» (102).

3.1.4.—Le vocabulaire spécifique considéré dans ce travail

Notre étude lexicologique se propose une analyse du vocabulaire vu comme une partie de l'analyse des performances verbales, c'est-à-dire, du discours. (103).

En tenant compte des opinions que nous venons d'exposer, le vocabulaire que nous avons sélectionné, à l'intérieur des textes, est celui qui correspond aux champs notionnels de la politique et de l'administration. Nous entendons par là le vocabulaire concernant les institutions, charges officielles, actes officielles, rapports d'autorité, etc... Nous y incluerons également les vocables appelés «mots témoins» (104) de l'époque révolutionnaire, étant donné qu'ils représentent,

«le symbole matériel d'un fait spirituel important (...) l'élément à la fois expressif et tangible qui concrétise un fait de civilisation». (105).

En ce qui concerne les unités gardées dans cette sélection, nous devons signaler que le critère de délimitation suivi a été celui que nous venons d'exposer à l'alinéa précédent.

3.2.—Caractéristiques de la traduction et du contact de langues au niveau lexical

3.2.1.—Problèmes et solutions théoriques

Le problème de la traduction, tel qu'on le pose en général, se présente comme un problème de reformulation de messages qui

(102) J. B. MARCELLES, *Le Congrès de Tours, études sociolinguistiques*, Paris, Le Pavillon, 1971, p. 69.

(103) J. DUBOIS, Formation et aspects du vocabulaire politique français in *Cahiers de Lexicologie*, XV, Paris, Didier-Larousse, 1969, II, p. 118.

(104) G. MATORE, *op. cit.*, p. 66.

(105) *Ibid.*

doivent se maintenir équivalents dans deux codes différents. Le problème serait simple si à chaque signe de la langue source correspondait un signe de la langue cible ayant un signifié équivalent, mais ce n'est pas toujours le cas, puisque le système lexical est un système ouvert qui comporte des lacunes.

La linguistique structurale a signalé souvent l'importance de l'idée que chaque langue découpe dans le réel des aspects différents et qu'elle découpe aussi le même réel en unités différentes (106), ce qui implique, porté à ses dernières conséquences, la négation de toute possibilité de traduction (107).

Malgré ces objections théoriques, il faut bien constater que, dans la pratique, l'on a toujours traduit et qu'on traduit toujours. Ainsi, R. JAKOBSON, dans un article devenu célèbre, «Aspects linguistiques de la traduction», montre bien que plusieurs types de traduction peuvent intervenir et que le problème ne se pose que lorsque, les équations verbales sont promues au rang de principe constructif du texte (108), soit en poésie.

Mais cet auteur n'est pas pessimiste quant aux possibilités de la traduction de messages autres que le poétique:

«Toute expérience cognitive peut être rendue et classée dans n'importe quelle langue existante, Là où il y a des déficiences, la terminologie sera modifiée et amplifiée par des emprunts, des calques, des néologismes, des déplacements sémantiques, et, finalement par des circonlocutions.» (109).

On voit que R. JAKOBSON se réfère ici à des traductions élaborées, dans lesquelles le traducteur épuise les recours linguistiques des deux systèmes. Ce n'est donc que dans ces cas-là qu'on peut sauver l'acte de traduction.

3.2.2.—Situation de la traduction en contact de langues

Nous entendons avec U. WEINREICH par contact de langues (Languages in contact) une situation, soit individuelle, soit collective, dans laquelle deux langues sont connues et employées alternativement par les membres d'une communauté. (110).

Logiquement la traduction —entendue comme reformulation— a

(106) G. MOUNIN, *op. cit.* p. 48.

(107) G. MOUNIN, *op. cit.* p. 50.

(108) R. JAKOBSON, *Aspects linguistiques de la traduction*, in *Essais de Linguistique Générale*, Paris, Ed. de Minuit, 1963, p. 86.

(109) R. JAKOBSON, *op. cit.* p. 82.

(110) U. WEINREICH, *Languages in contact*, The Hague, Mouton, 1963, p. 1.

lieu constamment dans une communauté plurilingue et donne lieu à des problèmes immédiats dont la solution est variable.

On constate de suite la facilité avec laquelle les interférences entre les deux langues se présentent, surtout lorsque la langue source a une fonction dominante par rapport à la langue cible. Dans le domaine du lexique, cette influence est particulièrement importante sur une langue cible qui présenterait des lacunes d'unités significatives par rapport à une autre langue source. Il va sans dire que, dans ces conditions, l'importation de mots à partir de la langue source sera favorisée.

Dans son étude concernant les types d'influence ou interférence lexicale, U. WEINREICH tient compte de deux sortes de facteurs:

a.) Facteurs structuraux, c'est-à-dire ceux qui ne relèvent que du système de la langue:

«The structural factors are those which stem from the organization of linguistic forms into a definite system, different for every language and to a considerable degree independent of non linguistic experience and behavior.» (111).

Ces facteurs pouvant se manifester comme des

- stimuli à l'interférence, résultant de

«points faibles structuraux dans le vocabulaire récepteur, besoin de trouver un équivalent aux différenciations dans la langue source».

- résistances à l'interférence, constituées par

«l'existence d'un vocabulaire adéquat». (112).

b.) Facteurs non structuraux, c'est-à-dire, ceux qui relèvent du contexte socio-culturel du contact de langues:

«The non-structural factors are derived from the contact of the system with the outer world.» (113).

- stimuli: «inadéquation du lexique face aux innovations, (...) besoin de synonymes, prestige de la langue source (...)

(111) U. WEINREICH, *op. cit.* p. 5.

(112) U. WEINREICH, in A. REY, *La lexicologie*, Paris, Klincksieck, p. 205.

(113) U. WEINREICH, *op. cit.* à (110), p. 5.

- résistance: «loyauté à la langue réceptrice» (114).

L'évaluation des influences ou contraintes relevant de ces deux types de facteurs doit donc nous permettre de tirer des conclusions d'ordre linguistique et d'ordre social concernant la traduction. Dans notre cas, certaines conclusions pourront également nous aider à interpréter l'attitude des traducteurs.

En outre, en tenant compte de la situation particulière de contact de langues qui caractérise le moment historique que nous étudions (cf. 2.2.2. (c), soit la diglossie, on peut présumer que les facteurs de deuxième type auront de fortes probabilités de dominer.

4.—CLASSEMENT ET ETABLISSEMENT DU CORPUS

4.1.—Classement notionnel

La première démarche a été de sélectionner les mots en fonction de leur appartenance au champ de la politique et de l'Administration. Ceci nous a fourni un ensemble hétérogène que nous avons ensuite classé autour de divers centres d'intérêt. Etant donné qu'un de nos textes —le Cahier des vœux du Tiers-Etat du Labourd— se situe à l'époque charnière entre la période pré-révolutionnaire et la période révolutionnaire proprement dite, nous avons trouvé des termes appartenant à des réalités propres à l'Ancien Régime qui, souvent, disparaissent avec lui et n'apparaissent plus dans les textes postérieurs. Par conséquent nous avons divisé notre corpus en deux ensembles, le premier contenant seulement le vocabulaire propre à l'Ancien Régime et le deuxième formé des termes en usage à l'époque révolutionnaire parmi lesquels il y aura des mots maintenus et des innovations. Ces deux ensembles seront divisés à leur tour en sous-ensembles concernant diverses notions qui structurent le champ politique et administratif.

4.2.—Classement alphabétique

Après avoir réalisé le classement notionnel qui aura comme fonction de donner une vue d'ensemble du corpus considéré et des

(114) U. WEINREICH, *op. cit.* à (112) p. 205.

champs notionnels, nous procéderons, à un classement alphabétique dans lequel nous ferons l'analyse de la reformulation en langue basque du vocabulaire en question.

4.3.—Codification

Les termes présentés dans le **classement notionnel** seront condifiés numériquement de la façon suivante:

- chiffre en première position: **1.** pour l'appartenance à l'ensemble du vocabulaire de l'Ancien Régime et **2.** pour l'ensemble du vocabulaire de l'époque révolutionnaire.

- chiffre en deuxième position: sert à indiquer, à l'intérieur de chacun des ensembles, le champ notionnel. Le nombre de champs notionnels ne dépassant pas 9, dans chacun de ces ensembles, nous n'avons besoin que d'un chiffre pour cette position.

- chiffres en troisième position: indiquent l'ordre d'apparition du terme à l'intérieur de chaque champ notionnel.

- chiffre en dernière position: **0** si le terme n'a pas de variantes de traduction, les autres chiffres servant à numéroter les diverses variantes.

La référence entre parenthèses qui suit chaque unité renvoie au texte correspondant qui se trouve en annexe ainsi qu'à la page où il figure.

Dans le **classement alphabétique**, où les termes sont numérotés corrélativement dans la colonne centrale, la référence codifiée qui renvoie au champ notionnel se situe à gauche.

Le regroupement des unités effectué au moyen de l'ordinateur (cf. 0.1. (d)) a été réalisé en prenant comme base ce classement alphabétique en reproduisant les références qui figurent dans celui-ci.

4.4.—Détermination du procédé de traduction suivi pour chaque unité du corpus

Dans notre analyse des unités de traduction nous considérons les caractéristiques suivantes:

4.4.1.—Traduction de mots français par mots appartenant au fonds basque et sémiquement équivalents, c'est-à-dire les cas de traduction littérale.

Nous devons indiquer que nous considérons comme mots du fonds basque, c'est-à-dire, comme mots intégrés dans le système, ceux qui apparaissent dans le dictionnaire Basque-Français de P. LHANDÉ et dans le lexique Français-Basque de LAFITTE-TOURNIER.

Le dictionnaire de P. LHANDÉ qui reprend le dictionnaire de R. M. AZKUE en amplifiant l'étude des trois dialectes (labourdin, bas-navarrais et souletin), ainsi que les manuscrits des PP. Harriet et Hiribarren rédigés dans le troisième tiers du XIX^e siècle, postule:

«Si nous avons écarté les mots usuels, directement empruntés au français ou au castillan moderne (...) nous avons recueilli, les termes de sources romanes intéressants par leur ancienneté ou leurs phénomènes d'adaptation.» (115).

Nous avons également tenu compte du «Diccionario trilingüe Vasco-Español-Francés» de R. M. AZKUE dans la compréhension des valeurs sémiques, ainsi que l'étude de L. VILLASANTE «Axular-en Hiztegia» qui nous a permis également de mieux saisir les valeurs et emplois de certains mots.

Ces instruments de travail — nous en avons conscience — ne nous fournissent qu'un critère d'acceptabilité et une approche du sens car, nous avons senti qu'un dictionnaire historique et étymologique de garantie nous manquait. A ce propos, nous pouvons rappeler la remarque de L. MICHELENA:

«... la línea entre lo que podemos llamar léxico plenamente vasco y el extraño es vacilante y como consecuencia, (que) la demarcación habrá de hacerse de una manera arbitraria, por casuística, y con arreglo muchas veces a preferencias subjetivas». (116).

On pourrait objecter aussi que nous aurions dû partir des sens accordés à ces unités (valeurs) par les différents auteurs à cette époque. Mais ceci aurait constitué justement la confection d'un dictionnaire de langue et la procédure était impensable dans les limites de ce mémoire.

Pour ce qui est du français, ce problème des instruments de travail ne se pose pas dans la même mesure et nous avons pu vérifier les valeurs de certains mots en consultant divers dictionnaires (cf. Bibliographie).

4.4.2.—Traduction au moyen de mots basques non équivalents sémiquement, qui seront caractérisés par divers types de variation sémantique.

4.4.3.—Prêt total à partir du français, c'est-à-dire emprunt ou importation en ce qui concerne le basque.

(115) P. LHANDÉ, *Dictionnaire Basque-Français*, Paris, Beauchesne 1926, introd. p. XIII.

(116) L. MICHELENA, *Estudio sobre las fuentes del diccionario de Azkue*, Bilbao, Publicaciones del Centro de Estudios Históricos de Vizcaya (RSVAP), 1970, p. 35.

4.4.4.—Prêt partiel ou «hybride» (117) dans les cas d'unités complexes dans lesquelles il y a à la fois des éléments prêtés par la langue source et des éléments reproduits au moyen de mots du fonds propre à la langue cible.

4.4.5.—Calque: c'est-à-dire le cas où l'on fait correspondre un signifié de la langue source à un signifiant déjà existant dans la langue cible (118).

4.4.6.—Innovation: introduction d'une nouvelle notion ou valeur à travers un prêt total ou partiel.

4.4.7.—Généralisation sémantique: consiste à omettre le sème spécifique ou des sèmes redondants (119), c'est-à-dire à employer un terme de plus grande extension (120) de la langue cible pour un terme plus précis et de moindre extension dans la langue source.

4.4.8.—Spécialisation sémantique par l'introduction de sèmes spécifiques différentiels ou de sèmes redondants (121). Ce cas d'emploi d'un terme de moindre extension pour la langue cible est aussi appelé particularisation (122).

4.4.9.—Intégration phonologique: d'après U. WEINREICH,

«Du point de vue de la phonologie, le matériel lexical peut subir des modifications pour se conformer aux règles syntagmatiques et paradigmatiques de la langue emprunteuse, ou, au contraire, une tentative peut être faite pour conserver la forme phonique qu'avaient ces éléments dans la langue source, et pour leur donner le traitement pour ainsi dire, de réalités phonologiques.» (123).

Pour juger de l'intégration phonologique des unités étudiées nous nous basons sur le critère de la correspondance, en basque, de graphie et phonie. Ainsi, nous jugeons la prononciation et donc les séquences phoniques, d'après la série de graphèmes, cela voulant dire que toute lettre a une valeur phonique. Pour juger de l'intégration de ces unités, nous sommes basé sur différentes études diachroniques et sur notre propre compétence linguistique

(117) U. WEINREICH, **Unilinguisme et multilinguisme**, in **La Langage**. Encyclopédie de La Périade, Paris, Gallémard, 1968, p. 666.

(118) **Ibid.**

(119) V. G. GAK, **La langue et le discours dans un dictionnaire bilingue**, in **La Lexicographie**, «Langages», Paris, Didier-Larousse, 1972, n.° 19, pp. 113-114.

(120) J. P. VINAY et DARBELNET, **Stylistique comparée du français et de l'anglais**, Paris, Didier, 1972, p. 64.

(121) V. G. GAK, **op. cit.**, p. 112.

(122) J. P. VINAY et J. DARBELNET, **op. cit.** p. 64.

(123) U. WEINREICH, **op. cit.** à (117), p. 669.

et tout particulièrement sur l'étude irremplaçable du professeur L. MICHELENA (124).

4.4.10.—Intégration morphosyntaxique: nous considérerons l'intégration au non intégration de chaque unité dans son contexte en tenant compte de la remarque d'U. WEINREICH sur le fait que:
«... le compromis le plus usuel est l'adoption des mots d'emprunt par les classes ouvertes de la grammaire réceptive, où ils sont fléchis à l'instar des mots indigènes.» (125).

4.4.11.—Recours à l'explicitation: ces procédés pouvant indiquer une prise de conscience des difficultés de la traduction et une attention particulière apportée à la reformulation des messages:
«... l'existence d'une explicitation semble évidemment indiquer la conscience d'une production néologique.» (126).

L'examen de ces divers points concernant la traduction du vocabulaire de départ nous permettra d'arriver à l'évaluation des procédés mis en pratique dans les différentes reformulations réalisées. Nous pourrons ainsi juger de l'influence qui a pu avoir lieu.

4.5.—Mots et occurrences

Il s'est posé un problème pour l'établissement des unités. Notre analyse a porté sur les formes telles qu'elles apparaissent dans les discours (occurrences), néanmoins, tenant compte que le basque est une langue à flexions et que la présentation d'une unité isolée décliné ne correspond pas à l'unité française strictement lexicale, nous avons adopté la solution de transcrire les occurrences des mots du texte basque telles qu'elles apparaissent dans le texte lorsque les mots sont au nominatif soit défini, soit indéfini. Lorsqu'il s'agit de cas fléchis nous avons rapporté ces occurrences au nominatif défini, la forme fléchie nous ayant obligée à la transcription d'un contexte parfois plus long. Aussi, pour une connaissance de celui-ci on doit se rapporter au texte correspondant d'après le renvoi que porte chaque unité dans le classement notionnel. Notre liste est ainsi constituée à la manière d'un glossaire, de mots ou formes non marquées des occurrences.

(124) L. MICHELENA, *Fonética histórica vasca*, Publicaciones del seminario Julio de Urquijo, Diputación de Guipúzcoa, 1961.

(125) U. WEINREICH, *op. cit.* à (117), p. 671.

(126) D. BAGGIONI et autres in *La néologie lexicale*, «Langages», Paris, Didier-Larousse, 1974, n.º 36, p. 87.

4.6.—Caractérisation numérique de l'analyse des unités

A chacun des mots a été attribuée une marque de présence ou d'absence de chacune des caractéristiques qu'a comportées notre analyse. Ces marque apparaissent à l'alinéa 4.4. numérotées de 1 à 11.

La presence des marques relatives à chaque mot sera signalée par les numéros correspondants dans la colonne de la partie droite des pages du classement alphabétique du corpus, des difficultés de reproduction nous ayant empêché de présenter les feuilles de papier-stock obtenues de l'ordinateur.

CLASSEMENT NOTIONNEL DU CORPUS

1. VOCABULAIRE SPECIFIQUE A L'ANCIEN REGIME

1.1. La société

11.01.0	censeur (A. p. 8)	liburu bisitatçaille
11.02.0	citoyen (A. p. 4)	particular
11.03.0	esclavage (A. p. 10)	esclabotasuna
11.04.0	féodalité oppressive (A. p. 36)	feodalitate edo esclabotasun
11.05.0	noble (subst.) (A. p. 24)	aitoren-seme
11.06.0	noble (adj.) (A. p. 36)	noble
11.07.0	noblesse (A. p. 10)	aitoren-semeac
11.08.0	privilège (A. p. 24)	privilegio
11.09.0	redevances seigneuriales (A. p. 36)	seigneurei çor diotçoten cargac
11.10.0	roturier (A. p. 24)	bertçe erregueren sujet
11.11.0	Tiers-Etat (A. p. 24)	Heren-estatu

1.2. Le vocabulaire des «Lumières»

12.01.0	bonheur du peuple (A. p. 16)	populuaren çoriona
12.02.0	bonheur général de la Nation (A. p. 38)	Nacione guciaren dohatsuta- suna
12.03.0	chose publique (utile à la) (A. p. 6)	populuaren çorionarentçat
12.04.0	comité d'hommes sages et instruits (A. p. 30)	Laphurtar prestu eta arguitu batçuez deputacione
12.05.0	gouvernement bienfaisant (A. p. 22)	gobernamendu, populuaren ona baicic nahi ez duena
12.06.0	gouvernement légitime (A. p. 8)	gobernamendu legitimo

12.07.0	intérêt général de la Nation (A. p. 8)	nacionearen intres generala
12.08.0	liberté civile (A. p. 6)	libertate maite eta preciatua
12.09.0	lumières (A. p. 38)	eçagutça
12.10.0	Nation éclairée (A. p. 9)	natione argitua
12.11.0	objet public (A. p. 10)	objet publicoa
12.12.0	objet nationaux (A. p. 4)	objet handi eta important
12.13.0	presse... libre (A. p. 8)	cilhegui... liburu fuerte gucien eguitea
12.14.0	réforme (A. p. 8)	erreforma
12.14.1.	» »	gambiantça
12.15.0	régénération d'un vaste empire (A. p. 2)	Franciari bici berri, puchant eta justuago bat emaita
12.16.0	vertu (A. p. 2)	berthutea

1.3. Le pouvoir royal

13.01.0	autorité (A. p. 2)	bothere
13.02.0	Conseil (A. p. 6)	conseillu
13.03.0	Etat (A. p. 8)	Erresuma
13.04.0	gouverneur (A. p. 6)	gubernadore
13.05.0	honneur du trône (A. p. 12)	Thronuaren ohore
13.06.0	lettre de cachet (A. p. 6)	letra de cachet deitçen diren, preso emaiteco manu
13.07.0	lettre de jussion (A. p. 6)	manuzco guthun
13.08.0	roi (A. p. 6)	erregue
13.09.0	royaume (A. p. 2)	erresuma
13.10.0	souverain (A. p. 2)	soberano edo erregue
13.11.0	sujet du roi (A. p. 6)	erregueren sujet
13.12.0	sujet fidelle (sic.) (A. p. 2.)	sujet lehial

1.4. La justice

14.01.0	Bailli d'épée (A. p. 14)	justiciaco ezpatazco Baillif- handia
14.02.0	Bailliage (A. p. 18)	Bailliage
14.03.0	cas royaux (A. p. 26)	casu royalac
14.04.0	Cour de Parlement (A. p. 6)	Parlamenta
14.05.0	Parlement (A. p. 6)	Parlamenta
14.06.0	remontrance (A. p. 6)	errepresentacione
14.07.0	ressort du Parlement (A. p. 24)	parlamentaren soberanota- suna

- 14.07.1 » » (A. p. 16) parlamentaren hedadura
 14.08.0 Sénéchaussé (A. p. 18) Sennechal

1.5. Le fisc

- 15.01.0 abonnement (A. p. 14) abonamendu edo puncha-
 mendu
 15.02.0 Agent du fisc (A. p. 12) bilçaille
 15.02.1 » » » (a. p. 30) goarda
 15.03.0 annates (A. p. 10) annatac
 15.04.0 casuel de l'église (E. p. 27) eliçaco casuela
 15.05.0 coutume (B. p. 149) costuma
 15.06.0 dîme (E. p. 25) dechima, detchima
 15.07.0 droits d'octroi (E. p. 25) lebaya
 15.08.0 ferme (E. p. 25) afferma
 15.09.0 fermier (fiscal) (B. p. 149) fermier
 15.10.0 Finances du Royaume (A. p. 2) Erresumaco Tresor
 15.11.0 Intendants (sic) (A. p. 28) Intendentçia
 15.11.1 » » » Intendentac
 15.12.0 prémice (E. p. 25) premia
 15.13.0 régie (E. p. 25) balioa

1.6. Les Etats-Généraux

- 16.01.0 assemblée générale (A. p. 8) Estatu-generalala
 16.02.0 assemblée générale du Tiers-
 Etat (A. p. 38) Heren-estatuaren Bilçar-gene-
 rala
 16.03.0 assemblée de la Nation (A. p. 4) Erresumaco Estatu-generalala
 16.03.1 assemblée de la Nation (A. p. 8) Estatu-generaletaco Assamblada
 16.03.2 assemblée de la Nation (A. p. 4) Estatu-generalala
 16.03.3 assemblée de la Nation (A. p. 38) Nacionearen Assamblada
 16.04.0 Cahiers des vœux et des ins-
 tructions (A. p. 2) botuen eta instruccionen cayera
 16.05.0 député (A. p. 12) deputatu
 16.06.0 Etats-généraux (A. p. 22) Estatu-generalac
 16.07.0 maximes fondamentales de la
 constitution de l'Etat (A. p. 10) Erresumaco lehenbico maxi-
 ma principalac
 16.08.0 Nation (A. p. 4) Erresuma
 16.09.0 Nation assemblée (A. p. 10) nacionea
 16.09.1 Nation assemblée (A. p. 16) nacione gucia
 16.10.0 pouvoirs généraux et suffisans
 pour proposer, aviser et con-
 sentir (A. p. 38) podore general eta hedatu gu-
 ciac proposatceco, ungui
 ikhusteco eta laudatceco

16.11.0	Représentant de la Nation (A. p. 16)	Erresumaco Deputatu
16.11.1	Représentant de la Nation (A. p. 10)	Estatu-generaletaco Deputatu
16.11.2	Représentant de la Nation (A. p. 16)	Nacioneco Deputatu
16.12.0	(par) tête et non par ordre (A. p. 8)	buruca eta ez ordenaca
16.13.0	Tiers-Etat (A. p. 2.)	Heren-estatu
16.14.0	vœu (A. p. 2)	botu
16.15.0	vœu général de la Nation	Nacionearen botu generala

1.7. Les libertés du Labourd

17.01.0	allodial (A. p. 32)	allodial, erran nahi da... libro eta dretchuric nihori çor ez diona.
17.02.0	assemblée générale des Bas- ques-Français (A. p. 26)	Bilçar-generalá
17.03.0	Basques (H. p. 94)	escaldun, escualdun
17.04.0	Basques-François du Labourd (A. p. 2)	Laphurtar Escaldun-Francesac
17.05.0	constitution particulière (A. p. 28)	constitucione particularra
17.06.0	Coutume locale (A. p. 30)	Laphurdico costuma
17.07.0	exception et privilège (B. p. 147)	erresalbu eta privilegio
17.08.0	franchise (B. p. 146)	franchisa
17.09.0	Labourd (A. p. 28)	Laphurdi
17.10.0	librement et sans entraves (B. p. 150)	libroqui eta traba gabe
17.11.0	Pays Basque (A. p. 30)	Laphurdi
17.12.0	Pays de Labourd (A. p. 16)	Laphurdi
17.13.0	province (A. p. 4)	provincia

2. VOCABULAIRE DE L'EPOQUE REVOLUTIONNAIRE

2.1. Mots d'ordre du nouveau régime

21.01.0	citoyen (E. p. 30)	citoyen
21.01.1	citoyen (E. p. 21)	herritar

21.01.2	citoyen (D. p. 31)	herritar eta Frances
21.02.0	égalité (H. p. 94)	igualitatea
21.02.1	égalité (G. p. 89)	higoalitatea edo bardintassuna
21.03.0	égalité des droits (E. p. 25)	dretchuen higoaltasuna
21.04.0	guerre au tyrans (H. p. 94)	Tyranneco guerla
21.05.0	liberté (G. p. 89)	libertatea, libertatua
21.06.0	libre (A. p. 4)	libro
21.07.0	loyauté française (E. p. 29)	Francesen leyaltasuna
21.08.0	Nation (A. p. 4)	Natione, Nacione
21.09.0	Nation française (G. p. 90)	Francez natione
21.10.0	ordre public (A. p. 4)	ordena publico
21.11.0	paix (H. p. 94)	baquea
21.12.0	paix aux peuples (H. p. 94)	populuco baquea
21.13.0	patrie (G. p. 90)	etche
21.13.1	patrie (E. p. 34)	Francia
21.13.2	patrie (G. p. 90)	herri
21.13.3	patrie (D. p. 31)	natione, nacione
21.14.0	peuple (D. p. 31)	populu
21.15.0	propriété (E. p. 19)	bacotcharen içatea
21.15.1	propriété (C. 391)	bakhotcharen onthasuna
21.16.0	République (G. p. 88)	errepublica
21.17.0	République Française une & indivisible (G. p. 92)	Franciaco Errepublica, bata, ecin partitua edo sathicatua dena
21.17.1	République Française, une & indivisible (H. p. 96)	Franciaco Republica, bata, ecin partitua
21.17.2	République Française, une & indivisible (F. p. 173)	Pranciaco errepublica bakarra, eta ezin separatuscoa
21.18.0	Révolution (E. p. 23)	Errevolutione
21.19.0	(avat la) Révolution (E. p. 25)	lehen
21.20.0	souveraineté (E. p. 25)	soberanotasuna
21.21.0	tranquillité publique (F. p. 172)	tranquiltasun publicoa

2.2. L'oeuvre politique du nouveau régime

Assemblées et élections

22.01.0	assemblée (C. p. 16)	assambla
22.01.1	assemblée (C. p. 13)	assamblada
22.01.2	assemblée (C. p. 13)	bilçarra
22.01.3	assemblée (C. p. 13)	bilkuya
22.02.0	Assemblée électorale (C. p. 13)	electur edo hautatçaillen bilkuya

22.02.1	Assemblée électorale (C. p. 13)	electurrac
22.03.0	Assemblée nationale (E. p. 23)	Asamblada nationala
22.03.1	Assemblée nationale (B. p. 147)	bilçar handia
22.04.0	Constitution (E. p. 23)	constitucione, constitucione
22.05.0	Constitution de l'Etat (A. p. 38)	Erresumaco constitucione
22.06.0	Constitution nationale (A. p. 2)	Nacionearen constitucione
22.06.1	Constitution nationale (A. p. 8)	Franciaco constitucione
22.07.0	contravention (C. p. 13)	desobediencia
22.08.0	Convention nationale (G. p. 90)	Nationeco bilkuya
22.09.0	convocation (A. p. 4)	biltcea
22.10.0	délibération (C. p. 14)	deliberacione
22.11.0	délibération (matière à —) (C. p. 13)	deliberatceco casua
22.12.0	délibérer (I. p. 389)	deliberatu
22.13.0	électeur (C. p. 13)	electur
22.14.0	électoral (C. p. 13)	electur edo hautatçaillen
22.15.0	lois fondamentales de la Cons- titution (A. p. 16)	Constitucionezco legue prin- cipalac
22.16.0	membre de l'assemblée (C. p. 13)	assamblaco membro
22.17.0	orateur (C. p. 15)	harangatçaille
22.18.0	procès verbal (C. p. 15)	procez verbala
22.19.0	scrutin (C. p. 13)	scrutina
22.20.0	séance (C. p. 13)	bilkua
22.21.0	voter (C. p. 13)	boza eman

Communications officielles

22.22.0	arrêté (F. p. 172)	arrasta, arresta
22.22.1	arrêté (G. p. 90)	arrestatu edo ordena
22.22.2	arrêté (G. p. 88)	ordenantza
22.23.0	arrêter (H. p. 94)	arrestatu edo declaratu
22.23.1	arrêter (G. p. 90)	arrestatu edo erreguelatu
22.24.0	décret (I. p. 390)	decreta
22.25.0	ordonnance (D. p. 30)	ordenatça
22.26.0	proclamation (E. p. 21)	proclamationea
22.27.0	réglement (C. p. 12)	erreguelamendua

2.3. L'Administration

Dénominations territoriales

23.01.0	colonie (A. p. 8)	colonia
---------	-------------------	---------

23.02.0	département (D. p. 31)	departimendua
23.03.0	département des Basses-Pyrénées (D. p. 31)	Pyrenea aphaletaco departimendua
23.04.0	district (G. p. 88)	district
23.04.1	district (G. p. 88)	districa, distriqueco (gen.)
23.05.0	frontière (A. p. 4)	frontera edo azquen muguerri
23.06.0	Jean de Luz (H. p. 90)	doniyuane Lohissun
23.07.0	métropole (A. p. 8)	erresuma
23.08.0	pays (A. p. 14)	herri
23.09.0	Pyrénées (Hautes et Basses →) (G. p. 59)	Pyrennea gora eta aphaltac
23.10.0	Pyrénées occidentales (F. p. 173)	daitzoen mendiac
23.11.0	ville (D. p. 33)	hiri

Offices et fonctions

23.12.0	administrateur (D. p. 34)	administradore
23.13.0	administration (D. p. 90)	administracione
23.14.0	agent national (G. p. 88)	agent nacionala edo eraguilea
23.14.1	agent national (G. p. 92)	nationeco agent edo eraguile
23.15.0	autorités constituées (E. p. 29)	Constitucionac establitu tuen autoritatea
23.16.0	commissaire (I. p. 389)	comisario
23.17.0	Directoire (D. p. 34)	Directoria
23.18.0	fonctionnaire public (D. p. 33)	fonctioner publico
23.19.0	gouvernement (A. p. 4)	gobernamendu
23.20.0	ministre (A. p. 2)	ministro
23.21.0	ministre des finances (A. p. 12)	tressoreco ministro
23.22.0	police (A. p. 20)	poliça
23.23.0	police intérieure (C. p. 13)	bearneco ordena
23.24.0	président (C. p. 13)	presidenta
23.24.1	président (C. p. 13)	president edo aincindaria
23.25.0	procureur-syndic (E. p. 21)	procuradore-syndica
23.26.0	public (adj.) (A. p. 8)	publico
23.27.0	représentant (A. p. 2)	deputatu
23.27.1	représentant (H. p. 94)	representanta
23.28.0	Représentant du peuple (F. p. 172)	Populuaren Errepresentanta

2.4. Les finances

24.01.0	assignat (I. p. 389)	päper assigna
24.02.0	banqueroute (A. p. 10)	bancarrot
24.03.0	bureau des comptes (B. p. 149)	bureau
24.04.0	contribution (E. p. 21)	imposa
24.05.0	(surcroît de) contributions (E. p. 23)	imposen emendacione
24.06.0	contribution foncière (I. p. 396)	contributione funxiera
24.07.0	contributions publiques (E. p. 21)	contributione publicoac
24.07.1	contributions publiques (E. p. 25)	imposac
24.07.2	contributions publiques (E. p. 26)	impositioneac
24.08.0	douanier (B. p. 149)	garda
24.09.0	droits de commerce (B. p. 149)	sal-erosiaren dretchucac
24.10.0	exemption de tous droits (A. p. 32)	dretchuric batere pagatu gabe
24.10.1	exemption de tous droits (B. p. 149)	dretchuric libro eta suelto
24.11.0	imposition (E. p. 27)	imposa
24.12.0	imposition mobilière (E. p. 27)	impositione mobiliera
24.13.0	impôt (A. p. 12)	imposa
24.13.1	impôt (A. p. 10)	imposicione
24.14.0	part contributive (E. p. 21)	imposen partea
24.15.0	perception des impôts (A. p. 12)	imposen biltcea
24.16.0	portion contingente (E. p. 21)	imposen partea
24.17.0	régime (fiscal) (A. p. 28)	tratamendu
24.18.0	subside (A. p. 16)	imposa
24.18.1	subside (A. p. 14)	imposicione
24.19.0	subvention (A. p. 14)	subvencionea
24.20.0	taxe (E. p. 23)	taxa
24.21.0	taxe illégale (B. p. 149)	çucencontraco pagamendu

2.5. La justice

25.01.0	abroger la loi (A. p. 10)	leguea hautsi
25.02.0	abus (A. p. 8)	abusu eta injustici
25.03.0	actes de l'instruction criminelle (A. p. 22)	crimineleco hauciac

25.04.0	administration de la justice (A. p. 16)	justiciaren administracionea
25.04.1	administration de la justice (A. p. 2)	justiciaren partitçea
25.05.0	appellations (A. p. 22)	appellac
25.06.0	autorité publique (A. p. 22)	legue
25.07.0	causes contentieuses (A. p. 20)	haucitaco eguitecoac
25.08.0	causes d'appel (A. p. 16)	appelletaco hauciac
25.09.0	clandestinité (A. p. 22)	ichiltasun, ilhunbetasun eta gordetce
25.10.0	code criminel (A. p. 22)	legue criminel
25.11.0	contestation civile (A. p. 18)	hauci
25.12.0	contestation pécuniaire (A. p. 18)	diruzco hauci
25.13.0	cour souveraine (A. p. 16)	justicia soberanoa
25.14.0	cour souveraine d'appel (A. p. 16)	appelletaco justicia soberanoa
25.15.0	délai (H. p. 94)	termino
25.15.1	délai (G. p. 90)	terminoa edo ephea
25.16.0	droit (A. p. 8)	dretchu
25.17.0	droit commun (A. p. 8)	dretchu commune
25.18.0	exécution de la loi (A. p. 6.)	leguearen executatcea
25.19.0	injustice (E. p. 23)	injusticia
25.20.0	jugement (A. p. 16)	yuyamendu
25.21.0	jugements souverains (A. p. 26)	yuyamendu soberanoac, erran nahi da appelletarat suyet- içanen ez direnac
25.22.0	jurisdiction (A. p. 20)	justicia, yusticia
25.23.0	justice (E. p. 23)	justicia, yusticia
25.23.1	justice (A. p. 38)	çuentasuna
25.24.0	justiciables (A. p. 16)	populua
25.25.0	législation civile et criminelle (A. p. 20)	legue criminel eta criminel ez direnac
25.26.0	litige (A. p. 22)	hauci
25.27.0	loi (A. p. 10)	legue
25.28.0	loi bienfaisante (H. 94)	legue hurous eta humanoa
25.29.0	loix provisoires (sic) (A. p. 4)	legue berri eta presatuzco
25.30.0	magistrat (A. p. 16)	yuye
25.31.0	matière civile (A. p. 26)	criminel ez diren hauciac
25.32.0	matière criminelle (A. p. 20)	hauci criminalac
25.33.0	matières des eaux et forêts (A. p. 20)	arriberen eta oihanen ariaz formatcen diren hauciac
25.34.0	ordre (C. p. 13)	ordena

25.35.0	ordres arbitraires d'emprisonnement (A. p. 6)	ordena muguerri gabeco preso eramarazteco
25.36.0	peine (C. p. 12)	pena
25.37.0	première instance (A. p. 20)	lehenbico tribunala
25.38.0	prison (A. p. 6)	presondegui
25.39.0	procédure (A. p. 16)	justiciaren martcha
25.40.0	procès (A. p. 20)	hauci
25.41.0	réglement à l'extraordinaire (A. p. 20)	erregulamendu extraordinario dethcen den forma lucea eta gastosa
25.42.0	réparations civiles (A. p. 20)	erreparacione civilac
25.43.0	tribunal (A. p. 8)	juzticiaco tribunala
25.44.0	tribunal souverain (A. p. 22)	justicia soberanoa
25.45.0	tribunaux des eaux et forêts (A. p. 20)	eaux eta foretetaco dethcen diren tribunalac

2.6. L'armée

26.01.0	Armée des Pyrénées occidentales (H. p. 94)	armada Pyrennea occidentalacoa
26.01.1	Armée des Pyrénées occidentales (F. p. 192)	Pyrennea occidentalaco armada
26.02.0	armées de terre et de mer (A. p. 10)	itsasoco eta leihorreco armada
26.03.0	brigade (A. p. 34)	brigada
26.04.0	Colonel (A. p. 14)	Colonel edo buruçagui
26.05.0	Commandant (A. p. 6)	Comendant
26.06.0	corps de milice (A. p. 14)	erregimendu
26.07.0	force publique (E. p. 29)	indarrac, erran nahi da trope-taco soldaduer guardia natio-nala
26.07.1	force publique (E. p. 29)	tropac
26.08.0	guerre (A. p. 14)	guerla
26.09.0	puissance de l'Etat au-dedans et au-dehors (A. p. 12)	Erresumac barnean eta cam-poan behar duen bothere
26.10.0	puissance publique (A. p. 8)	bothere publico
26.11.0	quartier général (H. 96)	quartier generala
26.12.0	service militaire (A. p. 6)	soldaduzco cerbitçua
26.13.0	troupe (A. p. 34)	tropa

2.7. La vie municipale

27.01.0	assemblée capitulaire (I. p. 389)	capite generala
27.02.0	communauté et paroisse (A. p. 20)	herri
27.03.0	commune (E. p. 21)	herri
27.03.1	commune (F. p. 172)	commune
27.04.0	corps municipal (I. p. 391)	municipalitateco gorputça
27.05.0	habitants (I. p. 391)	habitantac
27.06.0	jurat (I. p. 391)	juratu
27.07.0	maire-abbé (I. p. 391)	abadea
27.08.0	maire (I. p. 391)	abadea
27.08.1	maire (I. p. 391)	maira
27.09.0	mairie (I. p. 391)	herrico-etche
27.10.0	minicipalité (D. p. 34)	municipalitate
27.10.1	municipalité (E. p. 21)	herri
27.11.0	notable (I. p. 389)	notable
27.12.0	officier municipal (A. p. 20)	cargudun
27.12.1	officier municipal (D. p. 34)	oficialie municipal
27.13.0	paroisse (E. p. 25)	herri
27.14.0	procureur de la commune (I. 389)	communeco procuradore
27.14.1	procureur de la commune (I. 391)	herrico procuradore
27.15.0	trésorier (I. p. 391)	tressolier

2.8. Conflits sociaux

Ennemis de la Révolution

28.01.0	anarchie (E. p. 31)	desordena
28.02.0	dénonciation (F. p. 172)	dennonciatione
28.03.0	ennemi (G. p. 90)	etzaya, etseaya
28.04.0	malveillants (E. p. 29)	gaisqui nahiac
28.05.0	mécontents (E. p. 29)	guti contentac
28.06.0	principes suspects (D. p. 33)	principio suspetac
28.07.0	suspect (F. p. 172)	pressuna suspitcha
28.08.0	trouble (I. p. 391)	troble

L'emigration

28.09.0	quitter le sol de la République (H. 96)	Franciaco republicaco lurretic ilki
28.09.1	quitter le sol de la République (G. 90)	Ustarisco distriquetico lurretic ihessi joan
28.10.0	terreur (G. p. 90)	icialdura
28.10.1	terreur (H. p. 94)	ikhara

La polémique religieuse

28.11.0	curé (E. p. 25)	erretor
28.12.0	diocèse (D. p. 30)	diocesa
28.13.0	ecclésiastique (A. p. 36)	fraide
28.14.0	évêque (D. p. 31)	aphezpigu
28.15.0	évêque constitutionnel (D. 31)	aphezpigu constitutionala
28.16.0	ministre de la religion (E. p. 25)	aphesa
28.17.0	prêtre (D. p. 33)	aphez
28.18.0	prêtre constitutionnel (E. p. 28)	aphesyuramentu eguina
28.19.0	prêtre régulier (D. p. 33)	frayde
28.20.0	religion (E. p. 29)	erreligionea
28.21.0	serment (E. p. 29)	yuramentu
28.22.0	vicaire (E. p. 25)	vicario
28.23.0	vicaire constitutionnel (E. 29)	vicario berri

2.9. Le calendrier républicain

29.01.0	Brumaire (J. p. 5.)	Lanhote
29.02.0	Frimaire (J. p. 5)	Içotzte
29.03.0	Nivôse (J. p. 5)	Elhurcor
29.03.1	Nivôse (G. p. 91)	Nivôsa edo elhur ilhabetea
29.03.2	Nivôse (G. p. 90)	Nivôsa edo ilhabete elhuzua
29.03.3	Nivôse (G. p. 88)	Nivôsa, erran nahi da ilhabete elhurxua
29.03.4	Nivôse (H. p. 94)	Nivôsa
29.03.5	Nivôse (H. p. 94)	Nivôse deitcenden hilla
29.04.0	Pluviôse (J. p. 5)	Eoüricor
29.05.0	Ventôse (J. p. 5)	Aycecor
29.05.1	Ventôse (H. p. 94)	Ventôsa deitcenden hilla
29.05.2	Ventôse (G. p. 93)	Ventôsa. edo haïce ilhabetea

29.05.3	Ventôse (G. p. 88)	Ventôsa, edo ilhabete haice- tua daïtzona.
29.06.0	Germinal (J. p. 5.)	Sapadun
29.06.1	Germinal (G. p. 90)	ilhabete germinal daïtzona
29.06.2	Germinal (H. p. 94)	Germinal
29.07.0	Floréal (J. p. 5)	Lilidun
29.08.0	Praïtial (J. p. 5)	Belhardun
29.08.1	Praïrial (G. p. 90)	Praïreal, edo belhar ilhabetea daïtzona
29.08.2	Praïrial (H. p. 94)	Praïrial
29.09.0	Messidor (J. p. 5)	Bihilis
29.10.0	Thermidor (J. p. 5)	Berolis
29.11.0	Fructidor (J. p. 5)	Frutillis
29.11.1	Fructidor (H. p. 94)	Fructidor deïtzen den hilla... erran nahi da, lehenagoco condatceco moldean... abus- tua
29.12.0	Vendémiaire (J. p. 5)	Mahaxte

Remarque: les mots en caractères gras de ce dernier ensemble ne figurent que dans le document (J) sous forme de liste. Ce sont donc des mots hors contexte qui ne figurent ni dans le classement alphabétique ni dans le reste de l'étude.

CLASSEMENT ALPHABETIQUE ET CARACTERISATION DES UNITES

Ref. classement
notionnel
cf. § 4.3

Marques de
caractérisation
des unités
cf. § 4.4

15010	abonnement	1	abonamendu edo punchamendu	1.9.10.11
25020	abus	2	abusu eta injustici	3.6.9.10.11
25030	actes de l'instruction criminelle	3	crimineleco hauciac	4.6.9.10
23120	administrateur	4	administradore	3.6.10
23130	administration	5	administracione	3.6.10
25040	administration de la justice	6	justiciaren administracionea	
25041	administration de la justice	7	justiciaren partitcea	4.6.10 1.9.10
15020	agent du fisc	8	bilçaille	2.7.9.10
15021	agent du fisc	9	goarda	2.7.9.10
23140	agent national	10	agent nationala edo era- guilea	2.3.5.6.10.11
23141	agent national	11	nationeco agent edo era- guile dena	2.4.5.6.10.11
17010	allodial	12	allodial, erran nahi da... li- bro eta dretchuric nihori çor ez diona	2.3.6.7.9.10.11
28010	anarchie	13	desordena	2.7.9.10
15030	annates	14	annatac	3.6.9.10
25050	appellations	15	appellac	1.9.10
26010	armée des Pyrénées occidentales	16	armada Pyrennea occidan- talacoa	4.6.9.
26011	armée des Pyrénées occidentales	17	Pyrennea occidantalaco ar- mada	4.6.9.10
26020	armées de terre et de mer	18	itsasoco eta leihorreco ar- madac	1.9.10
22220	arrêté	19	arrasta, arresta	2.5.9.10

Ref. classement notionnel cf. § 4-3			Marques de caractérisation des unités cf. § 4.4
22221	arrêté	20	arrestatu edo ordena 2.5.9.10.11
22222	arrêté	21	ordenantza 1.9.10
22230	arrêter	22	arrestatu edo declaratu 2.5.9.10.11
22231	arrêter	23	arrestatu edo erregelatu 2.5.9.10.11
22010	assemblée	24	assamblea 3.6.9.10
22011	assemblée	25	assablada 3.6.9.10
22012	assemblée	26	bilçarra 1.9.10
22013	assemblée	27	bilkuya 1.9.10
27010	assemblée capitulaire	28	capite generala 1.9.10
22020	assemblée électorale	29	electur edo hautatçailen bilkuya 1.3.6.9.10.11
22021	assemblée électorale	30	electurrac 3.6.9.10
16010	assemblée générale	31	Estatu-generalac 2.5.9.10
17020	assemblée générale des Basques-François	32	Bilçar generala 2.7.9.10
16020	Assemblée générale du Tiers-Etat	33	Haren-estatuaren Bilçar- generala 1.9.10
16030	Assemblée de la Nation	34	Erresumaco Estatu-generala 2.5.9.10
16031	Assemblée de la Nation	35	Estatu-generaletaco Asam- blada 4.6.9.10
16032	Assemblée de la Nation	36	Estatu-generala 2.5.9.10
16033	Assemblée de la Nation	37	Nacionearen Assablada 4.6.9.10
22030	Assemblée nationale	38	Assablada national 4.6.9.10
22031	Assemblée nationale	39	Bilçar handia 2.5.9.10
24010	assignat	40	paper assigna 3.6.9.10
13010	autorité	41	bothere 1.9.10
23150	autorités constituées	42	Constitucionac establitu tuen autoritatea 4.6.9.10.11
25060	autorité publique	43	leguea 2.5.9.10
14010	Bailli d'épée	44	Justiciaco ezpatazco Bai- llif-handia 2.8.9.10
14020	Bailliage	45	bailliage 3.6.9.10
24020	banqueroute	46	bancarrot 3.6.9.10
17030	Basques	47	escaldun, escualdun 1.9.10
17040	Basques-François du Labourt	48	Laphurtar Escaldun-Fran- cesac 1.9.10
12010	bonheur du peuple	49	popularen çoriona 1.9.10
12020	bonheur général de la Nation	50	Nacione guciaren dohatsu- tasuna 1.9.10
26030	brigade	51	brigada 3.6.9.10
24030	bureau des comptes	52	bureu 1.9.10
16040	cahier des voeux et des instructions	53	botuen eta instruccionen cayera 4.6.10
14030	cas royaux	54	casu royalac daritçoten... 4.6.9.10.11
15040	casuel de l'église	55	eliçaco casuela 4.6.9.10
25070	causes contentieuses	56	haucitaco eguitecoac 1.9.10
25080	causes d'appel	57	appelletaco hauciac 1.9.10
11010	censeur	58	liburu bisitatçaille 1.9.10

Ref. classement notionnel cf. § 4.3			Marques de caractérisation des unités cf. § 4.4
12030	chose publique (utile à la —)	59	populuaren çorionarentçat 1.9.10
21010	citoyen	60	citoyen 3.6.9.10
21011	citoyen	61	herritar 2.5.9.10
21012	citoyen	62	herritar eta frances 2.5.9.10.11
11020	citoyen	63	particular 3.6.9.10
25090	clandestinité	64	ichiltasun, ilhunbetasun eta gordetce 2.7.9.10.11
25100	code criminel	65	legue criminel 4.6.9.10
26040	colonel	66	colonel edo buruçagui 2.3.5.6.9.10.11
23010	colonie	67	colonia 3.6.9.10
26050	commandant	68	comendant 3.6.9.10
23160	commissaire	69	comisario 3.6.9.10
12040	comité d'hommes sa- ges et instruits	70	Laphurtar prestu eta argui- tu batçuez deputacione... 1.9.10
27020	communauté et pa- roisse	71	herri 1.9.10
27030	commune	72	herri 1.9.10
27031	commune	73	commune 3.6.9.10
13020	Conseil	74	conseillu 1.9.10
22040	Constitution	75	constitucione, constitucione 3.6.9.10
22050	constitution de l'Etat	76	Erresumaco constitucione 4.6.9.10
22060	Constitution nationale	77	Nacionearen constitucione 4.6.10
22061	Constitution nationale	78	Franciaco constitucione 4.6.10
17050	constitution particu- lière	79	constitucione particularra 4.6.9.10
25110	contestation civile	80	hauci 2.7.9.10
25120	contestation pécu- niaire	81	diruzco hauci 1.9.10
22070	contravention	82	desobediencia 1.9.10
24040	contribution	83	imposa 3.6.9.10
24050	contributions (surcroît de —)	84	imposen emendacione 4.6.9.10
24060	contribution foncière	85	contribucione funxiera 3.6.10
24070	contributions publi- ques	86	contribucione publicoac 4.6.10
24071	contributions publi- ques	87	imposac 3.6.9.10
24072	contributions publi- ques	88	imposicioneac 3.6.10
22080	Convention nationale	89	Nationeko bilkuya 2.5.10
22090	convocation	90	biltcea 2.7.9.10
26060	corps de milice	91	erregimendu 1.9.10
27040	corps municipal	92	municipalitateco gorputça 2.5.9.10
14040	cour de Parlement	93	Parlamenta 3.6.9.10
25130	cour souveraine	94	justicia soberanoa 2.7.9.10
25140	cour souveraine d'appel	95	appelletaco justicia sobe- ranoa 2.7.9.10

Ref. classement notionnel cf. § 4-3			Marques de caractérisation des unités cf. § 4.4
15050	coutume	96	costuma 1.9.10
17060	coutume locale	97	Laphurdico costuma 1.9.10
28110	curé	98	erretor 1.9.10
22240	décret	99	decreta 3.6.9.10
25150	délai	100	terminõ 3.6.9.10
25151	délai	101	terminoa edo ephea 1.3.6.9.10.11
22100	délibération	102	deliberacione 1.9.10
22110	délibération matière à -)	103	deliberatceco casua 1.9.10
22120	délibérer	104	deliberatu 1.9.10
28020	dénonciation	105	dennonciacione 3.6.10
23020	département	106	departimendua 3.6.9.10
23030	département des Bas- ses Pyrénées	107	Pyrenea aphaletaco depar- timendua 1.9.10
16050	député	108	deputatu 1.9.10
15060	dîme	109	dechima, detchima 1.9.10
28120	diocèse	110	diocesa 1.9.10
23170	Directoire	111	Directoria 3.6.9.10
23040	district	112	district 3.6.10
23041	district	113	districa, 3.6.9.10
24080	douanier	114	garda 1.9.10
25160	droit	115	dretchu 1.9.10
25170	droit commun	116	dretchu commune 1.9.10
24090	droits de commerce	117	sal-erosiaren dretchu 1.9.10
15070	droits d'octroi	118	lebayac 1.9.10
28130	ecclésiastique	120	fraide 1.9.10
21020	égalité	120	igualitatea 1.9.10
21021	égalité	121	higoalitatea edo bardin- tassuna 1.9.10.11
21030	égalité des droits	122	dretchuen higoaltasuna 1.9.10
22130	électeur	123	electurra 3.6.9.10
22140	électoral	124	electur edo hautatçaille 2.3.6.7.9.10.11
28030	ennemi	125	etzaya, etseaya 1.9.10
11030	esclavage	126	esclabotasuna 1.9.10
13030	Etat	127	Erresuma 1.9.10
16060	Etats-généraux	128	Estatu-generalac 1.9.10
28140	évêque	129	aphezpicu 1.9.10
28150	Evêque Constitution- nel	130	Aphezpicu Constitutionale 4.6.10
17070	exception et privilège	131	erresalbu eta privilegio 1.9.10
24100	exemption de tous droits	132	dretchuric batere pagatu gabe 2.7.9.10.11
24101	exemption de tous droits	133	dretchutaric libro eta suelto 2.7.9.10.11
11040	féodalité oppressive	134	feodalitate edo esclabota- sun 2.3.6.7.9.10.11

Ref. classement notionnel cf. § 4-3			Marques de caractérisation des unités cf. § 4.4
15080	ferme	135	afferma 3.6.9.10
15090	fermier fiscal	136	fermiera 3.6.9.10
15100	finances du Royaume	137	Erresumaco tresor 4.6.9.10
23180	fonctionnaire public	138	fonctioner publico 4.6.9.10
26070	force publique	139	indarrac, erran nahi da tro- petaco soldaduer guardia nationala 2.4.5.6.10.11
26071	force publique	140	tropac 2.5.9.10
17080	franchise	141	franchisa 3.6.9.10
23050	frontière	142	frontera, edo azquen mu- guerri 2.3.6.8.9.10.11
29111	Fructidor	143	Fructidor deitcen den hilla... erran nahi da, lehenagoco condatceco moldean... abustua 2.3.5.6.10.11
29061	Germinal	144	Germinal 3.6.9.10
29062	Germinal	145	ilhabeto germinal daitzona 3.6.7.9.10.11
23190	gouvernement	146	gobernamendu 1.9.10
12050	gouvernement bien- faisant	147	gobernamendu, populua- ren ona baicic nahi ez duena 2.8.9.10.11
12060	gouvernement legi- time	148	gobernamendu legitimo 4.6.9
13040	gouverneur	149	gobernadore 1.9.10
26080	guerre	150	guerla 1.9.10
21040	guerre aux tyrans	151	tyranneco guerla 4.6.9
27050	habitants	152	habitantac 3.6.9.10
13050	honneur du trône	153	thronuaren ohorea 1.9.10
24110	imposition	154	imposa 3.6.9.10
24120	imposition mobilière	155	imposicione mobiliera 3.6.10
24130	impôt	156	imposa 3.6.9.10
24131	impôt	157	imposicione 3.6.9.10
25190	injustice	158	injusticia 3.6.9.10
15110	intendants (sic)	159	intendencia 3.6.9.10
15111	intendants	160	intendentac 3.6.9.10
23060	Jean de Luz	161	Doniyuane Lohissun 1.9.10
25200	jugement	162	yuyamendu 1.9.10
25210	jugements souverains	163	yuyamendu soberanoac, erran nahi da appelletarat suyet-ïçanen ez direnac 2.5.9.10.11
27060	jurat	164	juratu 1.9.10
25220	jurisdiction	165	justicia, yusticia 2.7.9.10
25230	justice	166	justicia, yusticia 1.9.10
25231	justice	167	çucentasuna 1.9.10
25240	justiciables	168	populua 2.7.9.10
17090	Labourt	169	Laphurdi 1.9.10
25250	législation civile et cri- minelle	170	legue criminal eta criminal ez direnac 4.6.7.9.10.11

Ref. classement notionnel cf. § 4-3			Marques de caractérisation des unités cf. § 4.4
13060	lettre de cachet	171	letra de cachet deitzen di- ren, preso emaiteco manu
13070	lettre de jussion	172	manuzco guthun
21050	liberté	173	libertatea, libertatua
12080	liberté civile	174	libertate maite eta preciatua
21060	libre	175	libro
17100	librement et sans en- traves	176	libroqui eta traba gabe
25260	litige	177	hauci
25270	loi	178	legue
25010	loi (abroger la —)	179	leguea hautsi
25180	loi (exécution de la —)	180	leguearen executatcea
25280	loi bienfaitante	181	legue hurous eta humanoa
22150	lois fondamentales de la Constitution	182	Constitucionezco legue principalac
25290	loix provisoires (sic)	183	legue berri eta presatuzco
21070	loyauté française	184	Francesen leyalatasuna
12090	lumières	185	eçagutça
25300	magistrat	186	yuye
27070	maire-abbé	187	abadea
27080	maire	188	abadea
27081	maire	189	maira
27090	mairie	190	herrico-etche
28040	malveillants	191	gaisqui nahiac
25310	matière civile	192	criminel ez diren hauciac
25320	matière criminelle	193	hauci criminalac
25330	matières des eaux et forêts	194	arriberen eta oihanen ariaz formatcen diren hauciac
16070	maximes fondamen- tales de la constitu- tion de l'Etat	195	Erresumaco lehenbicio maxima principalac
28050	mécontents	196	guti contentac
22160	membre de l'assem- blée	197	assamblaco membro
23070	métropole	198	Erresuma
23200	ministre	199	ministro
23210	ministre des finances	200	tressoreco ministro
28160	ministre de la religion	201	aphesa
27100	minicipalité	202	herri
27101	municipalité	203	municipalitate
21080	Nation	204	Nacione, Nazione
16080	Nation	205	Erresuma
12070	Nation (intérêt général de la —)	206	Nacionearen intres gene- rala
16090	Nation assemblée	207	Nacione, Nazione
16091	Nation assemblée	208	Nacione gucia
12100	Nation éclairée	209	Nacione arguitua
21090	Nation française	210	Francez Nacionea

Ref. classement notionnel cf. § 4-3			Marques de caractérisation des unités cf. § 4.4
29031	Nivôse	211	Nivôse edo elhur ilhabetea 2.3.5.6.9.10.11
29032	Nivôse	212	Nivôsa, edo ilhabete elhurza 2.3.5.6.9.10.11
29033	Nivôse	213	Nivôsa, erran nahi da ilhabete elhurxua 2.3.5.6.9.10.11
29034	Nivôse	214	Nivôsa 3.6.9.10
29035	Nivôse	215	Nivôse deitcenden hilla 2.3.6.7.9.10.11
11050	noble (subst.)	216	aitoren seme 1.9.10
11060	noble (adjec.)	217	noble 1.9.10
11070	noblesse	218	aitoren semeac 1.9.10
27110	notable	219	notable 3.6.9.10
12110	objet public	220	objet publicoa 4.6.9.10
12120	objets nationaux	221	objet handi eta important 4.6.7.9.10.11
27120	officier municipal	222	cargudun 1.9.10
27121	officier municipal	223	oficiala municipala 3.6.9.10
22170	orateur	224	harangatçaille 3.6.9.10
22250	ordonnance	225	ordenatça 1.9.10
25340	ordre	226	ordena 1.9.10
25350	ordres arbitraires d'emprisonnement	227	ordena muguerri gabeco preso eramazteco 2.7.9.10.11
21100	ordre public	228	ordena publico 1.9.10
21110	paix	229	baquea 1.9.10
21120	paix aux peuples	230	populuco baquia 1.9.
14050	Parlement	231	Parlamenta 3.6.9.10
14070	Parlement	232	Parlamentaren soberanotasuna 4.6.9.10
14071	Parlement (ressort du -)	233	Parlamentaren hedadura 4.6.9.10
27130	paroisse	234	herri 1.9.10
24140	part contributive	235	imposen partea 4.6.9.10
21130	Patrie	236	etche 2.7.9.10
21131	Patrie	237	Francia 2.8.9.10
21132	Patrie	238	herri 1.9.10
21133	Patrie	239	Natione, Nacione 2.7.9.10
23080	pays	240	herri 1.9.10
17110	Pays Basque	241	Laphurdi 2.8.9.10
17120	pays de Labourt	242	Laphurdi 1.9.10
25360	peine	243	pena 1.9.10
24150	perception des impôts	244	imposen biltcea 4.6.9.10
21140	peuple	245	populu 1.9.10
23220	police	246	poliça 1.9.10
23230	police intérieure	247	bearneco ordena 1.9.10
24160	portion contingente	248	imposen partea 4.6.9.10
16100	pouvoirs généraux et suffisans (sic) pour proposer, aviser et consentir	249	podore general eta hedatu proposatceco, ungui ikhusteco eta laudatceco 1.9.10
29081	Prairial	250	Praireal, edo belhar ilhabete daitzona 2.3.5.6.9.10.11

Ref. classement notionnel cf. § 4-3				Marques de caractérisation des unités cf. § 4.4
29082	Prairial	251	Prairial	3.6.9.10
15120	prémice	252	premia	1.9.10
25370	première instance	253	lehenbico tribunalala	4.6.9.10
23240	président	254	presidenta	1.9.10
23241	président	255	president edo aincindaria	1.9.10.11
12130	presse... libre	256	cilhegui... liburu fuerte gu- cien eguitea	2.8.9.10.11
28170	prêtre	257	aphez	1.9.10
28180	prêtre constitutionnel	258	aphesyuramentu eguina	2.5.9.10.11
28190	prêtre régulier	259	frayde	1.9.10
28060	principes suspects	260	principio suspetac	4.6.9.10
25380	prison	261	presondegui	1.9.10
11080	privilege	262	privilegio	1.9.10
25390	procédure	263	justiciaren martcha	4.6.7.9.10
25400	procès	264	hauci	1.9.10
22180	procès verbal	265	procez verbala	4.6.9.10
22260	proclamation	266	proclamazionea	3.6.10
27140	procureur de la com- mune	267	comuneco procuradorea	4.6.9.10
27141	procureur de la com- mune	268	herrico procuradorea	1.9.10
23250	procureur-syndic	269	procuradore syndica	1.9.10
21150	propriété	270	bacotcharen icatea	1.9.10
21151	propriété	271	bakhotcharen onthasuna	1.9.10
17130	province	272	provincia	1.9.10
23260	public	273	publico	1.9.10
26090	puissance de l'Etat au- dedans et au dehors	274	Erresumac barnean eta campoan behar duen bo- there	2.5.9.10.11
26100	puissance publique	275	bothere publico	1.9.10
23090	Pyrénées (Hautes et Basses -)	276	Pyrenea gora eta aphaltac	
23100	Pyrénées occidentales	277	daïtzoen mendiac	2.5.9.10.11
26110	quartier général	278	Pirennea occidentalac	4.6.9.10
28090	quitter le sol de la Ré- publique	279	quartier generala	4.6.9.10
28091	quitter le sol de la Ré- publique	280	Franciaco republicaco lu- rretic ilki	1.10
11090	redevances seigneu- riales	281	Ustarisco distriqueco lurre- tic ihessi yoan	4.6.8.9.10.11
12140	réforme	282	seigneuriei çor diotçoten	
12141	réforme	283	cargac	4.6.10.11
12150	régénération d'un vaste empire	284	erreforma	3.6.9.10
15130	régie	285	gambiantça	1.9.10
24170	régime	286	Franciari bici berri, puchant	
22270	réglement	287	eta justuago bat emaita	2.8.9.10.11
			balioa	1.9.10
			tratamendu	2.7.9.10
			erreguelamendu	1.9.10

Ref. classement notionnel cf. § 4-3			Marques de caractérisation des unités cf. § 4.4
25470	réglement à l'extra- ordinaire	288	erreguelamendu extraordi- nario deithcen den forma lucea eta gastosa 2.4.6.7.10.11
28160	religion	289	erreligionea 1.9.10
14060	remontrance	290	errepresentacione 3.6.9.10
25420	réparations civiles	291	erreparacione civilac 3.6.9.10
23270	représentant	292	deputatu 1.9.10
23271	représentant	293	representanta 3.6.10
16110	Représentant de la Nation	294	Erresumaco Deputatu 2.5.9.10
16111	Représentant de la Nation	295	Estatu-generaletaco Depu- tatu 2.5.9.10
16112	Réprésentant de la Nation	296	Nacioneco Deputatu 1.9.10
23280	Représentant du Peu- ple	297	populuaren errepresen- tanta 4.6.9.10
21160	République	298	errepubica 1.9.10
21170	République Françai- se, une & indivisible	299	Franciaco Errepubica, ba- ta, ecin partitua edo sathi- catua dena 1.9.10.11
21171	République Françai- se, une & indivisible	300	Franciaco Republica, bata, ecin partitua 1.10
21172	République Françai- se, une & indivisible	301	Pranciaco errepubica ba- karra, eta ezin separatuscoa 2.5.9.10
21180	Révolution	302	errevoluntione 3.6.9.10
21190	Révolution (avant la-)	303	lehen 2.7.9.10
13080	Roi	304	Erregue 1.9.10
11100	roturier	305	bertce Erreguen suyet 4.6.7.9.10.11
13090	Royaume	306	Erresumia 1.9.10
22190	scrutin	307	scrutino 3.6.10
22200	séance	308	bilkua 2.5.9.10
14080	Sénéchaussée	309	Sennechal 3.6.9.10
28210	serment	310	yuramentu 1.9.10
26120	service militaire	311	soldaduzco cerbitçua 1.9.10
13100	Souverain	312	Soberanoa edo Erreguea 1.9.10.11
21200	souveraineté	313	soberanotasuna 1.9.10
24180	subside	314	imposa 3.6.9.10
24181	subsidié	315	imposicione 3.6.9.10
24190	subvention	316	subvencionea 3.6.10
13110	sujet du Roi	317	Erregueren sujet 4.6.9.10
13120	sujet fidelle (sic)	318	sujet leihal 4.6.9.10
28070	suspect	319	pressuna suspitcha 1.9.10
24200	taxe	320	taxa 3.6.9.10
24210	taxe illégale	321	çucencontraco pagamendu 1.9.10
28100	terreur	322	icialdura 1.9.10
28101	terreur	323	ikhara 1.9.10

Ref. classement notionnel cf. § 4-3			Marques de caractérisation des unités cf. § 4.4
16120	(par) tête et non par ordre	324	buruca eta ez ordenaca 1.9.10
21210	tranquillité publique	326	tranquiltasun publicoa 1.9.10
27150	trésorier	327	tressolier 3.6.9.10
25430	tribunal	328	justiciaco tribunal 4.6.9.10
25440	tribunal souverain	329	yusticia soberanoa 2.7.9.10
25450	tribunaux des eaux et forêts	330	eaux eta foretetaco deith- cen diren tribunalac 3.6.11
28080	trouble	331	troble 3.6.9.10
26130	troupe	332	tropa 1.9.10
29051	Ventôse	333	Ventôsa deitcen den hilla 2.3.6.7.9.10.11
29052	Ventôse	334	Ventôsa, edo haïce ilhabe- tea 2.3.5.6.9.10.11
29053	Ventôse	335	Ventôsa, edo ilhabete haï- cetua daïtzona 2.3.5.6.9.10.11
12160	vertu	336	berthutea 1.9.10
28220	vicair	337	vicario 1.9.10
28230	vicair constitutionnel	338	vicario berri 2.5.9.10
23110	ville	339	hiri 1.9.10
16140	voeu	340	botu 1.9.10
16150	voeu général de la Na- tion	341	Nacionearen botu generala 1.9.10
22210	voter	342	boza eman 1.9.10

REGROUPEMENT DES UNITES REGROUPEMENT DES UNITES AYANT LES MEMES CARACTERIS- TIQUES DE TRADUCTION (cf, 4.4.) ET DETERMINATION DE LEUR FREQUENCE

Ref. classe- ment notionel	Ref. classe- ment alphabétique	Marques de caracté- risation des unités	Nombre total	Fréquence %
15010	1			
21021	121			
25330	194			
23241	255			
21170	299			
13100	312	1.9.10.11	6	1.75
25020	2	3.6.9.10.11	1	0.29
25030	3			
26011	17			
16031	35			
16033	37			
22030	38			
15040	55			
25100	65			
22050	76			
17050	79			
24050	84			
23030	107			
15100	137			
12060	148			
25180	180			
22150	182			
25320	193			
23210	200			

Ref. classe-ment notionel	Ref. classe-ment alphabétique	Marques de caracté-ri-sation des unités	Nombre total	Fréquence %
12110	220			
14070	232			
14071	233			
24140	235			
24150	244			
24160	248			
25370	253			
28060	260			
27140	267			
23100	277			
23110	278			
23280	297			
13110	317			
13120	318			
25430	328	4.6.9.10	32	9.35
<hr/>				
23120	4			
23130	5			
24030	85			
24072	88			
28020	105			
23040	112			
24120	155			
22260	266			
23271	293			
21180	302			
22190	307			
24190	316	3.6.10	12	3.50
<hr/>				
25040	6			
16040	53			
22060	77			
22061	78			
24070	86			
28150	130			
23180	138			
16070	195			
22180	265	4.6.10	9	2.63
<hr/>				

Ref. classe- ment notionel	Ref. classe- ment alphabétique	Marques de caracté- risation des unités	Nombre total	Fréquence %
25041	7			
25050	15			
26020	18			
22222	21			
22012	26			
22013	27			
27010	28			
16020	33			
13010	41			
17030	47			
17040	48			
12010	49			
12020	50			
24030	52			
25070	56			
25080	57			
11010	58			
12030	59			
12040	70			
27020	71			
27030	72			
13020	74			
15120	81			
22070	82			
26060	91			
15050	96			
17060	97			
28110	98			
22100	102			
22110	103			
22120	104			
16050	108			
15060	109			
18120	110			
24080	114			
25160	115			
25170	116			
24090	117			

Ref. classement notional	Marques de caractérisation des unités	Ref. classement alphabétique	Nombre total	Fréquence %
15070	118			
28130	119			
21020	120			
21030	122			
28030	125			
11030	126			
13030	127			
16060	128			
28140	129			
17070	131			
23190	146			
13040	149			
26080	150			
13050	153			
23060	161			
25200	162			
27060	164			
25230	166			
25231	167			
17090	169			
21050	173			
21060	175			
17100	176			
25260	177			
25270	178			
25010	179			
21070	184			
12090	185			
25300	186			
27070	187			
27080	188			
27090	190			
28040	191			
23200	199			
28160	201			
27100	202			
21080	204			
12070	206			

Ref. classement notionel	Ref. classement alphabétique	Marques de caractérisation des unités	Nombre total	Fréquence %
21090	210			
11050	216			
11060	217			
11070	218			
27120	222			
22250	225			
25340	226			
21100	228			
21110	229			
27130	234			
23080	240			
17120	242			
25360	243			
21140	245			
23220	246			
23230	247			
16100	249			
15120	252			
23240	254			
28170	257			
28190	259			
25380	261			
11080	262			
25400	264			
27141	268			
23250	269			
21150	270			
21151	271			
17130	272			
23260	273			
26100	275			
12141	283			
15130	285			
22270	287			
28160	289			
23270	292			
16112	296			
21160	298			

Ref. classement notionel	Ref. classement alphabétique	Marques de caractérisation des unités	Nombre total	Fréquence %
13080	304			
13100	306			
28210	310			
26120	311			
21200	313			
28070	319			
24210	321			
28100	322			
28101	323			
16120	324			
11110	325			
21210	326			
26130	332			
12160	336			
28220	337			
23110	339			
16140	340			
16150	341			
22210	342	1.9.10	133	38.88
15020	8			
15021	9			
28010	13			
17020	32			
25110	80			
22090	90			
25130	94			
25140	95			
25220	165			
25240	168			
28050	196			
23070	198			
16090	207			
16091	208			
21130	236			
21132	238			
21133	239			
24170	286			

Ref. classement notionel	Ref. classement alphabétique	Marques de caractérisation des unités	Nombre total	Fréquence %
21190	303			
25440	329	2.7.9.10	20	5.84
23140	10			
29111	143	2.3.5.6.10.11	2	0.58
23141	11			
26070	139	2.4.5.6.10.11	2	0.58
17010	12			
22140	124			
11040	134			
29062	145			
13060	171			
29035	215			
29051	333	2.3.6.7.9.10.11	7	2.04
15030	14			
22010	24			
22011	25			
22021	30			
24010	40			
14020	45			
24020	46			
26030	51			
21010	60			
11020	63			
23010	67			
26050	68			
23160	69			
27031	73			
22040	75			
22040	83			
24071	87			
14040	93			
22240	99			
25150	100			
23020	106			
23170	111			

Ref. classement notionel	Ref. classement alphabétique	Marques de caractérisation des unités	Nombre total	Fréquence %
23041	113			
22130	123			
15080	135			
15090	136			
17080	141			
29061	144			
27050	152			
24110	154			
24130	156			
24131	157			
25190	158			
15110	159			
15111	160			
17081	189			
22160	197			
27101	203			
20034	214			
27110	219			
27121	223			
22170	224			
14050	231			
29082	251			
12140	282			
14060	290			
25420	291			
14080	309			
24180	314			
24181	315			
24200	320			
27150	327			
28080	331	3.6.9.10	53	15.49
26010	16			
21040	151	4.6.9.	2	0.58
22220	19			
16010	31			
16030	34			

Ref. classement notionel	Ref. classement alphabétique	Marques de caractérisation des unités	Nombre total	Fréquence %
16032	36			
22031	39			
25060	43			
21011	61			
27040	92			
26071	140			
13070	172			
16080	205			
12100	209			
16110	294			
16111	295			
21172	301			
22200	308			
28230	338	2.5.9.10	17	4.97
22221	20			
22230	22			
22231	23			
21012	62			
25210	163			
28180	258			
26090	274			
23090	276	2.5.9.10.11	8	2.33
22020	29			
25151	101	1.3.6.9.10.11	2	0.58
23150	42			
14030	54	4.6.9.10.11	2	0.58
14010	44			
21131	237			
17110	241	2.8.9.10	3	0.87
25090	64			
24100	132			
24101	133			
12080	174			

Ref. classement notionel	Ref. classement alphabétique	Marques de caractérisation des unités	Nombre total	Fréquence %
25280	181			
25290	183			
25350	227	2.7.9.10.11	7	2.04
26040	66			
29031	211			
29032	212			
29033	213			
29081	250			
29052	334			
29053	335	2.3.5.6.9.10.11	7	2.04
22080	89	2.5.10	1	0.29
23050	142	2.3.6.8.9.10.11	1	0.29
12050	147			
12130	256			
15150	284	2.8.9.10.11	3	0.87
25250	170			
12120	221			
11100	305	4.6.7.9.10.11	3	0.87
25310	192			
25390	263	4.6.7.9.10	2	0.58
21120	230	1.9.	1	0.29
28090	279			
21171	300	1.10	2	0.58
28091	280	4.6.8.9.10.11	1	0.29
11090	281	4.6.10.11	1	0.29
25410	288	2.4.6.7.10.11	1	0.29
25450	330	3.6.11	1	0.29

5.—INTERPRETATION DES DONNEES NUMERIQUES

5.1.—Types de groupes hiérarchisés en fonction de la fréquence

Nous rappelons ici le numéro que nous avons attribué à chaque caractéristique de la traduction dans l'alinéa 4.4. qui a servi dans l'opération de regroupement effectuée par l'ordinateur, ainsi que les remarques qui figurent dans l'alinéa 4.6.

a) Mots du fonds basque équivalents	
- 133 intégrés phonologiquement et morphosyntaxiquement	38,88%
- 6 intégrés phono. et morphosynt. + explicitation ...	1,75%
- 2 intégrés morphosynt. non intégrés phono.	0,58%
- 1 intégré phono. non intégré morphosynt.	0,29%
<hr/>	
142	41,50%
b) Mots du fonds basque non équivalents	
- 20 avec généralisation sémantique, et intégration phono. et morphosynt.	5,84%
- 7 avec généralisation sem. et intégration phono. morphosynt. + explicitation	2,04%
- 17 calques intégrés phono. et morphosynt.	4,97%
- 8 " " " " + explic. ...	2,33%
- 1 " " morphosynt. non phono.	0,29%
- 3 avec particularisation intégrés phono. et morph....	0,87%
- 3 " " " " " " + explicitation	0,87%
<hr/>	
59	17,21%
c) Prêts totaux	
- 53 avec intégration phono. et morphosynt.	15,49%
- 12 " " morphosynt. non phono.	3,50%
- 1 " " phono. et morphosynt. + explicit. ..	0,29%
- 1 non intégration phono-morphosynt. + explicitation.	0,29%
<hr/>	
67	19,57%

d.) Prêts partiels ou hybrides	
- 32 intégrés phono et morphosynt	9,35%
- 2 intégrés phono et morphosynt + explicitation	0,58%
- 9 intégrés morphosynt non phono	2,63%
- 1 intégré morphosynt non phono + explicit	0,29%
- 2 intégrés phono. non morphosynt.	0,58%
- 2 intégrés phono et morphosynt, avec généralisation	0,58%
- 3 intégrés phono. et morphosynt. avec généralisation + explicitation	0,87%
- 1 intégré phono-morphosynt, avec particularisation + explicitation	0,29%
<hr/>	
52	15,18%
e.) Prêts + explicitation par mots du fonds basque	
- 2 explicitation par mot basque équivalent intégré	0,58%
- 7 explicitation par mot basque calqué intégré	2,04%
- 2 explicitation par mot basque calqué non intégré phonologiquement	0,58%
- 7 explicitation par mot basque avec généralisation, intégré phono-morphosynt	2,04%
- 1 explicitation par mot basque avec particularisation intégré phono-morphosynt.	0,29%
<hr/>	
19	5,54%
f) Prêts partiels ou hybrides + explicitation par mots basques	
- 2 explicitation par mot basque calqué, non intégré phono. intégré morphosynt	0,58%
- 1 explicitation par mot basques avec généralisation non intégré phono., intégré morphosynt	0,29%
<hr/>	
3	0,87%

En regroupant a.) et b.) qui sont formés par des **unités basques uniquement** (soit équivalentes ou avec variation sémantique) nous obtenons un total de **201**, soit **58,70 %**.

En regroupant c.), d.), e.), f.) qui sont formés par des **unités contenant des éléments prêtés**, nous obtenons un total de **141**, soit **41,30 %**.

Ce recueil de données que nous venons d'établir appelle sans doute de nombreuses remarques qu'il ne nous est pas possible d'aborder totalement.

Il nous a semblé d'un intérêt particulier pour ce qui est des conclusions à tirer de cette étude de réduire nos constatations aux interférences phono-morphosyntaxiques et lexicales ainsi qu'à l'exposition de procédés d'explicitation.

5.2.—Interférence phonologique et morphosyntaxique

Nous entendons ici comme cas d'interférence les cas de non intégration. d'après le critère proposé dans l'alinéa 4.4.9 et 10.

5.2.1.—Interférence phonologique.

- 2 dans le groupe a.) sur 142
- 1 dans le groupe b.) sur 59
- 12 dans le groupe c.) sur 67
- 10 dans le groupe d.) sur 52
- 2 dans le groupe e.) sur 19
- 3 dans le groupe f.) sur 3

**30 cas d'interférence
phonologique sur... 342 unités.**

5.2.2.—Interférence morphosyntaxique

- 1 dans le groupe a.) sur 142
- 2 dans le groupe d.) sur 52

3 cas d'interférence morphosyntaxique sur 342.

5.2.3.—Interférence phono-morphosyntaxique

- 1 cas dans le groupe c.) sur 67 et sur le total 342.

5.3.—Interférence lexicale

Nous considérons qu'il n'y a de **résistance** à l'interférence que dans les cas d'emploi de mots du fonds basque équivalents sémiquement aux mots français qu'ils traduisent. C'est à dire que le seul groupe qui ne subit pas d'interférence lexicale est le **groupe a.)** (cf.5.1.) qui comporte **142** unités.

Tous les autres cas relèvent de diverses formes d'**interférence** lexicale de la langue source sur la langue cible.

— En ce qui concerne l'emploi de mots basques avec modification du signifié en fonction du signifié des mots de la langue source (**groupe b.**), il y a interférence au niveau du signifié, bien que le signifiant appartienne à la langue cible. Ce groupe comporte **59** unités.

— Dans les autres cas: prêts totaux (**groupe c.**), prêts partiels ou hybrides (**groupe d.**) et prêts totaux ou partiels avec explicitation par mots du fonds basque (**groupes e. et f.**), la présence d'éléments importés introduit une interférence tant du point de vue du signifiant que du signifié et constitue une innovation. Ces quatre derniers groupes contenant des prêts du français, une fois regroupés comportent **141** unités.

Nous remarquons donc que l'interférence lexicale est très considérable étant donné que le nombre d'unités comportant des prêts égale presque la somme des unités qui ne sont formées que de mots basques.

Les interférences phonologiques ont lieu, comme on le voit, surtout dans le groupe des mots prêtés par le français (groupe c.) puisque nous avons 12 cas /67 et dans le groupe des hybrides (d.) avec 10/52

On constate aussi que le cas de non intégration morphosyntaxique: 3 sur un total de 342 mots et encore plus de non intégration totale 1/342 sont très rares.

On peut donc affirmer que le montant d'interférences phonomorphosyntaxiques n'est pas très élevé dans l'ensemble, ceci pouvant être la conséquence d'une attention spéciale apportée par les traducteurs à cet égard, ainsi que des possibilités d'adaptation de la langue cible par rapport aux contraintes imposées par la langue source (par ex.: emprunts fléchis d'après les normes de la langue cible, reproduction des suffixes de la langue source par leurs équivalents dans la langue cible...).

5.4.—Procédés d'explicitation

Nous avons appelé cas d'explicitation, les cas où nous avons remarqué l'utilisation de la part des traducteurs de procédés qui relèvent de l'exploitation des recours de la langue cible en vue de mieux reproduire les signifiés de la langue source ou de faciliter l'introduction d'importations.

Dans notre corpus nous avons trouvé **55** unités sur 342 (16%) présentant cette caractéristique, ce qui nous a amenée à accorder une importance particulière à ce procédé.

Par ordre décroissant de fréquence, nous distinguons le recours à:

- la **synonymie**: **21** cas, dont (8 entre mots basques)
(13 entre mots français et mots basques.
- la **circonlocution ou périphrase explicative**: **11** cas
(7 formées par mots basques
(4 par hybrides
- l'**accumulation**: **10** cas, dont
(7 de mots basques
(1 de prêts
(2 de prêts et mots basques
- la **périphrase «qu'on appelle»** (en basque: «deitçen den») **9** cas
(1 introduisant des mots basques
(1 introduisant un prêt total
(1 introduisant un prêt partiel
(6 désignés par mots basques
- la **périphrase «c'est-à-dire»** (en basque «erran nahi da») **4** cas
(1 introduisant des mots basques)
(3 prêts définis par mots basques)

On remarque ici la prédominance de l'utilisation de mots basques alors qu'il y a recours à la circonlocution et/ou à l'accumulation.

Ceci nous permet de formuler, au moins provisoirement, une première conclusion: les traducteurs essayent d'utiliser les ressources que leur offre la langue cible, le basque, surtout dans ces deux variantes d'explicitation.

Par contre, lorsqu'il y a recours aux autres procédés (synonymie, /«qu'on appelle»/ ou «c'est-à-dire»/ /«deitçen den»/ /«erran nahi da»/ ces dernières expressions fonctionnent comme copule les traducteurs, de fait, établissent une adéquation entre le prêt et l'unité basque à laquelle ils font appel.

Une analyse des deux procédures nous permet de constater que dans les deux premiers cas, une attention particulière au niveau sémantique est manifeste qui tenterait de présenter les sèmes manquant à l'unité basque par rapport au sémème français au moyen de sèmes, d'autres unités, soit de même classe grammaticale dans le cas de l'accumulation, soit de différente classe lorsque, par exemple, les sèmes d'un substantif français sont donnés par les sèmes d'un substantif basque et ceux d'une forme verbale.

Les autres procédures de mise en équivalence ou de présentation de mots importés ne constituent que des procédés d'introduction de mots français.

Pour plus de clarté, nous détaillons ci-dessous chacun des cas, en indiquant leur numéro de classement, ce qui permettra de les retrouver facilement dans la liste des unités classées alphabétiquement, aussi bien que le groupe auquel ils appartiennent (cf.5.1.).

5.41.—Description des types d'explicitation

— par **synonymie**

a.) entre mots du fonds basque équivalents au mot source français: (1), (121), (255), (299), (312)	5
b.) entre mots du fonds basque non équivalents interprétés comme calques: (20), (22), (23)	3
e.) entre prêt total et mots basques:	
• équivalents (29), (101)	2
• calques (10), (66), (211), (212), (250), (334) (335)	7
• avec généralisation: (124), (134)	2
• avec particularisation: (142)	1
f.) entre prêt partiel et mots basques:	
• calque (11)	1

— par **circonlocution ou périphrase explicative**

a.) formées par mots basques équivalents (194), introduction forme verbale	1
b.) formées par mots basques non équivalents	
• avec généralisation: (132) et (227) avec introduction de forme verbale	2
• avec particularisation: (147) et (256) introduction de forme verbale	2
• avec calque (258) avec introduction de forme verbale nominalisée et (274) introduction forme verbale	2
d.) formées par prêts partiels:	
• (42) avec introduction forme verbale (281) avec introduction forme verbale	2
• (170) avec introduction forme verbale et définition par exclusion	1
• (305) avec définition par exclusion	1

— par **accumulation**

b.) de mots basques non équivalents au mot français	
• calque (62)	1
• avec généralisation (64), (133), (181), (174) (183)	5
• avec particularisation (284)	1
c.) Prêt total + prêt total (2)	1
f.) prêts partiels + mots basques	
• avec généralisation (221)	1
• avec particularisation (280)	1

— par **la périphrase «qu'on appelle» («deitzen den»)**

b.) mots basques non équivalents:	
• calque (276), la périphrase servant de simple présentatif	1
c.) prêt total, (330) la périphr. = présentatif	1
d.) prêt partiel (54) la périphr. = présentatif	1
e.) prêt total et expl. par mots basques non équivalents:	
• avec généralisation (145), (171), (215), (233)	4
• avec calque (143)	1
f.) prêt partiel et expl. par mots basques non équivalents, avec généralisation (288)	1

— par **la périphrase «c'est-à-dire» («erran nahi da»)**

b.) mot basque non équivalent, calque, repris au moyen d'autres mots basques non équivalents (163)	1
e.) prêts repris par mots basques	
• avec généralisation (12)	1
• avec calque (213)	1
f.) prêt partiel repris par mots basques avec calque (139)	1

6.—CONCLUSION

«Es un hecho que la lengua vasca se ha encontrado durante los dos últimos milenios, los únicos de los cuales poseemos datos precisos, en una situación de dependencia dentro de uno o varios bloques lingüísticos, que no ha sido medio de expresión total de una comunidad, al menos a nivel de sus minorías más desarrolladas culturalmente».

L. MICHELENA, Estudio sobre las fuentes del diccionario de Azkue.

A partir des constatations faites tout le long de notre travail portant sur les caractéristiques historiques et linguistiques du Pays Basque à l'époque révolutionnaire autant que sur l'analyse de la traduction en basque du vocabulaire politique et administratif des textes officiels, il est possible de présenter quelques remarques qui nous semblent essentielles.

Nous avons travaillé sur des énoncés limités dans le temps, par nécessité d'une homogénéité synchronique et dans l'espace par nécessité d'une homogénéité géographique qui sous-tend la situation de communication.

Nos recherches de documents ne nous ont procuré que les textes sur lesquels nous avons travaillé, ce qui nous permet de supposer que ce matériau est bien représentatif.

L'analyse lexicale nous a fourni les critères de sélection et de classement des mots qui ont constitué notre corpus. En appliquant à ces unités lexicales les critères généraux qui entrent en ligne de compte dans tout travail de traduction, nous leur avons attribué, après analyse de la valeur contextuelle, certains caractères d'après lesquels il s'avère possible de porter un jugement sur l'équivalence des termes dans la langue d'arrivée par rapport à la langue de départ. Puis, nous avons codifié numériquement ces valeurs —en principe qualitatives et non quantitatives— afin de procéder, en toute rigueur, à un regroupement des unités montrant les mêmes caractéristiques de traduction, ceci ayant été fait grâce à un traitement automatique.

Ces regroupements nous ont donné des pourcentages significatifs pour une évaluation des divers aspects sur lesquels s'est basée la traduction. En particulier est apparue **l'importance de l'interférence lexicale par rapport aux cas de résistance** (cf. 5.3.) et la **moindre incidence de l'interférence phonologique et morphosyntaxique** (cf. 5.2.). Il nous a paru également d'intérêt de nous occuper des divers **procédés d'explicitation** (cf. 5.4.) que nous avons interprétés soit comme essai d'utilisation des recours de la langue pour compenser la perte d'information que devait constituer l'introduction d'un grand nombre de signes nouveaux, soit pour faciliter l'introduction de nouveaux termes français en les mettant en équivalence avec des mots du fonds de la langue basque. Or, cette mise en équivalence n'étant pas nécessaire pour la transmission du signifié, le procédé employé devient un indice relevant d'un souci extérieur à la traduction.

Comme justification de la quantité d'interférences, on peut sans doute alléguer la déficience du vocabulaire réel de la langue basque à l'époque, conséquence de l'exclusion de cette langue de la sphère politique et administrative, dans une situation de contact de langues nettement diglossique (cf. 2.2.2.). Nous pensons dans ce sens que ce ne sont pas des facteurs structuraux d'interférence, c'est-à-dire inhérents au système de la langue qui ont agi, mais plutôt que des facteurs d'interférence non structuraux (inadéquation du lexique face aux innovations, prestige de la langue source, bilinguisme des traducteurs... (cf. 3.2.2.) ont été déterminants.

Toutefois, un vocabulaire réel devant être distingué d'un vocabulaire virtuel, de même que beaucoup de mots français sont à l'époque des néologismes sans être des barbarismes, on aurait pu s'attendre à la mise en pratique des possibilités de création lexicale que la langue basque possède comme toute autre.

De fait, les facteurs non structuraux d'interférence relevant d'un contexte extralinguistique, nous pensons que le problème, d'ores et déjà, relève de considérations socio-linguistiques.

Le bilinguisme de traducteurs qui possèdent une source disponible d'innovations lexicales dans la langue de départ, lorsque ceux-ci n'adoptent pas consciemment une attitude de «loyauté» à la langue réceptrice («language loyalty»,

«as a reaction to interference, it makes the standardized version of the language as a symbol and a cause». (127)

devient un facteur très important d'interférence lexicale. Dans

(127) U. WEINREICH, *op. cit.* à (110) p. 99.

notre cas, une introduction aussi massive de prêts (141/342) est symptomatique, car un cumul si fort d'importations sans explicitation (141 - 22 = 119) renvoie à des signifiés zéro pour celui qui ne connaît que la langue réceptrice et le procédé exprime une attitude, de la part du traducteur, peu soucieuse d'épuiser les possibilités du système lexical basque moyennant les voies de composition ou de dérivation, utilisées largement dans cette langue, afin de reproduire au maximum les sémèmes du français.

Cette faible résistance à l'interférence, ainsi que l'introduction fréquente d'un mot français que la traduction n'exige pas peuvent être mieux comprises en replaçant les choses dans leur contexte, soit en tenant compte de la dépendance linguistique et politique du basque sous lesquelles sont apparues ces traductions.

L'occasion qui s'est présentée aux traducteurs de stimuler la création lexicale au moyen de ressources propres à la langue basque n'a pas été saisie. Il est possible de penser que ces gens ce sont montrés peu soucieux de loyauté linguistique parce qu'ils étaient indifférents à l'intégrité de la culture basque. Le peu que nous connaissions sur leur idéologie nous dit qu'on devait les recruter parmi les partisans actifs des nouvelles idées de la Révolution. Par ailleurs c'est précisément cette couche de population basque d'origine qui, de par sa connaissance du français, jouait le rôle d'intermédiaire entre le pouvoir central français et le peuple basque monolingue. Donc ce sont eux qui vont assumer et étendre la situation de diglossie: pour ces traducteurs, «langue de prestige» devenait synonyme de «prestige de la langue». Or le prestige de la langue française, déjà exalté avant la Révolution, ne fait que s'accroître pendant cette période.

L'importance socio-linguistique de l'emprunt a été soulignée par divers auteurs (128) comme élément qui témoigne des rapports entre deux communautés. Dans notre cas, ces rapports appartiennent à deux plans, l'un socio-politique, l'autre linguistique, dont la relation est, comme nous l'avons vu, évidente, bien qu'il soit difficile d'en établir la mesure; on ne peut toutefois douter que la dépendance lexicale clairement montrée dans notre étude obéit à une dépendance politique.

Sans sombrer dans une réduction mécaniste, qui fait d'une langue une superstructure, il est indéniable qu'un rapport Langue-

(128) U. WEINREICH, *op. cit.* à (110) p. 92.

J. L. CALVET, *Linguistique et colonialisme*, Paris, Payot, 1974, p. 90.

M. COHEN, *Matériaux pour une sociologie du langage*, Paris, Maspéro, 1971. t. II. p. 62.

Contexte social existe toujours et les mesures des «co-variances» ou des «médiations» permettant de juger les degrés de clivage, constituent un des buts de la socio-linguistique. En tous les cas, ces médiations, ayant un caractère dynamique, dépendent du moment considéré.

Il semble bien —quoique notre conclusion ne soit qu'un appel à des remarques sur le problème— que, par rapport à des époques précédentes, la période de la Révolution —limitée entre 1789-1799— présente une très forte incidence du plan social sur le plan linguistique.

Dans le domaine que nous avons étudié, cette incidence comporte d'ailleurs une contradiction. Face à la prise en charge par l'Etat des traductions devant servir à diffuser —sans entraves d'ordre linguistique— les doctrines politiques, sociales et économiques du Nouveau Régime, la forme signifiante que ces contenus prennent —du moins au niveau lexical— nous paraît ne pas assurer un décodage correct des messages révolutionnaires et, partant, ne pas remplir totalement le but pour lequel ces traductions proposées et blâmées, avaient été, enfin, consenties.

ANNEXES

N.B.

Les chiffres qui figurent entre parenthèses correspondent aux pages des publications d'où ces documents ont été extraits.

CAHIER des vœux et des instructions des Basques-François du Labourt, pour leurs Députés aux Etats-généraux de la Nation.

Pénétrés du plus profond respect et de la plus vive reconnaissance pour les grandes vues de la justice et de bienfaisance qui ont déterminé leur Souverain à convoquer les Etats-généraux de son Royaume, les Basques-François du Labourt ses fidelles Sujets, les seconderont autant qu'il leur serà possible, par les vœux que leurs Députés seront chargés d'y faire entendre.

Un Roi qui aime plus la vertu que l'autorité, douze cens Représentans choisis dans une des Nations les plus éclairées de la terre, un Ministre qui n'a pour politique que les grandes vues du génie; voilà quels seront les grands coopérateurs de la régénération d'un vaste Empire: quels motifs d'espérer que nous allons laisser à nos descendans un sort plus heureux que celui que nous avons reçu de nos pères!

Les vœux des Basques-François s'arrêteront d'abord sur la Constitution nationale, sur les Finances du Royaume, et sur l'Administration de la justice.

Ce ne sera qu'après avoir présenté leurs idées sur les objets [2] nationaux, qu'ils se permettront de faire entendre leurs réclamations particulières pour l'amélioration de leur province, qui, comme frontière du Royaume, mérite, à ce seul titre, de fixer dans tous les tems, les regards du gouvernement.

ANNEXE A

LAPHURTAR Escaldun Francesec, Erresumaco Estatu-generaletarat egortcen dituzten Deputatuei, emaiten dioten botuen eta instruccionen, Cayera.

Eçagutçaric bicienarequin eta errespeturic samurrenarequin, ikhusten dute Laphurtar Escaldun Francesec, justiciazco eta ontasunezco motiboric handienec ekharri dutela heyen Soberanoa edo Erreguea bere Erresumaco Estatu-generale biltcerat, eta sujet leihal diren beçala, ensayatuco dire, ahal beçambat, objet handi hortan harren laguntcerat, Estadu-generaletan adiarazteaz bere Deputatuac cargatu dituzten botuez.

Botherea baino, berthutea maiteago duen Erregue bat lurraren gainean diren Nacioneric arguituenetariac batetan berecico diren hamabi ehun Deputatu, Ministro bat ceinac ez baitu bertce chederic, izpiritu handi, on eta justu batec Erresumaren çorionarençat, emaiten diotçon sentimenduac baicic, horra nor içanen diren cargatuac Franciari bici berri, puchant eta justuago baten emaitiaz. Cembat arraçoin esperantça içateco utcico diotegula gure ondo-coei gure aintcinagocoen-ganic errecibitu dugun baino sorthe dohatsuagoa!

Escaldun Francesen botuac içanen dire lehenic Nacionearen Constitucionearen, Erresumaco Tresoren, eta Justiciaren partitcearen gainean:

Objet handi eta important horietaz mintçatu ondoan baicic, ez [3] dituzte nahi adiaraci Laphurdiren onetan eguinen tuzten bere galde particularrac: Laphurdic Erresumaco frontera edo azquen muguerri beçala, merci duen arren, Gobernamentuac beha dioçon begui atçarri, eta samur batçuez.

Constitution fixe à donner à la Nation.

De quelque manière qu'on nomme son gouvernement, une Nation ne peut se dire libre, si elle ne fait elle-même ses loix; si la propriété et la sûreté personnelle de chacun de ses membres ne sont mises sous leur garde inviolable; si chaque citoyen n'y a la faculté de manifester toutes les pensées qu'il croira utiles au maintien et au perfectionnement de l'ordre public.

Il faut donc que les assemblées de la Nation se renouvellent; que leurs retours soient périodiquement fixés; et que l'on prenne des mesures certaines pour que leurs convocations, aux époques convenues, ne puissent jamais être empêchées.

Il faut que les loix destinées à régir la Nation avec un vœu de permanence, se délibèrent, soit sur les propositions de ses représentants, soit sur celles du Souverain dans ces assemblées de la Nation, et que celles qu'on y aura ainsi délibérées se publient et s'exécutent aussi-tôt.

Cependant, comme il pourra absolument arriver que, dans l'intervalle d'une assemblée de la Nation à une autre, des loix provisoires deviennent nécessaires, soit à tout le Royaume, soit à quelques-unes de ses provinces, ce sera au Souverain seul qu'il appartiendra, dans ces circonstances imprévues et urgentes de [4] libérer dans son Conseil de pareilles loix. Il les fera vérifier dans ses Cours de Parlement, qui sur les inconvénients qu'elles croiront y apercevoir, pourront lui présenter des premières et des secondes remontrances; mais qui, si le Souverain persiste, malgré cela, à vouloir les maintenir, et sur la simple manifestation de sa volonté à cet égard, par des lettres de jussion, seront tenues de les publier aussi-tôt, pour être exécutées provisoirement, jusqu'à la prochaine assemblée de la Nation; à moins que leurs inconvénients ne se rendent trop sensibles dans l'exécution; auquel cas les Cours de Parlement pourront encore avoir recours, auprès du Souverain, à de nouvelles remontrances.

Il faut que chaque sujet du Roi n'ait rien à craindre, ni pour ses propriétés, ni pour sa liberté individuelle, tant que les loix et leurs Ministres se taisent à son égard; qu'il ne puisse dès-lors y être attaqué que dans les cas et les formes que traceront les loix du Royaume; qu'il ne soit plus fait aucun usage de lettres de cachet; que, hors des cas qui regarderont le service militaire, les Gouverneurs et les Commandans des provinces ne puissent plus, sous

Nacioneari eman behar çayoen Constitucioenea.

Cein nahi icenez deith deçan Nacione batec bere gobernandua, Nacione bura ecin deith diteque libroa, non ez dituen berac eguiten bere legueac; non haren membro bakhotcharen onthasunac ez diren eçartcen berac eguin dituen legue heyen goardiaren azpian, non particular bakhotchac ez duen libertate osoa arguitarat emaiteco, ordena publicoaren mantenuarentçat eta haren perfeccionatceco heldu çazcon pensamendu guciac.

Erresumaco Estatu-generalac behar dire beraz maiz erreberritu; heyen berriz biltcea behar da ordenatu, moyenic segurenac hartcen direlaric, heyen biltcea manatua içanen den demboretan, ez deçan nihoiz guibelamenduric içan.

Asablada heyetan behar dire eguin, gambiantcetarac sujet içanen ez diren beçala, Erresumaco legue generalac. Legue hec behar dute eguinac içan, nahiz asablada Deputatuec, nahiz Erreguec berac, asablada hartan eguinen tuzten proposicionen gainean, eta han horrela establituac içan diren ondoan, behar dire inchtant beretic publicatu eta executatu.

Bainan nola Estatu-general batçuetaric bertcetaraco bizquitartean, baiditeque cembait legue berri eta presatuzco batçuen beharra, nahiz Erresuma gucicotz, nahiz cembait provincia bakhochetacotz, casu hortan Soberanoari choilqui içanen çayo bere Conseilluan legue bizquitarteco horien eguitea. Legue suerte horiec egorrigo [5] ditu bere Parlamentetarat, Parlatentei legue heyetan iduritzen baçayote cerbait ungui ez denic, cilhegui içanen çayote behin eta bietan Erregueri bere errerepresentationen eguitea; bainan errerepresentatione horiec eguin ondoan, Soberanoac nahi badu oraino eta declaratcen badiote bere Parlatentei, manuzco guthunez, legue hec içan ditecen pausatua, orduan Parlatentec publicaracico dituzte içan ditecentçac executatuac choilqui lehenbico Estatu generaletarainoan; non legue heyen execucioean ez den aurkhitzen cembait Soberaniazco bidegabe; cein khasutan Parlatentec eguinen baitituzte oraino errerepresentatione berriac.

Legueac eguin ondoan, legue hec eta legue heyen Ministroac ichilic daudeceino, Erregueren sujetei nihore ez dio beldurcunderic eman behar ez bere onthasunen goçamenean, ez bere libertate osoaren gainean: legueac eguinez gueroz Erregueren sujet bakhotchac ez du behar içan nihortaz bilhatua Erresumaco leguec manatcen duten khasutan eta maneretan baicen: letra de cachet deitzen diren, preso emaiteco manuez, ez da cilhegui behar içan guehiago cerbitçatcea: hirietaco eta provincietaco Comendant eta Gobernadorec ez dute hemendic harat podoreric behar içan, soldaduez eta;

peine d'être poursuivis comme coupables du crime de lese-liberté civile, expédier des ordres arbitraires d'emprisonnement, ni les géoliers des prisons, ou les Commandans des châteaux, enfermer des citoyens arrêtés en vertu de tels ordres, sans être punis comme complices du même crime.

Il faut que chaque citoyen ait la liberté de répandre, par la voie de l'impression, toutes les idées qu'il peut croire utiles, ou à la chose publique, ou même aux loisirs et aux délassemens de sa ^[6] Nation; qu'en conséquence les fonctions des censeurs soient supprimées, et que la presse reste libre, avec cette précaution, qui paroît suffisante pour en détourner les abus, que l'Auteur et l'Imprimeur seront obligés de se nommer dans les ouvrages.

Il faut enfin que, hors le Souverain, il n'y ait aucun dépositaire de quelque portion de la puissance publique, qui ne soit désormais obligé de répondre ou devant les assemblées de la Nation, ou devant ses Tribunaux, des abus qu'il se sera permis d'en faire; et qu'à ces égards, le cours de la justice ne puisse plus être faire; par des évocations et par des établissemens momentanés de Tribunaux de commission, qui ne peuvent servir le plus souvent qu'à sauver des coupables, ou à perdre des innocens.

Pour rendre ou pour donner à l'Etat cette constitution tutélaire des propriétés et des libertés de chacun des Sujets du Roi, et pour la lui assurer à jamais, il faut que les assemblées de la Nation soient invariablement soumises au principe de droit commun qui doit régir toutes les assemblées délibérantes; et que les opinions s'y prennent par tête et non par ordre.

La constitution nationale une fois établie sur ces maximes fondamentales des Gouvernemens légitimes, opérera d'elle-même dans les détails de l'administration, toutes les réformes qu'y solliciteront les droits imprescriptibles de la justice et de l'humanité, et l'intérêt général de la Nation.

Les habitans de nos Colonies seront admis à une représentation aux assemblées générales de leur Métropole.^[8]

L'esclavage des Nègres sera aboli dans nos Colonies.

Les loix, qui dans les armées de terre et de mer affectent exclusivement à la Noblesse les premières places, seront abrogées.

Les annates seront supprimées.

Les dispenses pour les mariages, les provisions pour les résignations en faveur et pour les autres titres de bénéfices, seront

soldaduzco cerbitçua intresatcen duten eguitecoez campoan, bere ordena muguerrri gabeçoez Erregueren sujetic batere preso emana-razteco; eta eman arazten badituzte, nahiz hec, nahiz presondegui-taco eta gaztelutaco presoner suerte horiec errecibituco tuzten goar-dianoac behar dute içan cherkhatuac eta punituac, libertate maite eta preciatua hausten eta porrosatcen duen crima eguin dutelacotz.

Frances bakhotchac behar du içan libertate osoa imprimeriaren ariaz arguitarat emaiteco, populuaren çorionarençat, edo oraino haren pausuco demboretan errecrearazteco, asmatuco tuben [7] pensamendu guciac. Hartaracotz deseguin behar dire liburu bisitaçcailen empleguac, eta liburu eguillei cilhegui behar çayote içan liburu fuerte gucién eguitea, condicionerequin choilqui, liburu eguillea eta autora bera icendatuco direla bere obretan. Iduri du preco-cione hori asquia dela abusuen guibelatceco.

Finean Soberanoaz bertce alde, Erresumaco bothere publicba-ren cembait porcione duten guiçon guciac; herchatuac behar dire içan hemendic harat eguinen tuzten abusuez eta inyusticiez ihardes-terat, nahiz Estatu-generaletan, nahiz Justiciaco Tribunaletan; hor-taracotz, Justiciac ez du guehiago trabatua behar içan, ez evocacio-neac deithcen diren, faltadunac haren escuetaric kentcen tuzten, moyonez, ez eta ere comisione particularrac erraiten dioten, Tri-bunalez, ceinac maicenic ez baitire cerbitçatcen criminelen salbatce-co, edo malhurusquiago oraino innocenten galtceco baicen.

Erresumari bihurtcecotz, edo emaitecotz Erregueren sujet ba-khotchari bere libertatea eta bere onthasunac beguiratu behar dire diozcon constitucione ecin asqui preçatu hori, eta horren seculacotz seguratceco, Estatu-generaletaco Asambladan behar dire içan sume-tituac, Asamblada guciac gobernatu behar dituen dretchu commu-neco principoari; eta hortaracotz Estatu-generaletan opinioneac behar dire hartu buruca eta ez ordenaca.

Franciaco constitucioneac, behin hola establituz gueroz guber-namendu legitimo gucién fundament horien gainean, eguinen tu bere baitaric, administracioneco chehetasunean, Nacionearen intres generalac, justiciaren eta humanitatearen dretchu ecin seculan ahantciec, galdeguinen diotçoten erreforma guciac.

Gure Colonietaco habitantei cilhegui içanen çayote, bere ethor-quia atheratcen duten Erresumaco Estatu-generaletarat Deputatuen egortcea. [9].

Gure Colonietan ezeztatua içanen da Moroén esclabotasuna.

Hautsiac içanen dire itsasoco eta leihorreco armadetan Aitoren-semei choilqui lehenbico herruncac emaiten diotçaten legueac.

Annatac deithcen dire Apezpicuec eta Abadec Aita-sainduari pagatcen diot oten dretchuac. Içanen dire dretchu hec khenduaç,

données par nos Evêques dans leurs diocèses respectifs, et notre argent n'achètera plus à Rome toutes ces choses qui doivent se donner.

Ces maximes fondamentales de la constitution de l'Etat, et ces réformes dans son administration, une fois consacrées par l'adhésion des Représentans de la Nation, et du Souverain, l'objet public dont s'occupera ensuite la Nation, sera sans doute celui des dépenses nécessaires à l'entretien de la force publique, qui doit maintenir l'ordre dans l'Etat, et faire respecter sa puissance au dehors.

L'Impôt.

Le désordre des finances du Royaume est-il tel, que, pour préserver la Nation de l'opprobre d'une banqueroute, et pour subvenir aux dépenses nécessaires du Gouvernement, il faille, à la masse énorme des impôts déjà établis, en ajouter d'autres? [10].

Ne seroit-il pas possible d'atteindre ce double but en substituant aux impôts établis, d'autres subsides d'une perception plus facile et moins dispendieuse, en les répartissant également sur tous les Sujets du Roi indistinctement, en simplifiant leur régie, en modérant les bénéfices des principaux Agents du Fisc, en diminuant leur nombre et celui de tous leurs Agens en sous-ordre, en les supprimant même tous, en faisant subir aux dépenses de l'Etat, jusqu'ici estimées nécessaires, toutes les réductions qu'y exigeroient peut-être leur juste comptabilité avec l'honneur du trône, la puissance de l'Etat au-dedans et au dehors, et le bonheur du peuple, le premier vœu d'un Souverain chéri?

Sur tout cela, les Députés du Tiers-état du Labourt devront entendre les instructions que le Souverain fera donner à la Nation par son Ministre des finances.

Les vertus et les lumières connues de ce Ministre assurent d'avance le Tiers-état du Labourt, que la Nation pourra livrer sa confiance à ces instructions; qu'elles lui présenteront un tableau fidèle de l'état de ses finances; qu'on ne lui demandera pas de nouveaux subsides, si l'Etat peut absolument s'en passer; que, si

ceren Erresumatic camporat goanarazten baidituzte Erresumarentzat premiazco den diru porcione handi bat.

Ezcontcetaco dispensac, Errotorien eta bertce beneficio edo prebenden batec bertce baten bururat iraganarazteco, eta holaco titulu guciac iñanen dire emanac Aphezpicuez, bakhotchac bere diocezetan; eta manera hortaz gure diruac ez ditu guehiago erosico Erroman dohainic eman behhar diren gauçac.

Erresumaco lehenbico maxima principal horiec, eta administracioneco erreforma horiec, Estatu-generaletaco Deputatuez eta Soberanoac eçagutuac, eta fincatuac iñanen diren ondoan, guero Nacionea ocupatuco den objet publicoa iñanen da, dudaric gabe, Erresuman berean mantenitu behar duen ordenaren eta campoan errespetaraci behar duen botherearen indarraren entretenimenduac ekharrico dituen gastu çucenac.

Imposac

Hain desordena handia othe da bada Erresumaco tresoretan, non Nacionea bancarrot baten ahalqueria eta itsusitasunetic guibelatcecotz, gobernamentuac gastu baitezpadacoei ohore eguiteco, yadan emanac diren imposicionen nombre icigarriari behar baitçaizco oraino bertce cembait iratchiqui? [11].

Ecín libra othe litake bi herstura horietaric Nacionea, yadan pausatua diren imosen orde, emaiten litequelaric bertce cembait, ceinen biltzea errech-agoa eta gutiago gastosa bailiteque, partitcen leitezquelaric impos berri hec igualqui eta berechtasunic gabe Erregueren sujet gucién artean, heyen erabilceco moduac simpleago bihurturic? Ez othe leitaque libra bi herstura horietaric, heyen bilçaille lehenbicoen irabaciac gutituric, bilçaille heyen nombrea bera eta heyen azpicoena chumeturic, edo oraino bilçaille horiec guciac khenduric, orai arteraino baitezpadacoac iduquiac iñan diren Erresumaco gastuei, thronuaren ohorearequin, Erresumac barnean eta campoan beharduen botherea eta populuaren çorionarequin, ceina baita Soberanoric maitenaren botu principal, antola litezquen gutimendu guciac eguinez?

Gauça horien gucién gainean Laphurdico Heren-estatuco Deputatuec aditu beharco tuzte Erreguec bere tressoreco Ministroas eman aracico diotçoten arguitasunac.

Ministro horren berthutec eta eçagutça bereciac seguraten dute aiticinetic Laphurdico Heren-estatua, confidentiaric handienarequin Nacionea libra ahal ditequela Ministro hunec emanen diotçan iraçats penei. Instruccion heyec presentatuco diotela Erresumaco tresoren estatu leihal bat, ez diotela impos berriric galdeguinen, baldin niholere impos berriric gabe passa baditeque, eta oraino

même on a pu trouver des moyens pour alléger le poids des impôts actuels, on tiendra à honneur et gloire de les indiquer et de les faire adopter à la Nation assemblée; mais si des états bien vérifiés y démontreraient la nécessité d'établir de nouveaux impôts pour les engagements de l'Etat et ses besoins indispensables, alors sans doute les Députés du Tiers-état de toutes les autres provinces du Royaume voteront pour y souscrire; l'on ne peut guère en douter d'après les sentiments patriotiques qu'elles ont déjà manifestés à cet égard; et alors le Tiers-état du Labourt auroit trop à souffrir [12] de faire exprimer par ses Députés des vœux contraires dans l'assemblée de la Nation. Ils s'uniront donc dans ce cas au vœu général de la Nation: mais ils ne devront pas rougir de solliciter des ménagemens dans la répartition, en faveur de la pauvreté de leur Pays. Ils représenteront que le sol y est montueux, ingrat, stérile et long-tems rebelle aux efforts les plus opiniâtres et les plus dispendieux de la culture; qu'aussi beaucoup de terrains y restent en friche de tous les tems; que d'ailleurs la province, comme pays frontière, entretient un corps de milice permanent de mille hommes, dont son Bailli d'épée est le Colonel-né, et qui dans le tems de guerre, est prêt à suppléer les garnisons militaires à Bayonne, et dans les autres postes du Pays où le Gouvernement peut le croire utile: que par toutes ces considérations, le contingent du Pays aux subsides de l'Etat était resté borné jusques vers le milieu du dernier siècle, à un abonnement de 253 liv., appelé de subvention; que depuis, son abonnement a été porté, en y comprenant l'ancien, à plus de 60000 liv.; et qu'un accroissement de cet impôt, pour peu qu'il s'y rendit sensible, pourroit forcer ses habitans aux émigrations, et amener la ruine entière de cette contrée limitrophe de l'Espagne [14].

Vraisemblablement ce sera au moment où s'entamera cette délibération sur les subsides de l'Etat, que les Représentans de la Nation réclameront le renouvellement et la confirmation de ce principe tutélaire de la propriété, auquel la justice souveraine du roi a elle-même rendu hommage dans ces derniers tems; qu'aucun impôt ne puisse désormais s'établir dans le Royaume, que de l'aveu de la Nation assemblée.

Ce sera aussi dans cette partie des délibérations de la Nation assemblée, que les Députés qui la représenteront demanderont que cette loi, si digne du trône, que s'est déjà imposée le Souverain,

baldin aurkhitu bada cembait moyen yadan establituac diren carga handien arintceco, ohore eta gloria handitçat atchiquico dela heyen propotsatcea eta Nacioneari emaita. Bainan attentционерic handienarequin examinaturicaco estatuec, ecin dudatu guisa aguertcen badute Erresumaco engayamenduei, eta haren baitezpadaco beharrei ohore eguiteco behar direla cembait impos berri eman, orduan, dudaric gabe, Erresumaco provincietaco Heren-estatuco Deputatu guciec, laudatuco dute, yadan eçagutcerat eman tuzten sentimendu [13] ohoragarrien arabera; laudatuco dute, diogu cembait impos berriren establimentua, eta orduan Laphurdico Heren-estatuac sopra pena luque, Estatu-generaletan bere Deputatuez botu contrarioric eguitea. Casu hortan beraz, bat eguinen dire Laphurdico Heren-estatuco Deputatuac, Nacionearen botu generalarequin; bainan ez dute orduan oraino ahalqueric behar içan herri pobre hauquien favoretan galdetceco gutimendu eta urricalmendu cembait; impos hequetan erorico çayoten partean errepresentatuco dute, Laphurdi herri mendiz bethe bat dela, Laphurdico lurrac idorrac, agorrac eta dembora lucez travailluric borthitcenei eta kharioenei ukho eguiten diotenac direla: arraçoin horien ariaz bethidanic lurric guehienac larre daudecela: bertce alde Laphurdic, frontera den beçala, entretenitcen duela bethi prest den milla guiçonezco erregimendu bat, ceinaren Colonel edo buruçagui baita bere Justiciaco ezpatazco Baillif-handia, eta ceina guerla demboretan eta lehenbicico ordenan, partitcen baita Bayonarat, edo gobernamentuac necesario aurkhitcen duen Laphurdico bertce cembait lekhutarat, heyetan soldaduen cerbitçu bera eguiterat; consideracione horien gucien ariaz Laphurdic pagatcen cituen imposicionen parte, egon dela azquen mendearen erditaraino, subvencionea deithcen den berrehun eta berrhogoy eta hamabirur liberaco abonamendu edo punchamendu baten oinean; gueroztic haren abonamentuac igan direla lehenecoarequin batean hirur-hogoy milla libera baino gorago, eta orai, denmendrena sentiaraz litequen impos horren emendacionec hertcha letçaquela Laphurtarrac Erresumaren uzterat, eta aria hortaz eguin leçaquetela Espainiaren hausso diren herri hauquien çorigaitz osoa.

Imposen deliberacionea hasten den demboran, galdeguinen [15] dute, dudaric gabe, Nacioneco Deputatuec confirmatua eta erreberritua içan dadin, onthasun guciac beguiratu behar tuen, eta Erreguec berac azquen dembora hautan eçagutu eta aithortu duen principioa, ceina baita, hemendic harat ez dela Erresuman imposic establituco Nacione guciaren laudamentuarequin baicen.

Deliberacione hori hartcen duten dembora berean oraino galdeguinen dute Nacionearen Deputatuec, Erreguec bere buruari eman dioen eta thronuari hambat ohore eguiten dioen legue hura,

de faire vérifier chaque année les comptes de finances du Royaume, et de publier par la voie de l'impression, les résultats de ces vérifications; devienne encore, pour l'avenir, l'une des lois fondamentales de la constitution. Les Députés du Tiers-état du Labourt s'uniront à ces demandes si intéressantes des autres Représentans de la Nation.

Administration de la Justice.

La position du Pays de Labourt ne permet guère peut-être à ses habitans de juger, si parmi les Parlemens du Royaume, autres que celui dont il dépend, il s'en trouve quelques-uns, dont les ressorts sont trop étendus, et exigeroient des demembrements, pour une expédition plus facile, plus active et moins dispendieuse des causes d'appel.

Cependant l'inconvénient de la distance où se trouvent les Cours souveraines d'appel de quelques-unes des contrées de leur ressort, ne peut-il pas être modéré par des moyens moins extraordinaires et moins dangereux que celui du démembrement de leurs territoires, qui tendroit à donner à leurs justiciables actuels de nouveaux Magistrats, en qui ils ne pourroient avoir la même confiance que [16] dans les anciens, et qui selon toutes les apparences, ne pourroient la mériter de long-tems?

Que désormais tous les procès civils se portent en première instance devant les Bailliages et les Sénéchaussées, et que les appels de leurs jugemens, dans les causes reconnues assez importantes pour devoir en être susceptibles, se portent directement aux Cours du Parlement, d'où ils ressortissent.

Ce sera supprimer du même coup ces distinctions, déshonorantes peut-être pour la justice, que l'Edit de Crémieu avoit établies entre les causes civiles des Nobles et celles des autres Sujets du Roi.

Que sans faire changer de nom aux Bailliages et aux Sénéchaussées, les jugemens qu'ils rendront dans les constatations civiles purement pécuniaires, soient rendus souverains, toutes les fois que l'objet de la discussion n'excédera pas une certaine somme, et que dans chacun de ces Tribunaux la quotité de cette somme soit fixée eu égard aux ressources plus ou moins étendues du pays pour le numéraire.

On n'ose tracer le même plan pour les contestations civiles qui rouleroit sur des propriétés immobilières, parce qu'il faudroit en assujettir l'objet à des estimations préalables qui compliqueroient la procédure, et que d'ailleurs ces sortes de choses ont un prix d'affection, qui peut s'accroître encore par le litige même, et qui échappe presque toujours aux estimations.

ceinetaz Soberanoac aguindu baitu urthe guciez, urthe bakhotchefaco Erresumaco tresereco contu generala verificatua iñanen dela, eta publicatua impresionearen bidez, iñan dadin oraino guerocotz constitucionezco legue principaleneticaric bat. Laphurdico Heren-estatuco Deputatuac bat eguinen dire galde intresant horietan Erresumaco bertce Deputatuequin.

Justiciaren Administracionea.

Laphurdiren posicionerac ez diote hainitz permetitcen Laphurtarrei yaquitea eya, ez bera dependitcen den Parlamentean, bainan bertce Erresumaco Parlamenten artean othe den cembeit ceinen hedadura sobratuec galde baileçaquete iñan ditecen-partituac, appelletaco haucien juyamendua erechteco, lasterragoa eta gutiagocostaco dena içateco.

Bizquitartean appelletaco Justicia soberanoetan heyen urruntasunetic populuari heldu çazcon bidegabeac, ez othe litezque guti bederen heyen partitceco moyen danyeros eta borthitcegui hori hartu gabe? Ecen moyen horrec eman liotçoque populuari Yuyeberric batçuec, ceinetan ez bailuquete, eta ceinec ez baileçaquete mereci dembora lucez bere lehenagoco Yuyetan çuten [17] confidentcia.

Hemendic harat civileco, erran nahi da criminelari behatcen ez çazcon hauci guciac iñan ditecen eramanac lehenic Bailliage eta Sennechaletarat; heyen yuyamenduen appellac, hortacotz asqui importantac eçagutuac iñanen diren eguitecoetan, iñan ditecen chuchenqui deithuac Yusticia horiec dependitcen diren Parlamentetarat.

Colpe hortaz beraz hautsiac iñanen dire Aitoren-semen eta Erregueren bertce suyeten artean, Cremieu deithcen den hirian emanicaco legueac eçarri tuen, eta Yusticia bera, behar bada desohoratcen duten, berechtasunac.

Bailliagei eta Sennechalei icenic gambiaraci gabe, diruaz eta diru suma suerte batez baicin questione iñanen ez den haucietan, Yusticia horietaco yuyamenduac iñan ditecen soberanoac, erran nahi da appelletarat suyet iñanen ez direnac, eta suma suerte aiphatu dugun hura iñan dadin fixatua Tribunal heyeticaric bakhotchetan heyen eremuen eta aberastasunen arabera.

Ez gare ausartatcen onthasunen gainean iñanen diren haucientcat gauça beraren proposatcerat, ceren hauci horietaco objectac suyet baitire, Yusticiaren martcha gaitçagoa errendatcen duten estimacionetarat, eta bertce-alde oraino ceren onthasunec baitute bere yaben aldetic amudiozco precio bat, ceina maiz hauciac berac handiagoc bilhatatcen baitu, eta ceina casic bethi içur bailaquiouete estimatçailen beguiei.

Que les Tribunaux même des Bailliages et des Sénéchaussées soient fermés à toutes les petites contestations pécuniaires qui n'excéderont pas une somme de 12 liv. ou même le double de cette somme; que ces modiques différends soient renvoyés aux [18] Officiers municipaux des lieux, et qu'ils soient autorisés à les juger définitivement, par manière de police, sans forme ni figure de procès.

Mais qu'on rende en même-tems aux Bailliages et Sénéchaussées les matières des eaux et forêts qu'on leur a enlevées, pour créer ces Tribunaux du même nom, dont l'inutilité et la surcharge pesent depuis trop long-tems sur la Nation.

Qu'on leur rende encore les causes contentieuses des Communautés et des Paroisses, qui se portent devant les Intendans.

Que dans les matières criminelles même, les Bailliages et les Sénéchaussées soient chargés en première instance de leur jugement; et qu'après les premières informations faites, les Juges des lieux soient tenus de les leur envoyer avec les plaintes. Il y a trop long-tems qu'on reconnoit que l'innocence est trop exposée dans ces petites juridictions, à y laisser achever ces sortes de procédures, et que le crime y trouve trop de ressources pour l'impunité.

Que dans ces affaires du petit-criminel, qui naissent des injures, des rixes, les Bailliages et les Sénéchaussées puissent sans règlement à l'extraordinaire, prononcer des dommages et intérêts jusqu'à concurrence de 100 liv., et que leurs jugemens, lorsque la peine pécuniaire n'excédera pas cette somme, et qu'ils ne tendront d'ailleurs qu'à des réparations civiles, restent définitifs.

Par ces légers changemens de l'ordre de procéder en première instance, dans les matières civiles y criminelles, par ces médiocres [20] accroissemens de la juridiction des Bailliages et des Sénéchaussées dans les affaires de l'un et l'autre genre, l'autorité publique prémunira l'homme, autant que cela lui est permis peut-être, contre la triste manie du litige; la plupart des procès se termineront dans les Tribunaux des contrées où ils auront pris naissance; les Tribunaux souverains n'auront plus à juger des appels que pour des affaires d'une importance digne de cette réclamation extraordinaire; et leur distance de quelques-unes des contrées de leur ressort deviendra encore, dans ces causes même, un frein utile contre la licence des appellations.

Les réformes que la Nation paroît desirer depuis longtems

Hamabi libera edo oraino suma horren doblea iragaten ez duten diruzco hauciei, ičan ditecen Bailliageac eta Sennechalac çarratuac; eta ičan ditecen hauci horiec egorriac herri bakhotchetaco cargudunei, ceinec yuyatuco baitituzte appellíc gabe, poliçaco eguítcoen [19] maneran, haucitaco formariç gabe.

Bainan dembora berean bihur diotçotela Bailliagei eta Sennechalei, bortchaz eraman diotçoten arriberen eta oihanen ariaz formatcen diren hauciac, deseguiten direlarican *eaux* eta *foretetaco* deithcen diren Tribunalac, ceinen carga inutilac dembora luceguiz lehertcen baitu Nacionea.

Bihur diotçotela oraino Intendencietarat eramaten diren herrien beren haucitaco eguítcoac.

Hauci crimineletan ere Bailliageac eta Sennechalac choilqui ičan ditecen cargatuac lehenbico yuyamenduez, eta lehenbico informacioeneac eguin ondoan, Yuye particular guciac ičan ditecen obligatuac Bailliagei eta Sennechalei informacione heyen egorçerat, errecibitu tuzten plaintequin. Sobra dembora da eçagutua ičan dela Yusticia chume horietan maicegui, accusatuac direnen innocentciac galdetcen duela ez ditecen heyetan akhaba hauci horiec, eta criminelec sobra ihez lekhu atcematen dutela heyetan ez gaztigatuac içateco.

Iharduquitcetaric, escatimetaric, eta arnoac edo colerac erranarazten dituen ahapaldi gaichtotaric, eta colpe danyeros ez direnetaric sortcen diren criminelchumeco deithcen diren haucietan, Bailliageac eta Sennechalac ičan ditecen autorisatuac, erregelamendu extraordinario deithcen den forma lucea eta gastosa empletatu gabe heyen yuyatcerat, ordenatuco dituen domaya eta intresen yuyamenduac ehun libera pasatcen ez dituenean, eta suma hori pasatuco ez duten eta erreparacione civilac baicen manatuco ez duten yuyamenduac, ičan ditecen Tribunal horietan soberanoac.

Eguítco criminel ez direnetan, lehenbico Tribunaleta haucientçat seguitu behar den ordenan eguinen diren gambiantça chume [21] horiez, Bailliagei eta Sennechalei emanen çaiçcoten emendacione aphur horiez, leguec, cilhegui çaioten baçain batean bederen, guibelatuco tuzte guiçonac haucitaco gustu çorigaitcecotíc, haucitac guehienac akhabatuco dire hasico diren lekhu beretan. Parlamentac eta bertce Yusticia soberanoac ez dire guehiago ocupatuac ičanen appelletaco dretchu extraordenarioa mereci duten eguítco handien yuyatcen baicic, eta orduan oraino, Yusticia soberanoen urruntasuna ičanen da arraçoín bat appellíc ez arinqui eguítco.

Nacione guciac aspaldi-danic galdetcen tuen erreformac, legue

dans la législation civile et criminelle, pourront sans doute, une fois effectuées, remplir encore mieux les vœux d'un Gouvernement bienfaisant pour l'administration de l'une et l'autre Justice.

Mais, pour achever ce grand ouvrage, ce ne sera pas trop vraisemblablement de l'intervalle qui séparera la prochaine Assemblée de la Nation de celle qui suivra; et en attendant, ne pourroit-on pas, dans les Etats-généraux qui vont se convoquer, faire subir à notre code criminel quelques réformes partielles, qui peut-être intéressent d'une manière urgente l'innocence des accusés, victimes de l'erreur ou de la calomnie, et l'honneur de la Justice?

Ne pourroit-on pas faire disparaître des actes de l'instruction criminelle, cette clandestinité trop dangereuse qu'on y exige à l'égard des accusés, et qui ne s'observe qu'à l'égard des accusés pauvres?

Ne pourroit-on pas bannir de l'ordre judiciaire que l'on suit maintenant au criminel, cette distinction trop répugnante à la raison, entre les faits appelés **péremptoires**, et les faits justificatifs; les établir également proposables et susceptibles de preuve de la part ^[22] des accusés en tout état de cause, et les affranchir encore d'une partie au moins des gênes auxquelles on assujettit les accusés pour la production des témoins par lesquels ils pourront les prouver?

Ne pourroit-on pas faire cesser ce privilège étrange qui semble outrager la Justice en faveur des Prêtres et des Nobles, en leur attribuant la faculté arbitraire de faire juger leurs causes criminelles aux Parlements, par la Tournelle seulement, ou par la Tournelle et la Grand-chambre réunies?

Ne pourroit-on pas supprimer les distinctions qu'amènent certains crimes, pour les peines publiques à décerner contre les Nobles ou contre les Roturiers qui s'en rendent coupables?

Enfin ne pourroit-on pas du titre des **Récusations**, commun aux procédures civiles et criminelles, supprimer certaines dispositions, qui, pour honorer excessivement la dignité du Magistrat, deviennent trop favorables à ses passions, comme homme?

Demandes particulières du Tiers-état du Labourt.

1.° Par rapport à l'Administration de la Justice dans son Pays, le Tiers-état demandera qu'en même-tems qu'on maintienne sa

criminel eta criminel ez direnetan eguiten direnean, hobequi complituac iñanen dire gobernamentu, populuaren ona baicic nahi ez duenac eguiten tuen botuac, yusticiaren administracionearen gainean.

Bainan obra handi horren eguiteco, ez da sobra iñanen, dudaric gabe, bigarren Estatu-generalac lehenbico hautaric separatuco dituen dembora gucia; eta bizquitartean ez othe liteque posible oraino Estatu-general hauquietan cembait gambiantça eguita, gure legue criminelecotan ez ditecen, accusatu innocentac iñan calomniaren eta sobra maiz enganacor diren iduripenen victima doha-cabeac?

Ez othe liteque posible crimineleco haucitaric khentcea accusatuen, bainan accusatu aberatsac ez direnen alderat baicen begirartcen ez den ichiltasun, ilhunbetasun eta gordetce sobra danyeros hura?

Ez othe liteque posible hauci criminelecoen yuyatceco ordentatc apartatcea, arraçoin naturalaren contra dohan **peremptoriac** deithcen diren, erran nahi da, batere dudaric gabecoac, eta bertce yustificacionezco articulu en artean aurkhitçen den distincionea? [23]. Ez othe liteque posible ordenatcea bi froga suerte horiec iñanditezuela galdetuac eta eguinac accusatuen aldetic, haucia perseguic den cein nahi demboretan? Ez othe liteque posible oraino accusatuei errechtea bere innocentciaren frogatceco presentatu behar tuzten lekhucoen adiarazteco tuzten trabac?

Ez othe liteque posible suntsitcea Aphecen eta Aitoren-remen favoretan, yusticia bera insultatcen duen privilegio harrigari hura, ceinac Aphecei eta Aitoren-remei emaiten baitiote hautu, heyenganic choilqui dependitcen dena, Parlamenteco gambara handiaz edo gambara hartaz Turneilaco deitcen den Gambararequin yuntaturic, bere hauci criminenen, yuyarazteco?

Ez othe liteque posible hautstea Aitoren-remei eta gaineraco bertce Erregueren Suyetei crima batçuen condemnamenduac emaiten diotçoten punicionen differentcia?

Finean ez othe liteque posible eguiteco criminel eta criminel ez direnetan, Yuyen apartatceco titulutic khentcea cembeit articulu, ceinec Yuyen dignitatea hainitz sobra ohoratcen dutelaric, heyen pasionei, guiçon flaco beçala, abantail handieguiac emaiten baitiozcate?

Laphurdico Heren-estatuaren galde bereci eta particularrac

1.^a Bere herrietan Yusticiaren partitcearen gainean, Heren-estatuac galdeguinen du, Laphurdi, Bordeleco Parlamentaren

contrée dans le ressort du Parlement de Bordeaux, ses causes d'appel y soient néanmoins expédiées sans aucune acception de personnes, selon le rang de date où elles arriveront; et que pour assurer cet ordre de leur expédition, le Gouvernement veuille [24] prendre des mesures rigoureuses, et s'il se peut, incorruptibles.

Qu'en matière civile, les jugements de son Bailliage, dans les contestations pécuniaires, dont l'objet principal n'excèdera par la somme de 300 liv., restent définitifs, et que la voie de l'appel soit fermée contre ces jugements.

Que dans les affaires du petit-criminel, son Bailliage puisse sans règlement à l'extraordinaire, prononcer des dommages et intérêts jusqu'à concurrence de 100 liv., et que les Jugements qui n'excéderont pas cette peine pécuniaire, et qui d'ailleurs n'ordonneront que des réparations civiles, restent également définitifs et non sujets à l'appel.

Que les appels des autres jugemens qui s'y rendront en matière civile et criminelle, se portent directement au Parlement de Bordeaux; qu'en réintégrant son Bailliage dans l'intégrité de sa primitive juridiction, on lui rende la partie des cas royaux dont on l'a privé; et qu'on lui restitue les trois Paroisses de Bardos, de Guiche et d'Urt, démembrées autrefois de son territoire pour les unir à la Sénéchaussée ducale de Cames.

L'Assemblée-générale des Basques-François n'a pu céder, sur ce point, aux représentations contraires des Députés particuliers de ces trois Paroisses; parce que leur attachement pour la maison de Gramont a pu seul les leur suggérer, et que le Pays de Labourt, en partageant avec eux le même sentiment pour cette maison respectable, y trouve un motif de plus d'espérer que la justice toujours généreuse des Gramont appuiera elle-même, s'il le faut, cette demande si intéressante pour les Basques-François.

Que les procès en règle soient interdits dans le Pays pour des [26] contestations purement pécuniaires qui n'excéderont pas la somme de 12 liv., et que ces modiques différends soient renvoyés aux Officiers-municipaux des lieux, pour le régler définitivement, par manière de police, sans forme ni figure de procès.

Que les lois contre le vagabondage soient renouvelées, confirmées et publiées, et qu'il soit enjoint au Tribunaux de tenir une main rigoureuse à leur exécution.

2.° Par rapport à la manière de contribuer aux impôts, et de se régler entr'eux pour l'administration intérieure de leurs Commun-

soberanotasunaren azpian bethi uzten delaric, haren Bailliageco apellac ičan ditecen Parlament hartan yuyatuac, harat egorriac ičanen diren herruncan, nihoren favoretan herrunca hura hautsi gabe; eta ordena horren seguratceco, Gobernamenduac hardetčan [25] moyenic segurenac, eta ahal bada, gambia ez ditezquenac.

Criminelac ez diren, diruzco, hirur ehun libera baino guehiago-tarat iganen ez diren hauciac, ičan ditecen bere Bailliagean arras yuyatuac, eta yuyamendu suerte horientçat ez dadin ičan appellac.

Criminel-chumeco deithcen diren eguitecoetan haren Bailliageac ordena deçan, Erreguelamendu extraordenarioric gabe, ehun liberetarainoco domaye eta intresac, eta yuyamendu suerte horiec, erreparacione civiloric baicen bertcealde manatcen ez dutenean, ičan ditecen soberanoac eta appelletarat suyet ičanen ez direnac.

Bertce crimineleco eta criminel ez direneco Bailliageco yuyamendu suerte guciac, ičan ditecen chuchenqui Bordeleco Parla-menterat eramanaç; bere lehenagoco yusticia osoa Laphurdico Bailliageari bihurtcen çayoetaric; eman dioçoten *casu royalac* daritcoten altchatu-çayoen partea, eta itçul diotçoten lehenago haren yusticiaren azpitic khenduric, Camesco Sennechalari iratchi-qui diotçoten Bardotceco, Guicheco eta Ahurtico hirur herriac.

Laphurdico Escaldun-Francesen Bilçar-general a ecin erori da, pontu horren gainean, aiphatu diren hirur herri horietaco Deputa-tuec eguin diotçoten errerepresentacione contrarioetarat; ceren errerepresentacione hec eguin baitituzte choilqui Gramonen etchea-rentcat duten amudioaren ariaz, eta ceren Laphurdi gucia heyequin partale den-arren etche errespetagarri horrentçat duten amudioan, sentimendu hortan berean aurkhitcen baitute motibo bat guehiago, esperantça içateco Gramontarren çuentasun generosac berac, sustengatuco duela Escaldun-Francesentçat hain intresanta den galde hori.

Hamabi liberaz gorago iganen ez diren hauciac ičan ditecen [27] debecatuac Laphurdin, eta objet chume horiec ičan ditecen cargu-dunez, poliçaco maneran yuyatuac.

Suric eta egoitçaric gabeco, curri eta esque dabilçan yenden contra eguinac ičan diren legueac, ičan ditecen erreberrituac eta publicatuac, eta oraino ordenatua ičan dadin Yusticietaco Tribunalei çorrotzqui heyen executatcea.

2.^a Imposen partitcearen eta bere herrietaco Administra-cionearen molden gainean, Laphurdico Heren-estatuac galdeguinen

autés respectives, les habitans du Tiers-état du Labourt demanderont qu'on leur conserve la constitution particulière que leur assignent les arrêts du Conseil du 3 juin 1660, du 10 fevrier 1688, du 17 juillet 1769, et du 1 mai 1772. Ils se trouvent assez bien de ce régime; ils craindroient d'en changer.

Si les vœux qui se font entendre dans la Nation pour la suppression des Intendans étoient remplis, ce régime dans lequel les Basques du Tiers-état demandent à être maintenus, n'en deviendrait vraisemblablement que plus avantageux pour leur contrée. Mais si les Intendans conservés devoient continuer d'y avoir l'inspection qu'on leur a reconnue jusqu'à présent, les Basques du Tiers-état demanderoient que, dans ce cas, on leur donnât pour Subdélégué un Basque qui résidât dans le Labourt, qui entendit leur langue, et qui pût avoir pour leurs intérêts communs, ce zèle d'affection que n'affoiblissent point des intérêts personnels opposés.

Après même ces réformes adoptées et sanctionnées par le Gouvernement, peut-être faudroit-il d'autres moyens encore pour encourager l'agriculture dans un pays où la stérilité des terres est ^[28] telle qu'à peine elles rendent les tiers des grains nécessaires aux besoins du pays. Des loix récentes ont accordé en général aux défrichemens des terres incultes, des exemptions d'impôt et de dîme plus ou moins longues; il seroit de la justice et de l'intérêt du Gouvernement, que ces exemptions fussent prolongées pour le Pays Basque, et qu'à l'époque où elles cesseroient, les terres défrichées ne payassent la dîme qu'au 50^{me} des fruits.

3.° Par rapport à leur Coutume locale, en prévoyant que la réforme de quelques-unes de ses dispositions pourroit ranimer dans leur Pays l'activité de l'industrie, et favoriser les progrès de l'agriculture, les Basques-François pensent néanmoins que le plan de cette réforme doit être concerté avec beaucoup de réflexion; et tout ce qu'ils croient pouvoir, à cet égard, demander maintenant au Gouvernement, c'est qu'il leur soit permis de former dans le Pays un Comité d'hommes sages et instruits, pour travailler au plan de cette réforme, et lui obtenir la sanction du Gouvernement, s'il est adopté par la majorité des Paroisses du Pays.

4.° Les Députés des Basques-François dénonceront à la Nation Assemblée, les recherches vexatoires auxquelles se trouvent journellement exposés, de la part des Agens du Fisc, les habitans des Paroisses de leur Pays situés entre la Nive et l'Adour; ils seront chargés d'un mémoire qui les détaillera et dont le tableau suffira

du ičan daitecen mantenituac erearoren hirurean 1660^{ean}, otsaillaren hamarrean 1688^{ean}, uztaillaren hamaçazpian 1769^{ean}, eta mayatcarean lehenean 1772^{ean}, Erregueren Conseilluan eman ičan diren arrestec, beguiratu dioten constitucione particularrean. Ungui aurkhitcen dire tratamendu hortaz; eta beldur luquete gambiantça caltecor luqueten.

Nacionearen artean adiarazten diren botuac Intendentzien borhatceco; betheac balire, Heren-estatuco Escaldun-Francesec, mantenitua ičan dadin galdetcen duten bere constitucione particularra, abantailosago baicic ez liteque ičan Laphurdirentçat. Bainan Intendentac iduquitcen badire bere empleguetan, Heren-estatuco Escaldun-Francesec galdeguinen dute eman dioçoten Subdeleguetçat Escaldun bat, Laphurdin dagoena, escara aditcen duena, bere intres propioec Laphurtarrentçat behar duen amudioa flacatuco ez dioten bat.

Erreforma horiec guciac, Gobernamentuac errecebitu eta manatu ondoan, behar da oraino galdeguin cembeit laguntça laborantçaren favoretan. Galde hori hambatenaz yustuagoa ičanen da [29] non Laphurdico lurren agortasunaren ariaz, ez baitiote Laphurdico lurrec emaiten bere habitantei premia duten bihiaren herena. Berriro eguinicaco legue batçuec lur berriac dispensatu tuzte detchimetaric eta impositaric dembora suerte batentçat. Gobernamentuaren justiciac eta intresac berac galdetcen du impositaric eta detchimetaric lur berriac dispensatcen tuen leguea, ičan dadin Laphurdirentçat ephe luceago batentçat establitua, eta oraino lur berriac, ephe luçatu behar den hori iragan ondoan-ere, ez ditecen ičan sumetituac hamargarrenaren orde berrogoi eta hamargarrena baicic pagatcerat.

3.^a Iduritcen delaric Laphurdico costumaren cembeit articuluren erreformac bitch eta susta leçaquela industria edo antcea, eta emendaraz laborantça, Escaldun-Francesec uste dute bizquitartean erreforma horiec erreflexioneric handienequin eguitecoac direla; eta orai objet hunen gainean galde deçaqueten gucia da, Laphurdin ičan dadin formatua Laphurtar prestu eta arguitu batçuec deputacione bat, ceinac erreforma horiec eguin ondoan egorrico baitituzte herri bakhotchatarat, eta ceinen laudamena galdeguinen baitiote Gobernamentuari, baldin herriac content badire erreforma heyetaz, eta ez bertcela.

4.^a Laphurtar Escaldun-Francesen Deputatuec declaratuco diote Nacioneari, cembat ecin jasaneco traba eta inyusticia egun guciez eguiten dioten goardec, bi arriberen artean daudecén Laphurtarrei; cargatuac ičanen dire memorio particular batez objet horren gainean, eta asqui ičanen da, dudaric gabe, Nacioneari eta Sobera-

pour intéresser la Nation et le Souverain à en arrêter le cours.

Ils dénonceront encore les concussions que les Agens du Fisc entreprennent d'exercer sur le Pays, en exigeant sur les cuirs et le fer ouvrés dans les manufactures des mêmes Paroisses, ainsi que ^[30] pour les insinuations des donations entrevifs, des droits que la Province a déjà payés par son abonnement pour les impôts de tous les genres.

Ils dénonceront l'atteinte que le Fisc a entrepris de porter dans ces derniers tems à l'allodialité de tous les tems reconnue de la Province.

5.° Ils demanderont pour la partie maritime du Pays, et pour la Nation, intéressée à conserver ses meilleurs matelots, que pour l'encouragement de la pêche de la Morue, il soit fait des réglemens fixes, auxquels soient assujettis les armateurs et les matelots, relativement aux avances que les derniers reçoivent à leur départ.

Qu'il soit accordé des primes pour ces expéditions maritimes;
Que les Morues de la pêche nationale circulent librement dans le Royaume, en exemption de tous droits, même des droits d'octroi des villes;

Qu'enfin l'entrée du Royaume soit fermée aux Morues de pêche étrangère.

6.° Ils demanderont que le Gouvernement fasse reconstruire le pont de Saint Jean-de-Luz, qui menace une ruine prochaine; qu'il rembourse à la Paroisse de Cambo les frais d'un pont de pierre déjà commencé sur la partie de la Nive qui la traverse, et qu'en même tems il fasse construire deux autres ponts de pierre, l'un sur la Nive ^[32] encore à Itxassou, l'autre sur l'Adour, à prendre d'Urt vers le bord opposé.

On demande ces dépenses au Gouvernement, parce qu'elles ne seront pas considérables, et qu'elles son nécessaires, non seulement au commerce du Pays avec les Provinces voisines, mais encore à la Nation pour les passages des troupes.

7.° La ville de Saint-Jean-de-Luz n'est défendue contre les ravages de la mer qui a déjà emporté plusieurs de ses maisons, que par une estacade en bois. La justice et l'humanité réclament du Gouvernement, qu'à cette barrière trop foible, il substitue un mur solide,

noari traça eta inyusticia cruel horien chechetasuna irakhastea, heyen bararazteco.

Adiaracico dute oraino çucen contraric handiena dela larruen, burdina obratuen eta donacionen insinuacionearentçat Laphurdiri pagarazten diotçoten dretchuac, ceinac yadanic Laphurdic [31] pagatcen baititu bere abonamenduen ariaz, eta ceinac molde hortaz bietan pagarazten baitiotçote.

Altchatuco dire borthitzqui Laphurdico herriei eta particularrei bere onthasunentçat berricozqui pagarazten diotçoten dretchuen contra, declaratcen duteloric Laphurdi bethi-danic eçagutua içan dela lur allodial, erran nahi du, lur libro eta dretchuric nihori çor ez dioen batentçat, eta pagamendu hain çucen contra eguinarazten eta galdetcen tuzten horiec colpe mortal bat ekhartcen diotela haren libertate allodialari.

5.^a Galdeguinen dute Laphurdi-costa-partearentçat eta Nacione guciaren onetan, ceina intresatua baita Laphurdic forniten diotçon Erresuma gucico marinel hoberenen contserbatcerat, galdeguinen diote eman-diotçoton bacaillaben arrantçari laguntçaric handienac; içan ditecen erreguelamendu çucenac eguinac marinelec partitcean hartcen tuzten abantçuen ganean, eta nahiz burijesak, nahiz marinelac, içan ditecen obligatuac erreguelamendu hequien seguitcerat.

Içan ditecen gratificacioneac eçagutuac armamendu horientçat.

Gure arrantçaco bacaillabec curri deçaten libroqui Erresuma gucian, dretchuric batere, hirietacoric ere pagatu gabe.

Finean Erresuman ez dadin cilhegui içan arrantça arrotcetaco arrainic nihortaz-ere sartcea.

6.^a Galdeguinen dute Gobernamentuac eguin araz deçan subi berri bat Donibane eta Sibururen artean, ceren orai den subia erortceco menean den; itçul diotçon Camboco herriari, Cambon hasia den harrizco çubian yadan empletatu dituen diruac, eta bere gatzuz akhaba deçan çubi hura. Bertce alde oraino eguin detçan [33] bi harrizco çubi, bat Itxasun, eta Bigarrena Ahurtin.

Gastu horiec galdetcen çaiçco Gobernamentuari, ceren ez diren hainitz handiac eta ceren baitezpadacoac diren, ez choilqui ingurutaco Provincien comertcioarentçat, baina oraino Nacionearentçat tropac pasatcen direnean.

7.^a Donibaneco cembait etche yadan Itsasoac eraman tu, eta haren burfudien contra çurezco estacada batec choilqui gueriatcen du. Gobernamentuaren justiciac eta humanitateac berac galdetcen du estacada haren orde içan dadin eguina harrasi borthitz bat,

qui puisse rassurer les habitans de Saint-Jean-de-Luz contre les irruptions nocturnes de ce terrible élément.

8.° La justice et l'humanité réclament encore du Gouvernement, que le port de Biarrits soit rétabli, et que les fanaux qui éclairaient autrefois, la nuit, les navigateurs dans ces côtes dangereuses, y soient replacés.

Un cordon d'Invalides établi depuis Itxassou jusqu'à la rivière de Bidassoa, pour empêcher la désertion, n'y peut remplir que foiblement cette destination; et cependant son entretien est très-onéreux au Pays.

Le Tiers-état demande qu'on le remplace par trois brigades de Maréchaussée, qui, distribuées convenablement dans la contrée, rempliront bien mieux la même destination, et rendront encore au Pays d'autres services importans, comme ceux d'en imposer aux malfaiteurs, et de contenir les brigandages des Bohèmes-vagabonds.

9.° Un bureau établi sur le bord espagnol du Pas de Béhobie, perçoit des droits sur tous les François qui viennent d'Espagne en France, et qui de la France passent en Espagne. La loi de la réciprocité ne voudroit-elle pas qu'on accordât aux Basques-François ^[34] sur qui pèse le plus cette fiscalité espagnole, un bureau sur le bord françois, où se perçussent les mêmes droits sur les Espagnols qui viendroient en France et qui retourneroient chez eux, et dont le produit fût réparti proportionnellement entre les Paroisses du Labourt, pour aider ce pauvre Pays à acquitter sa contribution aux subsides de l'Etat?

10.° Tous les revenus presque du Chapitre de Bayonne se composent de dîmes qu'il tire du Pays de Labourt; ne seroit-il pas juste qu'un certain nombre des prébendes canoniales de ce Chapitre fût exclusivement affecté aux Prêtres Basques?

11.° Enfin les habitans de Bonloc et Lahonce sont accablés sous d'énormes redevances seigneuriales. Ce sont les seules traces de féodalité oppressive qu'on remarque avec effroi dans le Pays de Labourt, de tous les tems noble, c'est-à-dire, libre et allodial. Leur origine peut paroître d'autant plus suspecte, que les habitans de la Province ont toujours été très-religieux, et que les Seigneurs qui les percevoient sont des Ecclésiastiques. Ils gémissent eux-mêmes d'avoir à les recouvrer, et ils accepteroient avec reconnaissance l'union de quelque bénéfice à leur manse, qui remplaçant à-peu-près ces droits dans leur revenu, pût leur procurer la satisfaction d'en affranchir les habitans de ces Paroisses.

Tels sont les objets des réclamations générales et particulières

herri hori Itsasoac eraman ez deçan amorea-gatic.

8.^a Çucentasunac eta humanitateac galdetcen dute oraino Gobernamentuac eguin deçan Biarritzco portua, eta lehenago handic marinelaç itsaso danyeros hautan gabaz arguitcen cituzten athalayetaco subac içan ditecen erreberrituac.

Inbaliden cordoin bat establitua da Hendayatic Itxassuraino-coan, soldaduen desertcionea guibelatceco, bere establimenduco objeta hainitz flacoqui baicic ecin bethe deçaque; bizquitartean carga borthitz bat da Laphurdirençat heyen entretenimendua.

Heren-estatuac galdetcen du inbalida horien orde içan ditecen Laphurdin eçarriac artcheren hirur brigada, ceinec ungui errepartituac direlaric, Laphurdin betheco baitute hobequi inbalidac cargatuac diren objeta, eta ceinec bertcealde Laphurdi beiratuco baitute manduleretic, eta debecatuco Cazcarot edo Bohemi curri dabilçanen ohointçac.

9.^a Espanolec badute fronteran Pausuco bertce aldean bureu bat, ceinetan pagarazten baitiotçote Espainiatic Franciarat, eta Franciatic Espainiarat dabilçan Francesei, dretchu asqui handi batçuec. Orobatasuneco legueac ez othe luque nahi Laphurtarrei, [35] ceinac guehienic lehertcen baititu carga horrec, Erreguec dioçoten podorea Españolc beçala bureu bat Pausuban establitceco, ceinetan pagaraz bailioçoquete Españolc, Españolc gure gainean alchatchen tuzten dretchu berac, eta heyetic ethorrico den ona içan dadin partitua Laphurdico herri gucien artean, bere carguen arabera, eta aria hortaz Laphurdi, guti aberatsa, içan dadin lagun-dua bere imosen pagamenduan.

10.^a Bayonaco Calonyen errebenuric guehienac biltcen dire Laphurdin alchatcen tuzten detchimetic; çucen liteque beraz beraz, eta Laphurdic galdetcen du içan ditecen Calonyetasun nombre bat destinatuac bethi Laphurtar Aphencentçat.

11.^a Finean Lecuyondar eta Lehuntzarrec Seigneurei çor diotçoten cargaric handienen azpian bici dire. Horiec dire choilqui Laphurdi, bethi-danic. Nobleac, erran nahi da libroac eta allodialac, bere baithan pena mingarrienarequin ikhusten dituen feodalitatearen edo esclabotasun suerte baten iduri bakharrac. Dretchu horien hastapenak hambatenaz suspetchagoac iduri dute, cembatenaz yainco-tiartasun guehiago içan baitute bethi Laphurtarrec, eta fraidec biltcen baituzte dretchu hec; berez bizquitartean pena dute heyen biltcea, eta eçagutçaric handienarequin har leçateque heyen orde comentuari iratçac liçoqueten cembait prebenda chume, ceinac dretchu hec, aphur bat goiti-beheiti, igualcen lituquelic, eman bailioçoquete habitant heyen libratceco atseguin goçoa.

Holacoac dire bere Soberanoari Nacionearen Asambladan

que ses fidèles Sujets du Tiers-état du Labourt chargent leurs Députés de faire parvenir au Souverain, dans l'Assemblée de la Nation. En leur donnant la mission de les proposer dans cette Assemblée, ils les revêtent, conformément au vœu énoncé par [36] Sa Majesté dans l'article 45 du règlement du 24 janvier, de tous les **pouvoirs généraux et suffisans pour proposer, aviser et consentir**, à tout ce qui s'y délibérera à la pluralité des voix, sur ces objets, ainsi que sur tous les autres qui s'y discuteront. Ce n'est pas qu'ils pensent, ni que leurs Députés, dès le choix qu'ils en auront fait, se transforment en Représentans de la Nation, ni que, comme leurs mandataires, leurs pouvoirs ne pussent être valablement limités; mais toute limitation de ce genre seroit essentiellement contraire à l'objet de leur mission. Ils sont envoyés à une Assemblée de la Nation, non pour y imposer des loix à ses autres Représentans, mais pour y délibérer avec eux les meilleures loix possibles, soit sur la constitution de l'Etat, soit sur toutes les parties de son administration. Il faut dès-lors s'abandonner à leur conscience et à leurs lumières, et que, sur les vœux et les réclamations même qu'ils sont chargés d'y présenter, comme sur tous les autres qui s'y proposeront, ils soient libres de se ranger du parti où une discussion calme et patriotique leur fera reconnoître la vérité, la justice et le bonheur général de la Nation.

Lu, révisé et approuvé en l'Assemblée-générale du Tiers-état, tenue dans l'auditoire du Bailliage du Labourt, avec autorisation aux Commissaires d'y apposer leurs signatures, pour garantir la fidélité de la transcription, le vingt-trois avril mil sept cent quatre-vingt neuf.

Signés sur l'original,

GOROSTARSOU, Commissaire.
D'AGUERRESAR, Commissaire.
DITHURBIDE, Commissaire.
D'HIRIART, Commissaire.
HARRIET.
HARANBOURE.
D'ELISSALDE, Commissaire.
DIESSE, Commissaire.

[38]

adiarazteaz. Laphurtarrec bere Deputatuac cargatu tuzten botu general eta particularrac; horien proposatceaz Estatu-generaletan carginen tuztelaric, emaiten diotçote Erreguec urtharilaren 24^{ean} eguin duen erregelamenduaren 45^{en} articuluaz, desiratcen tuen [37] podore general eta hedatu guciac proposatceco, ungui ikhusteco eta laudatceco han boz nausian deliberatuco diren gauça guciac, nahiz objet hauquien gainean, nahiz han tratatuco diren bertce objeten gainean. Ez dire sentimendutaco hargatic Laphurtarrac, heyen Deputatuac içan ditecen Laphurdi, berec bere baitharic errepresentatcen dutenac, Deputatutçat icendatuz gueroz, ez eta ere mandatori beçala, heyen podoreac ecin içan ditezquela mu-guerriztatuac, bainan uste dute, muguerrri suerte horiec heyen carguaren objetarentçat caltecor litezquela. Egortcen dire Nacionea-ren Asamblada batetarat, ez han legue eguiteco bertce Deputatuei, bainan bay han heyequien berehteco legueric hoberenac, nahiz Erresumaco constitucionearen gainean, nahiz oraino administra-cioneeco parte gucien gainean. Hortaracotz, hequien concientcieta-rat eta heyen eçagutçetarat utçi behar tugu, gure on-gaitz guciac, eta nahiz gure errepresentacionen gainean, nahiz harat bertcec ekharriko tuztenen gainean, libro behar dute içan Deputatuec, hartceco eguia, çucentasuna eta Nacione guciaren dohatsutasuna guehienic ekharrico duen partidua.

Laudatua, iracurria eta aprobatua içan da Cayer hau. Laphur-dico Heren-estatuaren Bilçar-generalean, Ustarizco gazteluan atchi-quia, eta autorisatuac içan dire Laphurdico Comisarioac bere signadura hunen azpian ematerat hunen fidelitatearen seguratceco. Eguina apirillaren hogoi eta hirurean, milla çazpi ehun eta laurhogoi eta bederatcian.

LOUCOUGAIN, Commissaire.

DORNALDEGUY, Commissaire.

**DITHURBIDE, Président de l'Assemblée, par l'incommodité de
M. le Lieutenant-général;**

Et DASSANCE, Greffier en chef et Secrétaire.

Collationné, par Nous,

**DASSANCE, Greffier en
chef et Secrétaire.**

ANNEXE B

GUTHUNA,

MACAYACO JAUN BISCONDEAC,

Hura Parisco Biltzarrera bidali duten Laphurtarreï (1)

Aditcera eman çait Jende batçu badirela, guiçon galanten asolatceco eta toleatceco lana baïcen ez dutenac. Haina hec gaïxqui itçuli eta adiaraci dituzte ni ičan ditudan chede garbiac, çueï beguietara ematetic eta çuec ohar-araztetic heldu naïcen gaucen gaïnean.

Nihor ez da, funtsera goateco (2). Jabetu denic, nic altchatu edo obserbatu ditudan gaucen contra; baïnan escudantcia (3) hartu dute hequin (4) chehatceco edo explicatceco (5) hirrigarriqui beçain maleciosqui.

Errana da, ene amodio propiala (6) eta orguileria aguertu ičan ditudala, eta hori cergatic diote? Ceren, çueï iscribatcean, erran ičan baitut, **atsequina ičan dudala çuen arguitceco, ceuben** [144] **eguiazco eguiteco edo intres minen gaïnean.**

N.B. [] Annotations linguistiques de P. LAFITTE. cf. 2.B de la bibliographie.

(1) Le mot **guthun** attesté depuis Leizarraga avec le sens de «lettre» et provenant (selon Gavel) du vieux français **couton** est employé avec le suffixe **-a** comme présentatif (litt. la lettre). **Macaya** est devenu sur les lèvres de beaucoup de Basques **Makea**. — **Bisconde** est-il bien écrit? Actuellement on dirait comme en espagnol **bizconde** avec **z** et non **s**. — Le mot **biscondeak** est à l'ergatif comme sujet d'un verbe transitif direct sous-entendu (par ex. envoyer). — **Parisco**, actuellement nous disons **Paris-eko** contrairement aux Guipuzcoans.

(2) Faute de ponctuation: après **goateco** (variante de **ioateco**) il ne fallait pas de point, mais une virgule et **Jabetu** n'avait pas besoin de majuscule. Il semble, du reste, que **jabetu** soit mis pour **jabeldu** (confusion fréquente).

(3) **Eskudantzia**, mot qui n'est plus guère employé.

(4) **hequin** est ici le génitif pluriel de **hura**: plus loin on trouvera **hequien** avec le même sens.

(5) **Cehatceco edo explicatceco**, synonymes juxtaposés par redondance et pour éclairer **chehatceco**, forme d'apparence plus pure, mais moins claire. On remarquera le procédé largement utilisé pour donner de l'ampleur au style, à l'imitation d'Axular.

(6) L'adjectif **propial** absent des dictionnaires.

(7) Remarquer l'opposition **çuen / ceuben**, la première forme étant simple, la seconde réfléchi; il est curieux de constater que dans l'avant-dernier paragraphe on trouve **eman dietçadaçuen çuen chede** etc. Devant **chede** on attendrait **ceuben**, le pronom **vous** étant représenté dans le verbe. Mais sans doute déjà la loi du réfléchi était-elle peu rigoureuse.

Molde hortan mintzatzea, orguilutssu iatea dela, dioteneç, ohartu edo consideratu nahi ian balute çuen ordain bat naicela, edo çuen-orde aurkhitçeñ naicela, hortici bi ehun (8) lekhoetan eguiten den biltzar batean, haña hec (9) orhoitu balire, huna igorri nauçuela çuen eguitecoez artha iateco (10), eta hetara darontsaten (11) gauceç çuen jaquintsun eguiteco, ene acusatçaileac, diot, bi articulu horiez (12) orhoitu balire, icusico eta sentituco ere çuten, ez dudala eguin eta eguiten ene eguinbide baitezpadacoa baicen, çuec jaquintsun eguitean agueriqui icusten ditudan gauceç, eta ceuec (13) ecin icus detçaquetçueç, ene beguieç baicen; ene condenatçaile hec, ni accusatu baino lehen, ongui pensatu balute, bere (14) buruei erranen cioten, huts handi bat eguin neçaquela hori eguin faltaz, eta orguileriaric gabe derraquedala (15), çuec **arguitceaz çuen intres minen gañean, atseguin handi ianen dudala edo paguric (16) egonen naicela.**

Oraño adituric nago Bayonar (17) batçu nitaz errencura direla, eta diotela desohoratu eta beltztu ditudala ni huna bidali nautenac [145] çeren erran dudan Bayonaco hiriac, contra-banda eguitea gatic bilhatcen duela franchisa edo sal-erosi libroa eta traba gabecoa.

Behindic behin (18), ez naiz berariaz mintzatu Bayonaz, bainan bai suerteac emanic (19), eta choilqui çuei adiarazteco çer diferencia den Bayonarren eta çuen-artean, franchisaz aipamen denean.

Bertce-alde, bethi sinherstean ian naiz (20), erresuma-mugan den hiri batec haguiz preçatcen duela contrabanda eguiteco parada eta mejoria. Ez naquien Bayonarrec bertcela pensatzen çutela; hortici dathor ene enganioa. Jaquinen dut hemendic hara, ez dela Bayonan eguiten ordenantcen contra den mercatalgo (21) edo traturic; hitz ere diotet ez naicela guehiago mintzatuco.

(8) **bi ehun** au lieu de **berrehun**, que nous croyons commun à tous les dialectes.

(9) **Haina hec** «ces personnes» était une expression courante jusqu'en 1914.

(10) **Artha iateco** a été remplacé par **artha hartceco** chez les modernes, les deux formes rappelant le français «avoir soin» ou «prendre soin».

(11) **Darontsaten** forme synthétique du verbe **erauntsi**, «se rapporter à».

(12) Au médiatif **hiriez** on préfère aujourd'hui **horietaz**.

(13) Nous retrouvons le réfléchi **ceuec** dans **ceuec ecin icus detçaquetçueç**.

(14) **Bere** sert de réfléchi à **hura** comme à **hec**: la forme **beren** n'est pas usitée dans la lettre.

(15) **Derraquedala**, forme synthétique de **erran**, dire, est à peu près disparue.

(16) **Pagu**, adjectif signifiant «satisfait».

(17) **Bayonar**, «bayonnais» composé avec le suffixe **-ar**, comme Angeluar, Jatsuar, Lasar, etc.

On dit «baiones».

(18) **behindic behin** est curieux au lieu de **behinic behin**.

(19) **Suerteac emanic**, litt. le hasard ayant donné = incidemment.

(20) circonlution **sinherstean ian naiz**, j'ai été dans la croyance: j'ai cru; **sinherstean**: coquille pour **sinhestean**.

(21) **Mercatalgo** vient de **merkatari-go** cf. **afari-tu** donnant **afal-du**.

Bayonarrec huna igorri naute, aphur bat gora behera, Bear-nocoec beçala; eta guerthunqui badaquit. batçuen intresac bertceenac ez beçalacoac direla, articulu hunen gainean.

Bertce-alde, Bayonarrec hemen badute elemenia bat deputatu, mueta, thailu, eta guisa (22) gucietaco, eta ez naiz hequin eguitecoetan sartcen, ez dauzquidatenaz gueroz nihoiz gomendatu. Baïnan goacen gureetara.

Cer içan da ene chedea çuec gauça batçuez ohararaztean edo hec erremarcaraztean? (23). Hura içan da çuei adi eta sentiaraztea ceinden gaixto çuentçat içatea franchisa, erresalbu cembeit gabe. Bethitic uste içan dut, eta orai ere uste dut franchisaren alde direnequin, haïnitz leitequela (24) guretçat on eta probetchos, cembeit erresalburequin franchisa içatea, ordean lehen erran darotçuet [146] eta berriz erraten darotçuet, biltçar handiaren cimendu eta chede lehen bicicoetatic bat dela, nihori eta nihoiz ez ematea nola nahico den erresalbu eta privilegioric. Erranen darotaçue esaja nadiela ezmendu baten goztuz. Ihardetsico darotçuet, horrec berac eguiten duela ene pochelua, duda, eta traba ecin-guehiagocoa. Nola eta cer moldez eguinen dut galde hori? Baldin biltçarrari escatu ondoan franchisa bat erresalbu eta berezgune cembeitequin, ematen bada-rot bertcebat osoqui contracoa eta guretçat caltecor dena, nola hartuco du gure ezmendua edo errefusa? Bizquitartean franchisa içatecotz ezguindue hura behar cembeit erresalburequin baïcen, ecin bertcela iraun deçaque Laphurdic.

Atrebitcen naiz erratera, ez dituela nihorc nic baino khartsu-quiago besarcacen çuen intresac: hargatic ere naiz haïn beldur gaixqui detçadan onguitu nahian. Erran darotçuet lanoqui eta itçur-ingururic (26) gabe, cein den hertsia gu orai aurkhicen garen atheca; çuei dagotçue bata edo bertcea hautatcea. Ecin duquet, ez behar ere (27), huna bidali-nautenen borondateaz eta nahiaz bertceric; baïnan duda gabe da cilhegui çaitala hei ene didez eta uste propialaz parte ematea.

Nolacoa içanen da gure estatua, ematen baçaicu franchisa

(22) accumulation **mueta, thailu eta gisa**.

(23) les accumulations se multiplient: **ohararaztean edo erremarcaraztean; adi eta sentiaraztea; on eta probetchos; erresalbu eta privilegio; pocholua, duda, eta traba; ezmendua edo errefusa**, etc.

(24) Au lieu de **leitequela**, on dit actuellement **laitekela**.

(25) Noter les formes verbales en **daro-** équivalant à **derau-**, **dau-**.

(26) **itzur-inguru** fait penser à notre **itzul - inguru** tours et détours; mais **itzuri** veut dire «échapper» de sorte que **itzur-ingururik gabe** signifie «sans échappatoire ni détours».

(27) **Ezin duket, ez behar ere**: litt. «Je ne puis avoir, ni besoin...»

bat osoqui francoa, garbia, phurua (28), eta erresalbu gabea? Çuei galdetçen darotçuet, baster-etchea (29) nekhatuac; mintça çaiteste çuec haintçur-eta goldelari, çuen nekhe icerdiz lurrari goçoa arrapac-ten dioçuenac? Çer dioçue ontasun-dun çareten etcheço-jaunac? Nola içanen ditugu behar ditugun açiendac eta abereac, baldin saril-khietaco dretchu (30) handieç urruntçen badituste mercatariaç Haz- [147] parrengo (31) mercatura idiaç ekhartçetic? Çuec untçitaco armadore biçarroac, çer eguinen duçue çuen bacailauez? Nori salduco diotçotçue, ez baçaitçue franchisarequin ematen Francia barnera igortçeco lau-damendua? Eta çuec belilar (32) edo chardinçale gachoac, ceinen çortheac ecin erran beçambat bainau uquitçen; çuen tristeac; çuen bilhacatuco çarete? Noraco çarete? Nola hacico duçue mainada (33) tropela hura, Erresumarentzat hain balios diren guiçonen mindegui hura? Ceina orai mantenatçen baita çuen nekhe-icerdiz? Nola bicico çarete, baldin escuztatçen, belilatçen, eta obratçen duçuen chardina iduquia bada arrotçat eta Espagnoltçat? Baldin ecin sal badedi (34) Laphurdiz eta Bayonaz campora?

Guehienic uqitu nauten gaitz hautaz bertçe-alde, badire hainitz bertçe aiphatçen ez ditudanac, jadan adiaraci darozquitçue dala-cotz (35).

Segurataua nere barneco (36) lekhuçotastunaz, eta jende-galan-ten nitazco sinhetseaz, ez natçaitçue mintçatuko nitaz banatu (37) diren elhe hirrigarriez; osoqui mezpreçatzen ditut eta ahantzten hec eta hequien eguileac.

Bainan eracutsi ondoan nolacoa leitequen gure içandura, es-tatua, eta situacionea franchisa phuru, garbi, eta erresalbu (38)

(28) Encore le besoin de redondance: **osoqui francoa, garbia, phurua**, etc.

(29) **baster** pour **bazter**, **çaiteste** pour **zaiteste**.

(30) Il est étonnant de trouver **etchea** au lieu de **etçetiar**, **dretchu** au lieu de **dretcho**. Au lieu de **haintçur** lire **haintçur** et au lieu de **badituste** lire **badituzte**.

(31) **Hazparrengo** forme plus ancienne que l'actuel **Hazparneko**. En 1815. Bordaxuri (Galerianoaren kantuaç) disait indifféremment: **Ahazparnen** et **Hazparne**. La forme la plus ancienne est **Ahezbarrene**, 1247 (Arch. dép. Pyr.-Atl., G 77).

(32) Sur **belilar** que voudrait éclairer «chandinçale» sardinier et **belilatçen**, voir introduction historique.

(33) **Mainada**: famille, mot d'origine romane qu'on retrouve en vieux français et occitan.

(34) Conditionnelle aoristique qui a depuis longtemps disparu du dialecte labourdin: **ecin sal badedi**, si elle peut se vendre; cette subordonnée éventuelle était très correcte avec une principale au futur (**nola bicico çarete**); mais alors aurait fallu dire (au lieu de **idukia bada**) **iduk badedi**. Ici encore hésitation entre deux syntaxes.

(35) Lire **darozquitçuedalacotz**, en un seul mot.

(36) **barne**: conscience.

(37) **Banatu**: proclamer, répandre (Cf. le français **ban**).

(38) Noter **irakatz** pour **irakats**; remarquer l'accumulation des synonymes.

gabecoarequin; premia da iracatz dieçaçuedan nola guintezquen [148] franchisaric batere gabe.

Aurkhintça edo casu hortan, amarratcen gaituzten gatheac eta trabac eramanac içanen dire Erresumaco azquen muguetara. Gardac hetan inguru-inguru içanen dire contrabandaren debecatceco, eta sal erosiaren dretchuac pagarazteco. Eguia-bada-ere (39), dretchu hec içan beharco dire, gucien on eta abantailari dagozcon araberacoac. Etzçajote beharco behatu, fermierei, hequin gardei, eta costumari edo bureuari (40) pagatcen ohi çaiçcoten dretchu batçuei beçala, bainan bai Erresumaco comercioaren probetchuco den dretchu bati beçala, hunec eraman deçantçat garaia eta abantaila Erresumaz campocoen gainean, gure mercatuetan eta Europa gucicoetan.

Bertce-alde oraino, legue berri hautan, iguriquitceco da gardec eta fermierec bideric içanen ez dutela, çucencontraco pagamenduric eslejitceco (41); eta herrietaco cargudunac atçarriac egonen direla horren guibelatceco. Bakharric beldurtceco dena da, garda hequien cholac guc nahi baino barnacheago hedatuac içanen direla, ez bureuëco jenden ona gatic, bainan bai nacionearen probetchuco, ceinari contra-bandac bidegabe ekhartcen baitio.

Iguriquitceco dugu, eta segur beçala da gauça **lehenbico** daritçotenac (42), hala nola, chardina frescoa, burdina lantcecoa, larruac, eta bertce holacoac, sarthuko direla Laphurdin, dretchutaric libro eta suelto, eguiten ohi ciren beçala.

Bainan icen hortaco ez diren gaucentçat, hala nola, cacaua, olio, arno, eta bertce holacoentzat, beharco dugu cerbait pagatu Espaniatic ekhartcean. Gauça bera içanen da Erresuma hartara igorrico ditugun gauça guciez; çor içanen dituzte ilkhitcean dretchuac, ceinac erosleen gainean içanen baitire. [149].

Francia barnetic atheraco ditugun, edo hara igorrico ditugun gauçac dretchu guciëtaric libro içanen dire, ceren billtçar handi hunec aditcen baitu, libroqui eta traba gabe ibil dadin tratantea (43) edo mercataria, bere sal-erosico gaucequin, Franciaco baster

(39) Dans ce paragraphe, remarquer les redondances. **Egia-bada-ere**, vieille expression qui littéralement veut dire «même si c'est vrai», mais signifie: 1.^o cepedant (Cf. **hala bada ere**); 2.^o paraît-il, comme **gisala, holetan**.

(40) **Fermier**: fermier fiscal; **garda**, douanier; **Costuma**: Coutume, le mot désignant en France plusieurs sortes de redevances (**Coutume annuelle**, la **petite** et la **grande coutume**, les **coutumes de blé, vin, volailles**, etc.) **Bureau**: bureau des comptes, des finances. — Voir introduction historique.

(41) **esleitu**, fixer, exiger. (**eslegitu?**)

(42) **daritçotenak**, verbe synthétique de **erizan**, nommer.

(43) **tratante**, marchand; esp.: **tratante de ganado**; maquignon (mot inconnu de nos lexiconographes).

gucietan, lekhat edo salbo (44), erran beçala, Erresumaco muguetan.

Uste dut, Jaunac, pintatu darotçuedala, ecin guehiagoco artha eta atencionearequin, nolacoa içanen den gure estatua, ala dugun franchisa, ala ez dugun (45). Ez çait orai bertceric eguiteco guelditcen, baicen çuen othoitztea, eçagutzera eman dietçadatçuen çuen chede, nahi eta borondateac (46), ahalic lasterrena; hitz darotçuet helaracico ditudala, nolacoac nahi diren, biltçar handira, çuen intre-sentçat dudan khar eta estecamendu harequin, ceinaren froga ecin dudatuzcoac eman içan baitarozquitçuet Francia guciaren bistan eta aitcinean.

Jaunac, guelditcen naiz çuen cerbitçari aphilena eta ttipiena çiateco (47) ohorearequin.

MACAYACO BISCONDEA, Laphurdico Deputatua.

Parisen, Mayatçaren hamarrean 1790.

P. S. Iscribu hau Inprimadorea baitan delaric, heldu darotet guthun bat eta paper imprimatu bat, çucenqui deit daitequena, **idoiztagarria** (48). Urrun da, cer nahi erran dieçatedan, uste baitut çuen aldetic heldu çaiçquidala. Sobera du sinheste on çuen çucentasunaz eta eçagutçazco sentimenduez, uste içateco, ihardetsi dioçuetela ene abisu onei, merci ez dudan eta çuentçat laidotsu den manera batean. [150].

(44) **Lekat et salbo** (var. **saibu**); sauf.

(45) **dugun ala ez dugun**, que nous ayons ou que nous n'ayons pas (conjonctif utilisé comme subjonctif).

(46) Accumulation: **chede, nahi eta borondateac**.

(47) **çiateco** pour **çateco**.

(48) **Idoiztagarri**, vient de **idoi**, boue, ordure, **idoiztatu**, salir, **idoiztagarri**, salissant, etc.

ANNEXE C

RÈGLEMENT

**de Police intérieure de l'Assemblée électorale
des Basses-Pyrénées**

Du 13 Août 1790.

ARTICLE PREMIER.

L'ASSEMBLEE Electorale tiendra ses Séances depuis huit heures du matin jusqu'à trois heures de relevée, lorsqu'il y aura matière à délibération; mais, dans le cas où elle n'auroit à s'occuper que des Elections par la voie du scrutin, elle se réunira à huit heures du matin, se séparera à une heure de relevée & reprendra ses Séances à trois heures & demi de relevée pour les continuer jusqu'à l'entrée de la nuit.

ART. II.

LE Président fera observer le bon ordre dans l'Assemblée, & lui seul rappellera à l'ordre celui qui s'en seroit écarté: si le Président ne s'en avoisoit pas, tout membre pourra lui en faire l'observation. Le Président ne pourra quitter l'Assemblée.

ART. III.

Si un Electeur, rappelé à l'Ordre, n'y rentre pas dans l'instant, il sera fait mention de sa contravention sur le Procès-verbal & s'il persévère dans sa contravention, il sera privé de voter sur la matière mise en délibération, sauf à l'Assemblée, en cas d'une plus longue persévérance de la part du contrevenant, à prononcer contre lui telle & plus forte peine qu'elle jugera convenable.

ART. IV.

M. le Président résumera la discussion & posera la question: mais chaque membre pourra faire ses observations jusqu'à ce que ^[13] la question paroisse bien établie à l'Assemblée. M. le Président votera le dernier.

ART. V.

CHACUN pourra se faire inscrire pour la discussion, & portera la parole suivant l'ordre de l'inscription sur la matière mise en délibération. La discussion ne sera fermée que de l'avis de l'Assemblée qui sera pris pas assis & levé.

PYRENEA APHALETACO

**Departimenduco Electur edo Hautatçailen Bilkhuya
Bearneco ordenaren Erregelamendua, Abustuaren 13^{an},
1970^{an} eguina.**

LEHEMBICICO ARTICULUA.

ELECTURREC bilkuac itchiquico tuste goizeco çortci orenetarie arraxaldeco hirur orenetaïrino deliberatceco casua denetan. Bainen ez denean questione içaten scrutinaren bidez hautuen eguiteaz baiçen hassico dire goizeco çortci orenetan eta separatuco oren batean berriz bilceco hirur orenac eta erditan arraxaphal artio.

ART. II.

PRÉSIDENT edo aincindariac ordena ona atchicaracico du bilçarrear, eta harc bakarric ordena onerat deïthuco hartarie aparta litequena, eta presidenta ohartcen ez balitz, ceinahi membrec abissa deçaque. Presidentac ecin utcico du bilkuya.

ART. III.

BEHIN ordenurat deïthua içanen den Electurra, ordena onean sartcen ez bada harren desobediencia emana içanen da procez verbalean; irauten badu desobediencia harrec, khenduco çayo orduan questione içanen den gauçaren gainean bere boçaren emateco çucena; eta urrunago badoha harren desobediencia, orduan assambladac berecico du idurituco çavon pena garrat cagoa.

ART. IV.

PRÉSIDENTAC disputatic formatuco eta guero paussatuco du questionea. Bisquitartean cilhegui içanen çayöte membroei questione hura ungui paussatua assambladari idurituco çayon artio [12] çaioten erremarquen eguitea. Bere boza presidentac azquenic emanen du.

ART. V.

MINÇATU nahi denac bere icena scribur emanen du, eta hitza hekarrico da scribu harren herrunca berean. Discussionea ecin çarratuco da bilçarren botua gabe, cein botu hartua içanen baita chutituz eta yarriz.

ART. VI.

LES Orateurs inscrits seront entendus alternativement pour et contre.

ART. VII.

LES Membres de l'Assemblée pourront proposer de simples Observations de leurs places.

ART. VIII.

NUL membre de l'Assemblée ne pourra s'absenter sans en prévenir le Président qui tiendra note du jour du départ; & lorsqu'il sera de retour, il se présentera devant le Président qui tiendra également note du jour du retour; de tout quoi, il sera fait registre jour par jour sur le Bureau.

ART. IX.

NULLE personne, qui ne sera point membre de l'Assemblée ne pourra entrer dans le lieu de sa Séance, & ceux, qui voudront y assister, se tiendront dans les galeries.

ART. X

LES matières importantes, qui devront être soumises à la discussion, seront mises à l'ordre du jour sur un tableau qui sera placé, dès la veille, devant la Tribune de M. le Président.

ART. XI.

TOUTES les délibérations pourront être prises par assis & levé ^[15] & en cas de doute ou du désir de l'Assemblée par l'appel nominal.

ART. XII.

LE présent Règlement sera transcrit sur le registre de l'Assemblée, & imprimé en deux colonnes en françois & en basque, pour en être distribué des exemplaires aux membres de cette Assemblée.

Le treize Août mil sept cent quatre-vingt dix.

Signé: LABORDE-LISSALDE, Président. CASAMAJOR secrétaire.

Collationné sur l'original; CASAMAJOR, secrétaire. [17].

ART. VI.

HARANGATÇAILEAC adituac ičanen dire alte eta contra aldizca.

ART. VII.

BACOTCHAC observacione simpleac proposa ahal detzaque bere lekhtuc.

ART. VIII.

MEMBRORIC batere ecin absentatuco da abissatu gabe presidententa, ceinac atchiquico baitu nota harren partiaduco egunaz, hala nola bihurtuco denaz eta hortaracotz orobat bihurcean presentatuco çayo presidentari, eta yoan ethorri horiez erregistro itchiquico da egun guciez buruean.

ART. IX.

ASSAMBLADACO membro ez deniz ecin sartuco da assambladan. Berceac egonen dire galerietan.

ART. X.

DISPUTATUAC eta chehatuac içatea balioco duten materiez bezperatic abissatuco du presidentaren alkhiaren aincinian emana ičanen den scribu batez.

ART. XI.

DELIBERACIONE guciac har ditiesque chutituz eta y arriz bainan froga suerte horrec dudaric uzten badu, edo assambladac hala (14) desiratcen badu, casu horietan hartuco da bacotcha içenez deïthatus.

ART. XII.

ERREGUELAMENDU hau bi partetan francesez eta escuaraz imprimatua ičan ondoan assamblaco membro bacotchari copiac fornituat içateco, erregistroan emana ičanen da.

Abustuaren 13^{an} 1790^{an}.

Signatua: LABORDE-LISSALDE, presidententa, CASAMAJOR, secretaria. [16].

Originalaren gainean fedatua, CASAMAJOR, secretaria.

ORDONNANCE DE MONSIEUR L'ÉVÊQUE DU DÉPARTEMENT DES BASSES PYRÉNÉES

BARTHÉLEMY-JEAN-BAPTISTE SANADON, par la miséricorde divine et dans la Communion de la Sainte Eglise, Catholique, Apostolique & Romaine, Evêque Constitutionnel du Département des Basses-Pyrénées, à tous les fideles de notre Diocèse, SALUT & BÉNÉDICTION EN JÉSUS-CHRIST NOTRE SEIGNEUR.

Uniquement occupés du désir de procurer le salut des fidèles confiés à nos soins, & des moyens de conserver & de maintenir entr'eux cette unité de sentimens, cette union des cœurs & des esprits & cette concorde fraternelle qui sont tout-à-la-fois le gage & le lien de la charité Chrétienne; & persuadés que du choix des coopérateurs, qui, de concert avec nous, doivent veiller sur leur conduite, les éclairer, les instruire & leur administrer les Sacremens, dépend principalement les succès de la réunion que nous nous proposons: Nous avons cru que la première & la plus essentielle de nos obligations étoit de nous assurer que les Ministres chargés de diriger les Peuples dans le Tribunal de la Pénitence, & de les guider dans la pratique de leurs devoirs, tant envers Dieu, envers le prochain & envers eux-même, comme Chrétiens, qu'envers la Patrie & chacun des membres qui la composent, comme citoyens, ont les lumières, la prudence et le zèle requis, pour éviter les malheurs auxquels les guides aveugles, ou prévenus, ou peut-être ^[82] imbus de principes suspects, exposeroient des âmes faibles et faciles à prendre les impressions bonnes ou mauvaises qui leur sont données: A CES CAUSES, de l'avis de notre Conseil, avons déclaré et déclarons par ces Présentes que nous révoquons toutes approbations données jusqu'à ce jour, pour Confesser, à tous Prêtres, soit Séculiers, soit ci-devant Réguliers, n'étant point pour le présent fonctionnaires publics (même à ceux ci-devant revêtus de pouvoirs particuliers sous quelques titre ou dénomination que

ANNEXE D**PYRENEA - APHALETACO
DEPARTIMENDUCO JUAN
APHEZPICUAREN ORDENATÇA**

BARTHELEMY-JOANNES-BATISTA SANADON, misericordia Dibinoaren arias eta Eliza Catolica, Apostolica eta Romana Sainduaren Communionian Pyrenea-Aphaletaco Departimenduco Aphezpicu Constitutionala, gure Diocesaco fidel guciei, AGUR LITA BENEDITIONE JESUS-CHRISTO GUERE JAUNAREN BAITAN.

Bakarric occupatuac arthari confidatuac izan diren Fideley salbamendua emaiteco deziras, eta heyen artean, sentimenduen batasun, bihotzen eta izpirituen unione, eta aneyatasuneco amodiaren conserbatceco eta mantenitceco moyenen aurquitceas, ceinac bairira betan Guiristinozco caritatearen bahiac eta lakarriac; eta seguratuac guirelacotz, deziratcen dugun erreunionea defenditcen dela particularsqui gurequien trabailatu behar dutenen haututic, ceinec behar baitute gurequila batean, fidelen conduita arthatu, hec arguitu instruitu, heyey Sacramenduac administratu; uste izan dugu gure lehen eta baitespadaco obligationea dela, seguratuac izateas Populua Penitenciaco Tribunalean guidatu behar duten Eliça guiconec Populuari bere eguin bideac, nahiz Jincoaren, nahiz bere lagun proximoaren, nahiz bere buruaren alderat, irakatsi behardioten Ministroec, Guiristino bezala Jincoaren alderat, herritar eta Frances bezala Nacionearen eta Nacionea formatcen duten membro batocharen alderat, baitustela behar diren arguiac, prudencia eta [83] zeloa hec beyratceco guidari itçu, prebenitu eta beharbada principio suspetac tustenec, anima flaco eta facil, emaiten çariscoten impresione on edo gachtoac errechiqui hartcentustenac, etcha dezaqueten malhurretaric; HARTACOI'S gure conseiluaren abisua hartu ondoan, declaratu dugu eta declaratcen erreboquatcen eta hausten tugula egun asteraino, Apezey eta Fraidey edo Frayde cirenei, cobesatceco emanac izan diren podore guciac, salbo mement huntan, fonctioner public erran nahida, Erretor edo Vicario direne-

lesdits pouvoirs leur ayent été conférés, tous lesquels pouvoirs ont cessé de droit du jour de notre installation), savoir: celles données aux susdits Prêtres résidans ès villes d'Oloron, de Ste-Marie, huit jours après la publication de notre présente Ordonnance, & celles données aux susdits Prêtres résidans ès autres Villes & Paroisses de notre Diocèse, trois semaines après ladite publication: ensemble désirant procurer à la Vigne du Seigneur un nombre suffisant d'ouvriers pour la cultiver; Nous invitons tous les Prêtres soit Séculiers soit ci-devant Réguliers, non fonctionnaires publics, résidans ès dites villes d'Oloron & de Ste-Marie, qui désireront y confesser, à se présenter devant nous huit jours après la publication de la présente, & ceux domiciliés ailleurs dans l'étendue de notre Diocèse, trois semaines après ladite publication, aux fins de recevoir une nouvelle approbation & de nouveaux pouvoirs si nous jugeons utile et expédient pour le bien des fidèles et du service des Eglises de les leur accorder: faute de ce, & ledit délai expiré, déclarons toutes approbations qu'ils auraient reçues ci-devant & obtenues, pour confesser, nulles & de nulle valeur & effet: déclarant en outre lesdits Prêtres soit Séculiers, soit ci-devant Réguliers & tous autres, non-fonctionnaires publics, suspendus dans leurs fonctions en cette [84] partie: et afin que personne n'en prétende cause d'ignorance, voulons que notre présente Ordonnance soit lue au Prône de chaque Paroisse & affichée aux portes des Eglises d'Oloron, de Ste-Marie, & de toutes les autres villes de notre Diocèse; notifiée à tous ceux qu'il appartiendra & envoyée à tous les Directoires du Département ou Diocèse, priant Messieurs les administrateurs qui les composent, d'en instruire les Municipalités de leurs Districts respectifs, afin que Messieurs les Officiers-Municipaux en donnent connoissance à tous ceux qu'il appartiendra, & veille à ce qu'elle soit observée.

DONNÉ dans notre Séminaire de Ste-Marie d'Oloron, le dix-huit Juin mil sept cent quatre-vingt-onze.

† BARTHÉLEMY-JEAN-BAPTISTE SANADON,

Evêque du Département des Basses-Pyrénées,

Par Mandement,

Aug. SORDES, VICAIRES & SECRÉTAIRES.

[86]

nac; alaber hausten eta errebotatzen tugula, podore particular guciac cein nahi titulu edo icendacionen aspian emanac izan diren, cein podoreac guelditu ičan behar baitute dretchen arabera gu Aphezpicutasuneco functionetan sarthu ičan garen egunetic errebotatuac eta hantciac guelditcen dire podoreac Oloronen eta Santa-Marian daudecen Aphezençat, Ordenantça hau publicatcen den sortcigarren eguna ondoan, eta gure Diocezaco bertce Hiri eta Herrietan daudecen bertce Aphezençat publicatcen den egunetic hirur hasten ondoan. Eta orobat deziratcen baitugu Jaunaren mahastiary lautceco behar den languillen nombrea procuratceas gombidatcen tugu Aphez eta Frayde edo Frayde ciren, fonctionic publico ez diren guciac cobesatcen hari nahi dutenac, presentatceas gure aintcinean, Oloronen eta Santa-Marian daudecenac Ordenatça hau publicatu eta çortci egunen ondoan, eta gure Diocesaco bertce lecuetan daudecenac, ordenatça hau publicatu eta hirur asten ondoan, errecibi detçaten amorea gatic aprobatione eta podere berriac, apropos atcematen badugu heyey hequien accordatua fidelen onaren eta Eliçaren serbitçuarençat: horien faltan eta emantugun terminoac iragan ondoan, declaratcen tugu, cobesatceco aintcinago errecibitu eta obtenitu ičan diren aprobatione guciac, ezdeusac [85] eta effectu eta balioric gabeac: declaratcen tugu bertce alde. Aphez eta Frayde edo aintcinago Frayde cirenac, eta bertce guciac functioner-public ez direnac, bere functionetic suspendituac partida hortan: eta nihorc ignora dezan amoreagatic nahi dugu presenteco ordenatça hau izan dadin iracurtuya Herri bacochecho pregadioetan eta affichatua Olorongo, Sancta-Mariaco eta gure Diocesaco bertce Hirietaco Eliça athe gucietan nottificatua beharden guciy eta egorria Departimenduco edo Diocesaco Directoria gucietarat, othoisten direlaric hec composatcen tusten Jaun Administradore guciac, ordenatça huntas intrui detçaten amorea gatic bere Distriquetaco Municipalitate guciac, Jaun Officiales Municipaleac hau eçagutcerat emandeçatençat behar den guciy eta artha deçatcen hunen observationea.

EMANA Sta-Maria Olorongo gure Semenariotan, errearoaren hemesortcian, millac çazpi ehun eta lauhogoi eta hamecan.

† BARTH. J.-B. SANADON,

Pyrenea-Aphetetaco Departimenduco Aphezpicua.

[87]

Manus:

Aug. SORDES, VICARIO ETA SECRETARIOA.

PROCLAMATION du Procureur-Syndic du District d'Ustaritz sur le paiement des Impôts et l'obéissance à la Constitution.

CIToyENS,

C'est maintenant que vous allez juger par vous-mêmes, combien étoient fausses les allarmes qu'on a cherché à répandre parmi vous, sur l'énormité des Contributions dont les malveillans vouloient vous persuader que vous alliez être accablés.

Le Directoire du District a fait le répartition des Contributions publiques entre toutes les Municipalités qui forment son territoire: le tableau de ce répartition général va être imprimé; il sera affiché dans toutes les Municipalités; chaque Commune, et tous les individus de chaque Commune, seront par ce moyen à portée de connoître la portion contingente de chaque Municipalité.

Les Municipalités à leur tour doivent procéder incessamment à la répartition de leur part contributive sur tous les habitans qui forment leur Commune, et nous donnerons encore à ces rôles toute la publicité possible.

Par ces moyens, vous saurez par vous-mêmes, ce que payera chaque Municipalité et la portion contributive de chaque individu dans les Contributions publiques.

Chaque Municipalité sera à portée de connaître le plus ou le moins taxé de sa Commune et des Communes dont elle connaîtra [21] la force et l'étendue, et chaque particulier connaîtra aussi si la répartition entre les concitoyens d'une même Municipalité est juste et régulière dans les proportions de leur fortune, de leur richesse

ANNEXE E**USTARITZECO Procuradore
Sindicaren proclamationea,
behar dutela guciec Imposac
pagatu eta Constitutioneari
obeditu.**

HERRITARRAC,

Oray ikusico duçue cebec, cembat ciren falsoac çuen arthean etchatu nahi içan tusten beldurcundeac Imposen handitasunen gainean, ciotelaric, gaisqui intentionatuec, sinhetsaraci nahi çutelaric, Imposes lehertuyac içaterat cinoastela.

Distriqueco Directoriac egundu Imposen errepartimendua Distriquico herri gucien artean. Errepartimendu general hura imprimatuya içaterat doha, affichatuya içanen da Municipalitate gucietan: Herri bacotchec, eta Herri bacochetaco habitant guciec eçagutuco dute moyen hortas Herri bacotchari toquatcen çayoен Imposen partea.

Municipalitatec bere aldian errepartitu behar dute bere Herritar gucien artean, Herriari toquatcen çayoен Imposen partia, eta errepartimendu hori oraino emanen diotegu eçagutcerat guciey.

Moyen horietas jaquinen duçue cebec cer pagatuco duen Herri bacotchac, eta Herri bacotchetan cer pagatuco duten habitant bacotchec.

Municipalitate bacotchac eçagut deçaque aria hortas eya bere Herria eta bertce eçagut centuen Herriac sobera edo guttiéguy ^[20] taxatuyan diren, eta habitant bacotchac eçagutuco du orobat eya Municipalitate bacotcheco Herritarren artean, errepartimenduya justuqui eta erregulierqui eguina den habitanten, fortunaren, aberas-

et de leur position; car c'est sur toutes ces bases que l'Assemblée nationale a ordonné l'assiette des Contributions publiques. L'homme qui jouit d'un domaine considérable supportera sa part des Contributions publiques proportionnellement à ses possessions; l'homme riche se donnant ordinairement plus de commodité dans son logement, sera taxé proportionnellement au loyer qu'il paye si son habitation ne lui appartient pas, et proportionnellement au loyer que produiroit sa maison si son habitation lui appartient. A égalité de fortune, le Célibataire qui ne doit pourvoir qu'à sa propre subsistance, payera plus que l'homme marié qui doit entretenir une famille; à égalité de fortune, encore, le père de famille ayant un certain nombre d'enfans, payera moins que celui dont la famille est moins nombreuse.

Cette publicité, cette connoissance précise des Contributions publiques et de leur répartition, évitera tous les abus, toutes les injustices, parce que chaque Municipalité, chaque Citoyen qui pourroit être lésé dans la répartition, connoitra plus précisément la lésion, sera plus à portée de la constater, et de se faire rendre justice.

Telle est une partie des avantages que vous procure, Citoyens, la nouvelle Constitution sur les Contributions publiques. Ces avantages seroient assez grands, assez considérables pour que vous supportassiez en leur faveur, pendant quelque temps encore, et pour faire honneur à la loyauté Française, un surcroît de Contributions que sembloit nécessiter le délabrement des finances de l'état: mais, non il est temps de vous le dire, non-seulement vous jouirez de tous ces avantages dont je viens de vous faire le détail, mais bien loin encore de supporter un surcroît de Contributions, votre sort se trouve dès ce moment amélioré et vous ne payerez pas réellement dès cet instant, ce que vous payiez avant l'heureuse [23] révolution, qui rend à l'homme sa liberté consacre l'égalité des droits, et reconnoît la souveraineté imprescriptible d'une grande Nation.

Je dis que vous ne payerez pas dès cet instant, ce que vous payez avant la révolution, et il vous sera facile de vous en convaincre par vous-mêmes.

Vous payiez la dîme; vous payiez la prémice; vous payiez vos impositions; vous payiez les droits d'octroi sur les vins, sur la viande de boucherie; vous payiez le baptême de vos enfans; vous payiez la célébration de vos mariages; vous payiez les enterremens.

Aujourd'hui la dîme et la prémice sont abolis; déjà vous n'en avez pas payé cette année: les droits d'octroi ne subsistent plus; les ministres de la region sont salariés par la Nation; vos baptêmes, vos mariages, les derniers devoirs que vous rendez à vos proches sont gratuits.

tassunen eta içatearen erredura, ecen fundament horien gucien gainean ordenatu du Asamlada Nationalec pausatuaç içañ ditecen imposac. Ontasun hainitz duen guçonac pagatu behartu Imposac bere ontasunen arauca: guçon abaratçaç bere buruari emaiten dioelacots ordenariosqui comoditate guehiago bere alogimenduyan, taxatuya içañen da arauca pagatcen duen alocairouaren gainean, berea ez badu occupatcen duien etchea, edo berea badu etchea, etche harc errenda leçaquen alocairouaren arabera. Fortunez edo aberastasunez igual direnen artean, esconduya ezden guçonac bere buruya baicic entrenitceco ezduelacots, pagatuco du esconduiac baino guehiago. Fortunas edo aberastasunez igual direnen artian, oraino familiaro aita, haur nombre bat duenac, gutiago pagatuodu, haur nombre tthiagobat duenac baino.

Imposen errepartimenduaren agueritasunac eta eçagutça justuac, guibelatuco ditu abusu guciac, injusticia guciac, ceren errepartimenduyan colpatua içañ den Herriac edo Herritarrac, eçagutuco baitu, bere hala eta errechsquiago frogatuco hutça, ceren finean aria hortas errendaraco baitio bere buruyary justicia.

Holacoa da, Herritarrac, Constitutione berriac emaiten dausquitçuen abantailen parte bat, Imposen gainean. Asqui handiac litesque abantail horiec çuyen engayateco, horien fagoretan jaçaterat cembait dembores oraino eta Francesen leyaltasunari ohore eguiteco Imposen emendacione bat ere, bainan ez ordu da çuey erraiteco ez choilqui gosatuco cirete abaintail horiez, bainan oraino, urrhunda impositan emendacionerik içaitea, oraindic beretic çuyen kargac arinduyac dire, oraindic ez duçuye errealqui pagatuco lehen pagatcen cinduten beçainbat, eta hori çor içañen dioçue guçonnari bere libertateà errendatu dioen Errevolutionary, Errevolutione hari ceinac consecratu baitu guçonen arteco dretchuen higueltasuna [22] eta eçagutu secular ecin galdusco Natione handibaten soberanotasuna.

Diot oraindic ez duçuyela pagatuco lehen pagatcen cinduten beçain bat eta errech içañen çaitçuye hortas ceben buruya seguiratcea.

Lehen pagatcen cintusten Dechimac; pagatcen cintusten Premiac; pagatcen cintusten Imposac; pagatcen cintusten Bathayoac, Esconçac, Enterramenduyac.

Orai Detchimaric eta Premiac ez duçue guehiago çor; jadanic aurthendic ez duçue pagatcen; Lebayaric ez da guehiago; Aphasac Nationeac pagatcen tu; Bathayoac, Esconsac, Enterramenduyac dohainic eguin behartuste.

Calculez, cela est très-facile, ce que produisoit dans votre Municipalité, la ferme ou la régie de la dîme et de la prémice; ajoutez à cette somme le produit des droits d'octroi: joignez-y le montant des impositions que votre Municipalité payoit sous l'ancien régime; voyez, par aperçu ce que le casuel rendait au Curé, aux Vicaires de votre paroisse, formez la somme totale de ces divers objets; elle vous effrayeroit si vous deviez encore les acquitter.

Comparez ensuite la portion des Contributions publiques qui a été mise à la charge de votre Municipalité, avec le total de ce que vous payiez autrefois, et vous trouverez, j'en suis sûr, et j'ose l'affirmer, une très-grande différence à votre avantage.

Ces calculs généraux ne seront peut-être pas possible pour une grande partie d'entre vous, et par cette raison je veux encore vous indiquer un moyen plus simple et plus à votre portée pour vous convaincre de la vérité de mes assertions.

C'est à vous d'abord, laboureurs, hommes précieux et respectables qui exercez le premier et le plus noble de tous les états, que je m'adresse. [25]

Faites un compte aussi exact qu'il vous sera possible de la quantité des grains et des autres fruits que produit votre domaine par le travail continué de vos mains et à la sueur de votre front. Examinez sur ce produit combien vous en donniez pour la dîme et la prémice; calculez-en la valeur, ajoutez à cette somme quelque chose de plus, et pour la plus value du vin, dont vous devez quelquefois ranimer vos forces, plus value que nécessitoient les droits d'octroi, et pour la plus value encore de la viande dont quelquefois encore vous ne pouvez vous passer, plus value nécessité aussi par les droits d'octroi; joignez encore à cette somme et les impositions annuelles que vous étiez obligé d'acquitter et ce que vous coûtoit annuellement le casuel de l'Eglise; réfléchissez que vous ne payerez plus rien de tout cela.

Voyez ensuite à combien vous êtes taxés pour votre part dans les Contributions publiques, et vous me direz, j'en suis certain, que déjà vous gagnez beaucoup au nouvel ordre de choses.

Et vous, habitants des villes et des bourgs, qui exercez un art ou une profession quelconque, considérez d'abord l'attention particulière qu'a eue l'Assemblée nationale, d'ordonner qu'on distrairoit, de l'évaluation du prix des loyers, pour l'assiette de l'Imposition Mobiliaire, les ateliers dont vous vous servez: calculez aussi, et c'est ici que vous trouverez le grand avantage, calculez ce que vous gagnez par la suppression des droits d'octroi: joignez à ces calculs le montant de vos anciennes Impositions: comparez-les avec

Condaçacue, eta errechs da, çuen Herrien Detchima eta Premicien affermac edo balioac cer emaiten çuben; entenda dioçoçue oraino çuen Herriac pagatcen cituyen Imposac; ikusçaçue aphurbat goity beheity, Esconcek, Bathayoec, Enterramenduyec çuen Herrian Erretor, Vicarioey emaiten ciotena. Eguiçuye objet different horiez guciez suma bat; ikhara cinçaquete pagatcerat obligatuyac bacinete.

Hurbil catçuye guero, elkharrequin compara çatçuye, oray cuen Herriary eman çaiscon imposac, eta lehen pagatçen cintusten suma gouciac eta aurquituco duçuye, segur nais, diferencia handibat çuen fagoretan.

Contu general horiec gaitsequi dire beharbada çuyetarie cenbeitençat eta arraçoïn horren arias, indicatu nahi dautçuet oraino moyen simpleago bat çuey sinhetsarasteco erraiten dauçuedana.

Çuey lehenic adresatçen nais, Laborariac guiçon precios eta errespectagariac, çuen estatua delacots estatuetan den noblena [24] estatu gucien aincindaria.

Eguiçue contubat ahalic eta justuena, çuen bethico lanen eta copetaco icerdien arias, çuen lurrec ekartcen tusten bihi eta bertce fruiten quantitateas. Examina çaçue cembat quantitate hartaric emaiten cinduten Detchimaren eta Premiarençat, Detchima eta Premicia heyen balioa calculaçaçue: suma horren muntantary emendadioçoçue cerbait guehiago, batçuetan çuen indarren sustentatceco behar tuçuen arno eta haraguiençat Lebayen arias guehiago pagatcen cintustelacots; junta diotçoçue oraino suma horri lehen pagatcen cintusten Imposac eta Eliçaco casuelençat pagatcen cintustenac. Orhoit citeste gauça horietaric, ezduçuyela guehiago deus pagatuco.

Icusaçue guero, cenbatençat çaiten taxatuac Contributione publicoetan, eta erranen dautaçue; segur nais, jadanic hainits irabasten duçuela ordena berri huntan.

Eta çuek Hiri eta Herri bilduyetaco Habitantac estatu edo profesione bat duçuenac, consideraçaçue lehenic Asamblada Nacionalac içan duen attentione particularra ordennatu duyenean esdirela condatuco Impositione Mobiliera deitcen denaren pausatceco eçagutu behar diren alocayruetan, çuen estatuaren edo profesionearen erabilceco behartutçuen atelierac, erran nahida botica eta bertce harri darraisconac. Calculaçaçue, eta hemen aurquituco duçue abantail handia: calculaçaçue cer irabasten duçuen Lebayen supresioneas: juntaçotçue calcul horiey lehen pagatcen cintusten Imposac:

vosre taxe dans les Contributions actuelles, et vous y trouverez aussi un grand avantage.

Convaincus ainsi par vous mêmes des bienfaits de la Constitution dans la partie des Contributions publiques, soyez persuadés que dans toutes les autres parties de cette même Constitution, dans le détail desquelles il m'est impossible d'entrer en ce moment, vous y trouverez, aussi les mêmes avantages, les mêmes bienfaits. [27]

Citoyens, n'écoutez donc pas les mécontents, les malveillans, qui malheureusement existent encore parmi nous: ralliez-vous tous autour de la Constitution: répétons tous le serment de la maintenir.

N'écoutez pas sur-tout ces fanatiques qui cherchent à troubler vos consciences. Notre religion est toujours la même. Les Décrets de l'Assemblée nationale, bien loin de lui porter aucune atteinte, n'ont fait que ramener aux principes évangéliques, aux règles de la primitive Eglise, les Ministres de cette sainte religion. Eh! quoiqu'on en dise, examinez les choses par vous-mêmes: faites attention que les Evêques, les Curés et les Vicaires Constitutionnels déclarent formellement, qu'ils sont et qu'ils veulent être dans la Communion du Pape: faites attention que nous avons les mêmes articles de foi, les mêmes sacremens, le même catéchisme, les mêmes cérémonies, la même croyance: que rien, non rien, n'est changé dans notre religion, si vous voulez vous en convaincre par vos propres yeux, suivez les instructions, la conduite, les fonctions, les cérémonies des Prêtres Constitutionnels, et vous en serez persuadés.

Après vous avoir fait connoître les avantages de la Constitution, il me reste encore à vous parler de ce que vous devez faire pour la consolider et pour la maintenir.

La Constitution que vous avez tant d'intérêt à soutenir, ne peut pas exister, Citoyens, si la force publique, établie pour faire respecter la Nation au dehors, pour assurer les propriétés, l'ordre et la paix dans l'intérieur, n'existoit pas: la Constitution exige encore pour son maintien, l'entretien des autorités constituées, le payement des salaires accordés aux Fonctionnaires publics: la loyauté Française exige aussi l'acquiescement des dettes dont la Nation a bien voulu se charger.

La force publique, l'entretien des autorités constituées, les [29] Fonctionnaires publics, l'acquiescement des dettes, la Constitution enfin, ne peuvent pas exister sans le payement des Contributions

comparaçue çuen oraico taxa, lehen pagatcen cintusten dretchuequin eta atcemanen duçue abantail handibat.

Horrela seguracen çaltelariç cebec Constitucioneac ematen dausquitçuen abantaillec Impositionen gainean, seguratuac içan citeste orobat abantail berac aurquituco tuçuela Constitucionearen bertce parte gucietan, çoinen detaillean ecin orai sarbainiteque. [26].

Herritarrac, ez detçaçuela beras entçun malhurusqui gure artean oraino diren guti contentac, gaisqui nahiac: juntaciteste guciac Constitucioneary: guciac eguigun yuramentu berris ere haren mantentceas.

Ez detçaçuela entçun particularsqui çuen conscienciac trublatu nahi tustenac, gure erreligionea bethi bera, bethi bat da. Urhunda Asamblada Nationalac colperic den mendrena ekarri dioen, contrarat Asambladaco Decretac eraquarry nahituste gure erreligione sainduaren Ministroac evangelioco principiotarat eliça sainduac bere lehenbico demboretan, guiristionetasuneco dembora ederretan seguitcen cituen erregueletarat. Cernahi erran deçaten, examina çatçue cebec gauça guciac: eguiçue attentione Aphespicu, Erretor eta Vicario berriec declaratcen dutela haltoqui Aita Sainduaren communionean direla, communionen hortan egon nahi dutela: eguiçue attentione, fedesco articulu berac, sacramendu berac, catechima bera, ceremonia berac, fede bera dugula: deus, ez deus ere, ez dela chanyatu gure erreligionean; seguraciteste çuen beguies, seguiaçue Aphesyuramentu eguinen instructioneac, conduita, fonctioneac, ceremoniac, eta eçagutuco duçue gauça horien eguia.

Horrela çuey eçagutaraci ondoan Constitucionearen abantaillac, guelditcen çait çuey erraiteco cer eguin behar duçuen Constitucionearen hobequi oraino tinquatceco, mantentceco.

Sustengatcea hainbertce intres duçuen Constitutionea, ecin manteni diteque, Herritarac, Nationaren errespectarasteco, eta barnean baquea, ordena ona eta bacotcharen içateac seguraceteo establituac diren indarrac, erran nahida tropetaco Soldaduer-Guardia-Nationalac, eta holaco bertce establimentuac esbalire mantentituac: Constitucioneac galdetcen du oraino bere mantentarençat, harc establitu tuen autoritaten entretenimendua Fonctione publicoey eçagutu: çaioten sarien pagamenduas. Francesen leyal-tasunac galdetcen du finean Nationeac cargatu nahi içan duen çorren pagamendua.

Tropac, Constitucionac establitu tuen autoritateac, Fonctioner [28] publicoac, çorren pagamendua, finean Constitutionea bera, ecin sustenga diteque, Contributione publicoen pagamendua eguiten ez

publiques. Il faut donc, il faut donc nous hâter d'acquitter ces Contributions si justement, si légalement, si volontairement établies. C'est par ce moyen et par ce moyen seul, que nous éviterons l'anarchie, le bouleversement de l'Empire, sa dissolution et les maux infinis qu'elle entraîneroit: l'intérêt général du Royaume, l'intérêt particulier de chaque individu, la gloire du nom Français, tout doit donc nous engager à remplir cette obligation essentielle dont l'exécution n'est déjà que trop retardée; c'est à l'empressement qu'on mettra à acquitter les Contributions que la Patrie reconnoitra ses enfans chéris, les vrais Citoyens.

*Le Procureur-Syndic du District d'Ustaritz,
DHIRIART.*

[31]

bada, presa gaitecen beras hain justuqui, hain leyalqui pausatuaçan diren Contributioneac pagatcerat. Moyen hortas eta moyen hortas bakarric evitatuco tugu desordena guciac eta desordenac ekartcen tuen calte guciac. Erresumaren intres generalac, bacotcharen intres particularac, Francesen icen gloriosac, arraçoin guciec behar guituste beras engayatu, sobera guibelatuya den obligatione baites padaco horren bethetcerat. Gure Impos hain justuqui errepartituen, pagatceco irakatcico dugun empresamenduyan, eçagotuotu Franciac bere haur maiteac, eguiazco Citoyenac.

Ustaritsco Distriqueco Procuradore sindica,
DHIRIART.

ANNEXE F**ARRÊTÉ DES REPRESENTANTS
DU PEUPLE MONESTIER ET
PINET AÎNÉ (7 octobre 1973)****Franciaco Errepublikoaren icenian**

Pirennea Occidentaletaco Armadan eta Porgurunceco Departimenduetan aurquitzen diren Populuaren Errepresentantec.

Uztaritzco communeco cembait herritar onec eguin dioten denonciationiaren gainian, ceintaric agueri baita, Bayonaco hiritic atheraturican, hainitz suspitchac diren pressuna batçu bere egoitça berechi dutela Ustaritzeco herrian, hartan egoitçaric, ez duten arren eta principioric galgarrienac herri hartan, banatcen dituztela.

Eçagaturican cembat important den, aurquitcen garen circumstantietan pressuna suspeitchec ezditecen urrun, bere egoitçaco autoritaten alçartassunetic, eta ezditecen poulompa herribatçuetan ceinetan eçagutuac ezdirelacots errech quiago herritar onen alcartassunac ihes eguin baiteçaquete eta bana tranquiltastun publicoaren principio barrayat çaille batçu, lanyerossagoac litasquen manera batçues, arrestatcen dute:

Lehembicoric

Bayonnaco habitantac, ceinac Ustaritzco herrian memento huntan aurquitcen baitire eta Ustaritzco herrian proprietate foncierren yabe ezdirenac, obligatuac izanen dire, presenteco arresta publicatcen denetic hogoy eta lau orenen buruyan herri hartaric atheratcias, eta bihourtcia, bere ordinarioçaren lekurat.

Bigarrencoric

Hogoi eta lau orenen ephiaren buruan, presenteco arresta huni obeditcen ezdioten guciac, hartuac izanen dire eta cerratuac, pressuna suspitcha batçu beçala bakiaraino. [172].

Hirurgarrenécoric

Etchetaco propietarioac, ceinen etchetan aurquituco baitire presentaco arresta huni suyet içanen diren pressunac, obligatuac izanen dire, haina hequien beren etchetican camporat emaitias, gorago fixatua den ephian. Eta etchetaco naussietarican, ceinen etchetan aurquituco baitire arresta huni suyet diren cembeit pressuna hogoy eta lau orenen ephia akabatceas gueros, condemnatuac içanen dire, hirur ehun liberaco amanda baterat, ceina partitua izanen baita Ustaritzco herrico pobrien artian.

Bayonnan-emana urriaren sortcian, mila saspi ehun eta lauretan-hogoy eta hamahirurian, Pranciaco Errepublica bakarra, eta ezin separatuscoaren bigarren urtian.

Signatura J. B. B. Monestier (du Puy-de-Dôme)

J^s Pinet çaharrena

[173]

LIBERTÉ ÉGALITÉ

Au nom de la République Française

Le Représentant du Peuple envoyé dans les départements des Hautes & Basses-Pyrénées.

INSTRUIT par l'agent national du district d'Ustaritz, & par des renseignemens particuliers, que plusieurs habitants de ce district, effrayés par la mesure de l'internat, ordonnée par un arrêté du 13 ventôse de l'an 2^{me}, & des circonstances qui ont précédé & accompagné cette mesure, ont quitté le sol de la République & fui sur le territoire d'Espagne;

Que l'éloignement où ils se trouvent, la difficulté d'avoir des communications avec leur pays, la différence de leur langue, l'incertitude même si les bienfaits de la loi du 22 nivôse s'étendaient jusqu'à eux, les ont empêché de profiter du bénéfice de cette loi, & les mettent dans l'impossibilité de rentrer dans le délai fixé au premier [88] germinal;

Vu l'avis de l'administration du district d'Ustaritz du 23 de ce mois, donné sur la pétition à nous présentée;

Considérant que, si jusqu'à présent les habitants des communes du district d'Ustaritz qui, par l'effet de la terreur, ont fui en Espagne, n'ont pas profité, pour rentrer dans leur Patrie, du délai fixé par la loi du 22 nivôse, c'est sans doute parce qu'ils en ignorent les dispositions;

Que les habitants, tous Basques, enfoncés dans l'intérieur de l'Espagne, privés de toutes relations avec leurs parens et leurs amis, parlant tous un langage particulier, ne connoissant, ni la langue Française, ni la langue Espagnole, ne peuvent, qu'avec beaucoup de difficultés, parvenir à avoir connoissance des décrets bienfaisans de la Convention nationale.

ANNEXE G

LIBERTATEA, HIGOALITATEA, EDO BARDINTASSUNA

Franciaco Errepublikaren icenean

Pyrenea gora eta aphaltac daïtzoten mendietaco departimenduetarat egorria du Populuaren Errepresentantac.

USTARITZECO distriquiari nationeco agent edo eraguile denaren ahos, eta berce bide particularrez izan ditugun berriez yaquinetzun guirelacotz district huntaco hainitz habitantec, Errepublicaco lurac hutzuric, Espainiarat ihes eguin dutela icitu direlacotz yasco ventôsa, edo ilhabethe haïcetzua daïtzonaren hamahirurean emancen ordenantza bates, ceïnac bere herriac hutzaracis, egortcen baitcinen barne herrietarat, edo bereciqui ordena horren executatcean, aincinean eta ondoan erabili diren maneres.

Orai caussitcen diren lekhuen urruntassunac, bere herrietaric berrirec içaiteco gaitzassunac, lengoaea edo hitzcuntzaren diferenciac, eya heyer tocatcen çaucoten eta heyetaraïno hedatcen othe den nivôsaren, erran nahi da ilhabethe elhurxuaren hogoï eta biyian eman izan den leguearen fagorea dudatciac edo ez segur içanac, debecatcen dituela bere errietarat bihurtetic helduden ilhaberearen leheneco legue horrec ematen duen beçala. [89].

Ikussi dugun ondoan presentatua içaitu çaicun peticione baten azpian Ustaritzeco distriquiteco administracioneac eman duen abissua.

Consideraturic Ustaritzeco distriquetic icialduras ihes eguin duten habitantac bere etchietarat, ez bihurtcea heldu dela nivôsaren, edo ilhabethe elhurzuaren hogoï eta bieco legueaz, yaquintzun ez içaitetic.

Haïnitz gaitz dela icialduraz Espainian barna bere herriac desterratu ditusten Escualdun horientzat Nationeco bilkuyaren decret ungarriaren eçagutzea, ez Francessa, ez Espagnola aditzen ez ditustelacotz, bere ahaïdetic eta adisquetaric berriric ecin izan deçaquetelacotz.

Que dans un moment où la nation Française se montre indulgente et généreuse envers ses ennemis, il est de sa justice de faciliter à ceux qui n'ont fui que la persécution ou la mort, les moyens de rentrer dans le sein de leur Patrie, et d'y faire valoir leur industrie;

ARRÊTE: Que le délai fixé au premier germinal, par la loi du 22 nivôse, est prorogé jusqu'au premier prairial, en faveur des habitants du district d'Ustaritz qui ont quitté le sol de la République et qui, d'après les termes de cette loi, peuvent retourner dans leur Patrie.

Le présent arrêté sera traduit en langue Basque, lu et publié partout où besoin sera. [90].

L'agent national du district d'Ustaritz est chargé d'en suivre l'exécution.

Fait à Bayonne, le 28 ventôse de l'an 3^{me} de la République Française, une & indivisible.

Le Représentant du Peuple,

Signé: AUGUSTE IZOARD. [92]

Francez Nacionea bere etzayen alderat bererat generos eta barkhatcea aguercen den demboran yustu iduritu behar çayola persecucionearen eta heriotzearen ihessi yoan direner bere herrietarat bere oficioteco lanez hari yatzerat bihur arasteco moyenen eta bidien idequitzea eta errechitia;

ARRESTATUA EDO ERREGUE LATUA DA: nivôsaren edo elhur ilhabetearen biyeco legueac helduden ilhabethe germinal daitzonaren leheneraïno baïcen emaiten ez cioten terminoa, edo ephea, luçatua dela praireal, edo belhar ilhabetea daitzonaren leheneraïno, Ustarisco distriqueco lurretariç ihessi yoan ciren habitant, eta legue horren bides bihur citezquenen fagoretan.

Arrestatu edo ordena haur içanen da Escuararat itzulia, eta beharra den lekhu gucietarat hedatua, eta gucietan publicatua eta [91] afichatua.

Ustaritzeco distriqueco agent nationalac, edo eraguileac du cargua hunen executarastecoa.

Bayonan eguina, ventôsaren, edo haïce ilhabethearen, hogoï eta çortzian, eta Franciaco Errepublica, bata, ecin partitua, edo sathicatua denaren, hirur garren egunean.

Pupuluaren Errepresentantac,

Sinatua: Auguste IZOARD

PROCLA

EGALITÉ **LIBERTÉ**
Guerre aux Tyrans **Paix aux Peuples**

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

**Les Représentants du Peuple Français, près l'armée
des Pyrénées Occidentales;**

Vu l'arrêté de notre collègue Izoard, du 28 Ventôse dernier, qui proroge jusques au premier Prairial, mois courant, le délai accordé aux habitans du district d'Ustaritz, qui ont quitté le sol de la République & qui, d'après les termes de la loi du 22 Nivôse, peuvent retourner dans leur patrie;

Informés que les Basques que la terreur a déterminés à passer en Espagne n'ont la plupart pu être informés de la loi bienfaisante du 22 Nivôse, parce qu'étant presque tous illétrés (*sic*), nos ennemis ont cherché à leur dérober la connoissance du petit nombre d'exemplaires imprimés de la loi, que la difficulté des communications a permis d'introduire en Espagne;

ARRÊTENT

Que la délai fixé par la loi du 22 Nivôse au 1^{er} Germinal pour le retour des Basques qui ont quitté le Sol de la République, qui a été prorogé par notre collègue Izoard au premier Prairial, s'étendra jusques au premier Fructidor prochain, le présent arrêté sera traduit en langue Basque, lu et publié partout où besoin sera. [94]

Le Procureur-Syndic du district d'Ustaritz est chargé d'en suivre l'exécution.

Fait au quartier général de Jean-de-Luz, le 22 Prairial, l'an 3^{me} de la République Française, une & indivisible.

Signés: MEILLAN, CHAUDRON-ROUSSEAU, PAGANEL [96]

MATION

ANNEXE H

IGUALITEA
Tyranneco Guerla

LIBERTATEA
Populuco Baquia

FRANCIACO POPULUAREN ICENEAN

Franciaco Populuaren Representantac armada Pyrennea Occidentalecoac;

Icussiric Izoard, gure lagunaren arrasta, iragan Ventosa deitcenden hillaren 28^{an} emana; ceñac Prairial, oraico hillaren lehena-raïno luçatu baitu terminò accordatuya, Ustaritzco distrikeco habitantei ceñac, Franciaco Republicaco lurretic ilki baitire, eta Nivòse deitcenden hillaren 22^{co} leguearen arabera bere herrirat itçul baititasque.

Yaquintzun garelacots escaldun, ikharac Españiarat guanaracituen guehienc ignoratçen dutela Nivòsen 22^{co} legue hurous eta humanoa, ceren casic guciac ignorentac baitire, eta gure etseyec bere inhalac eguin baituste hequiei gordetceco legue horren copiac bakarrac, ceñac comunicacioneco difficultatec permetitu baitute Españiarat egortcia; arrastatcen edo declaratcen dugu:

Nivòsen 22^{co} legueaç fixaturicaco terminoa Germinalen leheneraïno Escualdun Republicaco lurra abandonatu dutenençat, prairialen leheneraïno gure lagun IZOAREC hedatua, helduden Fructidor deitcenden hillaren leheneraïno içanen dela luçatua erran nahi da, lehenagoco condatceco moldean helduden abustuaren 18^{an} 1975.

Arrasta hau içanen da escuararat itçulia iracurria eta publicatua beharden toqui gucietan. [95]

Ustaritzco distriqueco Procuradore-Syndica cargetua da hunen executatarasteco.

Quartier Generalean eguina doniyaune lohissun Prairialen 22^{an}, Franciaco Republica bata, ecin partitua, hirur garren urthean.

Signatuac: MEILLAN, CHAUDRON-ROUSSEAU, PAGANEL [97]

ANNEXE I

DÉLIBÉRATIONS DE LA MUNICIPALITÉ D'AHETZE

Juramentuaren ondoko proces verballa eguina egun Jeanvieren 15^{an} mila saspi ehun eta lau hogoy eta amabian. Erran nahidut: Pierre Larralde presentatu du municipalitatearen eta herrico habitanten antcignean Juramentua; bai eta orobat Jean Duhartec [388] éré. Eta horla çarratu da. Eta signatcen dute signatcen daquiteneç.

ETCHEPARE,

greffier de la municipalité.

Egun oxalaren 6^{an} 1792, içañ dire nomatuac Pierre Lafargue, Juratu, eta Jean Etcheberry notable; eta erricibituac içañ dire, eta juramentua presentatu dute decretaren arabera. Capite generalean, abbade eta juratuen eta bertce gaigneraco present ciren habitanten antçinean, fidel içañen direla nationerary, leguerary eta erreguery.

Signé par moy, ETCHEPARE, secrétaire greffier

Egun oxalaren 9^{an} 1792, Capitu generalean, ussaya eta costumac den lecuan, herrico etchean, abbade eta Juratuen presentian, eta bertce gaineraco present diren habitant direnen artian, eta deliberatu dugu herrico oyanaren portionebat segnetan baita hirur. portionetan sallçerat Etcheto Arraingoricoary bere guissun-etan paper assignetan.

Egun Juinaren 17^{an} 1792, ussaya eta costumac den lekhuon, herrico etchean, abbade eta juratuen presentian, çoingnac baitire abadea Pierre Larralde maira, Jⁿ Duhart, Pierre Lafargue Juratuac, Oger Heuty, comuneco procuradorea eta presentian diren notable-requien battean, eta presentian direnec eguiten dute presentian es direnentçat. Eta deliberatu dugu eta consentitcen dugu ontassunen estimatcen ibili diren comessario, eta hequiequin battean bertce

han ibilli diren guïçonei ordenatu diotegu bere eguneco jornalla guïçon bacoitchary berrogoi sos. Eta signatcen dute enequin battean signatcen daquitened. Eta nic signatcen dut esdaquitenedat.

Egun abostuaren 24^{an} 1792^{an}, herrico etchean, usaya eta costumaden lecuan, abadede Juratuen presentcian, eta procuradore communecoaren presentcian, eta notablennean, ceignac baitire, Pierre Larralde abadea, Jean Duhart, Pierre Laffargue juratuac, eta Auger Heuty, procuradorea. Eta bertce gaignerateco habitant guciac present direllaric, deliberatu dugu, eta presenttean direnec eguiten dute present eztirentçat, eta nolla, hanitz dembora huntan abus handitealean baicare. Mr. doupiceren contuez, Pierres [389]. Larralde printteco Jaun abadeary emaiten diogu podorea jaun hary behardiren diligencien eta excecucionnen eguitteco. Eta signatcen dute enequin batean signatcen daquitened.

(Egun septembreren 16^{an} 1792^{an}. Capite generalean ussaya eta costumaten den lekhuuan, herrico etchean, abade eta juratuen presentian, coignac baitire abadea Pierre Larralde, maire, Jean Duhart, Pierre Lafargue off^{re} m^{le}, Oyer Ehuty communeco procuradorea. Eta bertce gaineraco ghorpuceco notableen, eta presentian diren habitanten anticignean assamblatu gare, leguearen eta decretaren arabera. Eta nihor baden errencurantico edo M^r Duhart gure herrian dugun Jaun apeçac herri huntan emanduen troubleric populuaren artian. Edo nihor baden gure constitutionearen contra Jaun hori mintçatcen adituric. Eta guciac bos bates ihardetsy dute esdela. Eta signatcen dute signatcen daquitened).

Egun Septembreren 16^{an} 1792^{an} Capite generalean ussaya eta costumaden lekhuuan, herrico etchean, abade eta juratuen presentian, congnac batire abadea Pierre Larralde eta juratuac J^{en} Duhart, Pierre Lafargue, Oyer Ehuty herrico procuradorea, eta presentian diren notablee eta habitantequien battean. Eta deliberatu dugu presentian garenc presentian esdirentçat eguiten dugularic Jaun cargudunec Harrietaco Jaunary bere ussayaco bide houra libra deçala. Eta harc eguin nahy es badu deliberatu dugu herriaren plaintatcerat ordenarequien battean guc libratcerat. Eta signatcen dute enequien battean signatcen daquitened.

Egun mayatçaren hemeçorçian mila saspi lau haugoy eta hama-

bian Ahetzeco herrian, Capitu generalen ussaya eta costumaten den lekhuari, abade eta juratuaren presentian, çoinac baitire Pierre Larralde abadea, Jean Duhart, Pierre Lafargue juratuac, Oyer Ehuty herrico procuradorea. Eta bertce Gaineraco gorputheco presentian diren notablerequien battean eta gaigneraco presentian çautcen diren habitantequien battean eta presentian direnec eguiten dute presentian esdirenentçat. Eta deliberatu dugu suby batten emaiterat herrico canpoco lurrerat eta errota hary autenintcen diogu Errotaco canal heguias passaya libro icannen den Errota hartarat, eta nolla baita saçardi hartan içaqua bat emanen duten estatuan içaqua hura errota hartarat passatçeco eta orgabide haren fagoretan [390] jouquitçeco. Eta presentian direnec signatcen dute enequien battean, eta nic signatcen dut esdaquitenentçat.

Egun avoustuaren 5^{an} 1792, ussaya eta costumaten den lekhuari, herrico etchean, abbade eta juratuaren presentian, assamblatu gare gure municipalitateco gorputçarequin battean. Eta deliberatu dugu behar dugula Districaren arabera gure impositionetaco sortitugun diruben biltçeco tressolier bat nommatu decretaren arabera. Eta presentian garenc eguiten dugu presentian esdirenentçat. Eta deliberatu dugu gorputçaren artian nomatçerat tressolier bat gure Jaun abadea, çoigna bait Pierre Larralde, Moiscolloeneco Jauna. Eta presentian garenc signatcen dugu. Capable dela eta souhable affera horry ihardesteco. En **foy de quoy** signatcen dute enequien batean signatcen daquiteneç. Eta nic signatcen dut esdaquitenentçat.

Egun avoustuaren 25^{an} 1792, ussaya eta costumaten den lekhuari, herrico etchean, abade eta juratuaren presentian, çoinac baitire, abadea Pierre Larralde, eta juratuac Jⁿ Duhart, Pierre Laffargue, Oyer Heuty procuradorea, eta bertce gaigneraco presentian diren habitanten anticignean. Eta presentian garenc eguiten dute presentian esdirenentçat. Eta deliberatu dugu chimincoeneco Jaunac eguiten badaucu espendioric bere herrian duen prentionne hartas nolla Ahetzeco herriac laudatcen dautan segui deçadan affera hory, herriaren gostus. Eta signatcen dute enequien battean signatcen daquiteneç.

Egun septembreren 16^{an} 1792, Capite generallean ussaya eta costumaten den lekhuari, herrico etchean, abade eta juratuaren presentian, çoinac baitire abadea Pierre Larralde, Jean Duhart, Pierre Lafargue juratuac, Oyer Ehuty comuneco procuradorea,

eta bertce gaigneraco gorphutceco notable, eta presentian diren habitanten antcigneane eta presentian direnec eguiten dugularic presentian es direnentçat, eta assamblatu gare leguearen eta decretaren arabera, niyhor ere baden errencurantic M. Duhart (hirur hogoy eta hamasei ourthe dituena), gure herrian dugun Jaun Aphecac (herry) huntan emanduen trobleric populuaren artian, edo nihor ere battere baden gure constitutionearen contra Jaun hory mintçatcen adituric. Eta guciec ihardetci dute bos bates esdela nihor ere jaun harentçat erratecoric duenic, eta baduela hogoy eta hamar ourthe herri huntan contratus goïs meçaren erraiteco [391] habitatua dela. Eta declaratcen diren cargudunac esdaquitela signatcen. Eta signatcen dute presentian direnec enequien battean.

Aprobatcen dudalaric antcigneco interligna **herry**.

JEAN ETCHEPARE, S^{te} greffier.

Egun septembreren hogoi eta bedaratcian mila saspî ehun lau hogoi eta hamabian, herrico etchean, Capitu generalean, ussaya eta costumaten den lekhuan, abade eta juratuen presentian çoignac baitire abadea Pierre Larralde, Jⁿ Duhart, Pierre Lafargue juratuac, Oyer Heuty, herrico procuradorea, eta presentian diren notable, eta habitanten precensian. Eta presentian direnec eguiten dute presentian esdirenentçat. Eta deliberatu dugu helduden igandean septembreren hogoy eta bederatcian goiseco çorciorenentan cauticeco Sempereco plaçan, eta causcitcen esdenac, arolla hemendic goaten denac iracurry ondoan Semperen arrolatei, Escase denac pagatuco duen amanda hirur libera. Eta signatcen dute enequien battean signatcen daquiteneç orginalean. Eta nic signatcen dut es daquitentçat.

Egun hacilaren 18^{an} 1792^{an}, herrico etchean, ussaya eta costumaten den leqhuban, Capite generalian, abade eta juraten presentian çoignac-baitire abadea Pierre Larralde eta juratuac Jⁿ Duhart, Pierre Lafargue juratuac, Oyer Heuty comuneco procuradorea eta bertce gaigneraco notable eta habitant presentian direnen antcigneane. Eta presentian direnec eguiten dute presentian es direnentçat. Eta deliberatu dugu ussayaren arabera Errico Etchea incantian ematerat ourthe battentçat. Eta hirur garren aldian incanta equinden ondoan libratu içan diogu guehienic offreitu dubenary coigna baita Andres Laperle, Bertricoeneco jaunary [392] coignetan offreitu baitu souma ehun eta hirur hogoi eta hamabi libera eta hameca sos dirutarat. Eta herriac libratu içan dio con-

dicionerequin baldin paperetan pagamendua eguiten badu pagatuco duben borscetaric bia guehiago eta fournituco duben ourthe huntan arnoa herrico etchean. Eta Echea jouquico duben estatuan eta garbitassunean. Eta leguearen arabera galdetu diogu bermebat eta eman daucu Pierre Larralde Moiscolloeneco jauna eta herriac errecibitu du condicionerequin Andrescen faltan erranden Andrescen faltan pagatuco duben 172^f eta hameca sosseco souma hory hatzeco herriary eta arnoaren fornitcea eguinen duben ourte ragno. Eta signatcen dute signatcen daquiteneç. Eta nic signatcen dut es daquitenentçat.

Egun hacilaren 11^{an} 1792^{an}, herrico etchean, ussaya eta costumaten den lekhuan. Capite generalean, abade eta juratuen pressentcian çoignac baitire abadea Pierres Larralde, Jean Duhart, Pierre Lafargue juratuac, Oyer Heuty herrico procuradorea eta bertce gaigneraco presentian diren notable eta habitanten antcignean, deliberatu dugu Chochaenea incantean emaiterat hirur hourthe huntacotz conditionnerequien baldin apescic heldu bada etche hartarat libratuco duben etchea egonden dembora pagatu eta libratu içan diogu hirur garren icanta, eguin denean guehenic offreitu du benary çoingna baita Jean Salla Malieneco çemiary 43^{II} eta bors sossetan dirutan, condisionerequin baldin paperetan pagatçen badu pagatuco duen borsetaric bia guehiago. Eta condicione horietan sartcenda berme herriac laudaturic Oyer Etcheberry Teiletcheco Jauna quarantituco duben aren faltan souma hortas Ahetzeco herriary. Eta signatcen dute enequien batean signatcen daquiteneç. Eta nic signatcen dut es daquitenentçat.

Egun hacilaren 10^{an} 1792^{an}, nic Ahetzeco abadea Pierre Larralde, Moiscoloeneco Jaunac, eman diotet ussayaren arabera erregueren cervitçurat joan diren guiçonnec Etcheberryry eta Ernaut Magdaleneçory, presentian capituan ciren guiçonec laudaturic, bakhoichary sei libera; muntadute.....12^{II}.

Egun hacilaren 13^{an} 1792, Ahetzeco herriac, leguearen arabera, eman diote Salvat Dufau Ganahaurraeneco jaun gastiary campo lourretic, lau hogoi eta hemeçorci sagarlour herrico ussaya saharren arabera. [393]

Egun Septembreren lehenian, milla saspì ehun eta lau hogoy, hamar hirurean, Capite generalean, ussaya eta costumaten den

lekhuan, herrico etchean, Abbade eta juratuen eta comuneco procuradoreen presentian, eta çoignac baitire Pierre Larralde abadea, Michel Harotcene eta Pierre Lafargue, officiers municipallac, eta Bernard Larralde procuradorea, eta bertce gaigneraco presentian diren notable eta herrico habitant present direnen artian, eta presentian direnec eguiten dugu presentian es direnentçat, Eta deliberatu dugu presentian garenc egun hamar borseco çoigna baita septembreren hamabortça, citoyen Elissaldecenaren alderat hamabi ehun liberaco çor baitugu, Ahetzeco herriac pagamendu hory pagatu behar duten guciac bilduco diren erranden egun hartaco bere pagamendurequin herrico etcherat pagamenduaren eguiterat.

Egun octobreren bortzian mila saspy ehun eta lau hogoy eta hamar hirurian, Capite generalean ussaya eta costumacden den lekhuan herrico etchean, abade eta juratuen presentian eta herrico procuradorearen presentian, soignac baitire abadea Pierre Larralde, juratuac, Pierre Lafargue eta Bernard Larralde procuradorea, eta bertce gaigneraco notable eta herrico habitant presentian direnen anticignean, eta presentian direnec eguiten dute presentian es direnentçat. Eta deliberatu dugu presentian garenc ontasçuna causitcenden lekhuan jugituco garen haren nauciary pagarasteco bakhoichari bere partea Elissaldecenary Ahetzeco herriac çor duenaren partea. [394]

Egun vendemiaren 15^{an}, errepublicaren laugarren ourthean, Capiti generalean off^r m^l, eta presentian diren habitanten anticignean eta presentian direnec eguiten dute present ezdirenentçat. Eta deliberatu dugu presentian garenc present ezdirenentçat lour hec hartcen distutene hautenitcen diotegula bere lourri parte hartu dituztenent cerratcerat baldin nuacoequien acort badire. Eta signatcen dute signatcen daquitene. Eta nic eguiten dut ezdaquitententçat. Eta pagamendu hau icanen da eguina ussayaren araber. Eta icanen dire hirur deputatu coartes bachoitzchetic bat occasionne hau heldudenean.

(Egun vandemiaire 15^{an} Errepublicaren laugarren ourthean Capiti generalean, officier municipal eta presentian diren herrico habitantec presentian, çoingna baita off^r municipal Jean Duronea. Eta bertce gaigneraco presentian diren habitanten anticignean, deliberatu dugu herrico comun çoinbaiten emaiterat eta nolla

particular combaitec nahi badu opposatu ordagna emaiten çayoel-
ric etdo dirua pagatcen çayoelatic permitçaren çayoen hartcerat, eta
eçagutcen dutelatic sohyaren eguitea etdo lour sahariaren emen-
datcea. Eta icañen da deputatues eguçaguten balira etdo ordagna.
Eta signatcen dute signatcen daquitened. Eta nic eguiten dut ez-
daquitenentçat).

(Bertce gausa deliberatu dugu, egun berean vendémiare
arraçoin 15^{an} beraren gainean lour hartcen dituenary hautenan-
tzen diogun bere larre partetan hauçaequien acort direlaric bere
larre parte hequien serratcerat). [395]

Egun vandemieraren hamabortcen Errepublicaren laugarren our-
thean. Ahetzeco herrico etchean, Capitu generalean ussaya
eta costumatcen den lekhuari juratu eta bertce presentian diren
habitanten anticignean, çoigna bata juratua, Jⁿ Duronéa, eta bertce
presentian diren habitanten anticignean, eta deliberatu dugu pre-
sentian gareneç sohia etdo houharra pagatcen sayoleratic etdo
ordagna tournatcen sayoelatic particular berac eta içannen da
ortaracotz eçagutua herrico deputatues. Signatcen dute signatcen
daquitened. Eta nic eguiten dut esdaquitenentçat.

Egun frimairaren 14^{an} Errepublicaren laugarren ourthean, Ca-
pite generalean ussaya eta costumatcen den lekhuari, Juratu eta
presentian diren habitanten anticignean, çoigna baita Juratua Jⁿ
Duronea eta presentian diren habitantec eguiten dugu present
esdirenentçat. Eta deliberatu dugu presentian gareneç Moiscolo-
eneco Jaunaren abadeco comptuen examinatceco emaiten diote-
gula podore herriac Michel Harotcene, Pierre Lafargue, Jⁿ Duronea,
eta Étienne Dicharry. Eta signatcen dute signatcen daquitened,
eta nic eguiten dut esdaquitenentçat.

Egun nivosaren hamarabortcean, Errepublicaren laugarren our-
thean, herrico etchean, Capitu generala eguiten den lekhuari,
Juratu eta presentian diren habitanten anticignean, eta present
direnec eguiten dute absent direnentçat. Eta deliberatu dugu
leguearen arabera collecter baten equiterat ouras aldetic eta equin
icantu dugu. Organbideco etchea eta handic manatuco den co-
llectercoa. Eta signatcen dute daquitened, eta nic eguiten dut esda-
quitenentçat.

Egun nivosaren hamarabortcen Errepublicaren laugarren our-

thean, Ahetzeco herrico Etchean, Capite generala eguiten den lekhuian, Juratu eta presentian diren habitanten antcigneian, eta presentian direnec eguiten dute absent direnentzat. Eta deliberatu dugu ouras aldeco carturian Oyhançain baiten emaiterat, eta eman içan dugu Jⁿ Etcheverry, Moulieneco Jauna. Eta signatcen dute daquitenece. Eta nic eguiten dut esdaquitentzat.

Egun germinalen hogoy eta lauyan, Errepublicaren laugarren ourthean, herrico etchean, Capite generala eguiten den lekhuian, assamblatu içan gare gure officiale municipal eta bertce herrico habitantequin battean çoingnac baitire Jean Larralde eta Chabat Dufau, herrico officiale municipalac eta deliberatu dugu presentian garenece absent direnentzat. Egundic hacico garen gure contributione funxieren biltcen mila saspy hehun, eta lau hogoy eta hamar bortceco pagamenduaren, eta nolla herriac ousatu baitu oray [396] artean herrico carga, localentzat pagamendu portione batten pagatcen deliberatu dugu oray ere bakhoitchac bere pagamenduaren araberetic pagatuco duen oray ere portione bat, coingnean heldu baita lehennecoti bortcetariç bijac dirutan. Eta dembora berean pagamendu guciac bilduco diren battean. Eta signatcen dute signatcen daquitenece guciace deliberatione huntan. Eta nic eguiten dut esdaquitentzat.

Egun hacilaren hemeçorcian 1796^{an} 5^e année républicaine, ussaya eta costumaten den lekhuian capite generala egintenden lekhuian herrico juratu eta presentian diren habitanteen antcigneian, çoingnac baitire juratuac Pierre Larralde Moiscollo, eta Chavat Dufau ganahaurraene, eta deliberatu dugu herrico etchea, ussaya eta lequearen arabera, incantean emaiterat eta hirur garren proclamatione eguinden ondoan libratu içandiogu gueyen incanta jo duenary çoingna baita Pierre Lacoste, errota sagnary berrogoy eta lau liberetan erdiac presentian condatceco, eta bertce erdiac eguberrietan. Eta signatcen dute daquitenece eta nic eguiten dut esdaquitentzat, eta bermea emaiten du Jⁿ Duhart aqherretaco jauna.

Egun hacilaren hamecan 1796^{an} 5^{me} année républicaine, ussaya eta costumaren arabera, deliberatu dugu cargudun eta bertce herrico habitanten antcigneian, Chochareneco Etchea incantean emaiterat eta dembora hartan Guilditucen jasco guidunean herriarentzat, eta herriac libratu içandio berrogoy eta sorcy liberetan St-Martin Lamereins Betricoreneco Jaun eta Andre gasteary erdiac presen-

tian pagatceco eta bertce erdiac eguberrietan, eta leguearen arabera bermea emaiten dute Pierre Lafargue, Harretcheco jaun gaztea. Eta signatcen dute daquitenece eta nic eguiten dut esdaquiteneçat.

Egun pluviosen 18^{an}, Errepublicaren 5 garren ourthean, deliberratu dugu annayen arthean cartieretarie hirur deputatu nomaturic behar dugula helcar lagundu baldin helcarren artean hiltcen baiçacu assiendaric horaitic assiric St-Blaise arteragnean helçar soustengatu etdo ydihco etdo behico, confardian direnec, çoignac baitire anayatassunean sartuac, çoignac baitire deputatuçat eçagutuac Pierre Larralde, Plaçaco deputatua. Eta Larronta aldetic, Jⁿ Fagonde, Aguerre, eta ouras aldetic Oger Ehuty, sieur d'Olhain. Eta içandute deputatuec podorea malhura arribatcen den pontutic hamabors egunen bourouco, es baldin badu pagatcen bakhoitçac hirur libera pagatuco duen deputatuec biltcen abiatu gueros pagatuco duen ser. livera doblia, eta baldin pagamendu hunen [397] arthean nihorc ere eguiten badu contrestarie etdo hauciric soustengatuco duten confardiaco anayec helcar deputatuetarie, eta içanen duten amanda doble, hura beretçat deputatuec çoingnetan baitire anayatassunean sartuac: Pierre Larralde, 1 paire de bœufs; Chabat Dufau, 1 paire de bœufs

Eta signatcen dute signatcen daquitenece, eta nic signatcen dut esdaquiteneçat.

ETCHEPARE, S^{re} greffier

Egun brumeren 14^{an} çazpigaren urthean, herrico etchean, içan da herrico etchearen encanta, hirurgaren proclamante cargudunen presencian, çoigniac baitire Piarres Larralde, ag^t m¹, eta Joannis Borotra ayoudantta, eta ataballa joeta, libourua idoquiden ondoan presentatu Martin Ollat, Predorenneco Jaunna, guehiennic offreituduenna, eta içan errecibitua leguearen arabera. Eta Maria Buztingoric presentean darne dennan. Eta eman du berme Jean Lissarrague, Harriet aita, 53¹ rençat. Eta signatcen dute enequien bathean.

Jⁿ Lissarrague, Harriet.

LISSARRAGUE, greffier. [398]

ANNEXE J

LE CALENDRIER RÉPUBLICAIN (1799)

Ce calendrier était accompagné d'une longue lettre explicative. Nous ne saurions mieux faire que de la reproduire ici, dans le style de l'époque, en rectifiant toutefois les fautes d'orthographe qui s'y étaient glissés. (Dr. LARRIEU.)

AUX ADMINISTRATEURS DES CANTONS BASQUES

CITOYENS,

Vous avez sans doute remarqué combien les Basques seroient embarrassés de s'entendre dans l'usage qui va s'établir du nouveau calendrier, et combien il importe cependant de les familiariser à une nomenclature aisée, intelligible et précise de toutes les époques et divisions annuelles et décadaire surtout pour les foires et marchés qui ne pourront plus coïncider avec les anciens jours hebdomadaires; mais il faudroit pour cet effet que l'administration centrale en donnât l'explication, avec une traduction basque qui en facilite l'intelligence et l'usage à ceux qui s'attacheront à la langue française. Cette traduction, qui doit être littérale et brève autant qu'il est possible, seroit d'ailleurs d'un grand secours dans les campagnes, surtout parmi les femmes, en attendant que l'usage de la langue nationale y puisse pénétrer et se généraliser, ce qui ne peut arriver que dans quelques siècles. Et, comme il est impossible que la langue basque s'efface entièrement dans un pays où elle s'est conservée pure depuis plusieurs milliers d'années, au milieu de tant de peuples de diverses langues, il n'est pas douteux que la traduction du calendrier y sera toujours nécessaire.

La nomenclature française, prise dans les productions et la [4] température des saisons ou dans l'ordre numérique, est très facile à saisir et à retenir; mais, sans une explication, ces mots ne peignent rien à l'esprit parmi les Basques, puisque tous ont des étymologies grecques ou latines; il faut donc les rendre en langue vulgaire afin de les préparer à l'intelligence du calendrier et leur prouver la justesse et l'ordre naturel de ses divisions. C'est dans cette vue,

Citoyens, que je vous adresse un premier essai de ce travail qui pourra vous servir d'ébauche pour celui que vous concerterez dans votre sein avant de le proposer à l'administration départementale.

TRADUCTION LITTÉRALE ET FIGURÉE DES MOIS:

Vendémiaire	Mahaxte.
Brumaire	Lanhote.
Primaire	Içotzte.
Nivôse	Elhurcor.
Pluviôse	Eoûricor.
Ventôse	Aycecor.
Germinal	Sapadun.
Floréal	Lilidun.
Prairial	Belhardun.
Messidor	Bihilis.
Thermidor	Berolis.
Fructidor	Frutilis.

Lis pour **aylis**. Cette terminaison pourroit mieux répondre à la terminaison grecque **dor**, qui signifie don, présent. Mais le traducteur n'a pu en trouver une meilleure. **Aylis** est un vœu qui répond a «plût à Dieu». [5]

TRADUCTION SYNCOPÉE DES JOURS DÉCADAIRES:

Primidi	Legun, pour lehenegun.
Duodi	Bigun, pour biguerren egun.
Tridi	Higun, pour hirour gerren egun.
Quartidi	Logun, pour lauguerren egun, etc.
Quintidi	Bogun.
Sextidi	Segun.
Septidi	Pegun.
Octidi	Çogun.
Nonidi	Bedegun.
Décadi	Hamargun ou margun.

On conçoit que ces syllabes **le, bi, hi, lau** ou **lo, bo, se, pe, ço, bed, mar**, expriment clairement et sans confusion la suite ordinale des nombres 1^{er}, 2^e, 3^e, etc., sans même y ajouter **gun** ou **egun**, jour, exprimé par **di** dans la nouvelle décade, comme dans l'ancienne semaine. On en verra l'explication cy-après:

TRADUCTION DES DÉCADES SELON LEUR DIVERSE APPLICATION:

Décade: **hamarte**; une décade, **hamartebat**. Deux décades, **bihamarte**. Trois décades, **hirour hamarte**, etc.

Ordre des décades:

Première décade, hamarte-le: -le pour lehen.

Deuxième décade, hamarte-bi: -bi pour biguerren.

Troisième décade, hamarte-hi: -hi pour hirourguerren.

Ainsi donc, **le, bi, hi**, indiquent l'ordre des décades, comme ils [6] expriment celui des jours; et lorsqu'on voudra désigner la première, la deuxième ou la troisième décade d'un certain mois, il suffira d'ajouter au nom de ce mois l'une de ces syllabes numériques, **le, bi, hi**; s'il s'agissoit par exemple de la deuxième décade de floréal, on diroit en basque **lilidun-bi**, comme on dirait **lilidun-bi-se** pour exprimer le sixième jour de la deuxième décade de floréal, en observant que le quantième du jour doit être précédé de celui de la décade, de sorte qu'une fois familiarisé avec ses syllabes numériques, qui parlent d'elles-mêmes, on désigne d'un mot l'époque de l'année dans toutes ses divisions, comme dans cet exemple: le septième jour de la seconde décade de thermidor s'exprimera par ce seul mot, **berolis-bi-pe**; et cela d'autant plus clairement que la langue basque est très embarrassée dans sa construction et dans la liaison des membres d'une phrase composée à cause du renversement de ses parties, ce qui rend les abréviations nécessaires. Voici la construction et la traduction mot pour mot de cette date dans l'ordre ordinaire de la langue basque:

Berolis-en biguerren hamarte-co saspigerren egun-a.

Thermidor de deuxième décade de la septième jour le.

Cela suffit pour donner l'idée de la construction basque et de l'embarras qu'on éprouve dans les discours composés de quelques membres.

Chacun pourra néanmoins donner plus ou moins d'étendue à ces abréviations: l'essentiel est de faire connaître les noms des mois, qui son très faciles à faire d'après leurs productions et leurs météores. On pourra, si l'on veut, y appliquer simplement les quantités des 30 jours. [7]

BIBLIOGRAPHIE

1.—ARCHIVES

Archives Nationales de Paris.
Archives Municipales de Bayonne.

2.—TEXTES

- A.—**Cahier des vœux et instructions des Basques-François du Labourt pour leurs Députés aux Etats-généraux de la Nation.**
Publié par J. VINSON, **Pièces historiques de la période révolutionnaire** (1^{er} fascicule), Bayonne, P. Cazals, 1874.
- B.—**LETTRE, Monsieur le Vicomte de Macaye aux Labourdins qui l'ont envoyé à l'Assemblée de Paris** (10 mai 1790).
Publiée par P. LAFITTE et E. GOYHENECHÉ in Gure Herria, septembre 1972(3).
- C.—**Réglement de police intérieure de l'Assemblée électorale des Basses-Pyrénées** (13 août 1790).
Publié par J. VINSON, **Pièces...** (2^{ème} fascicule), Bayonne P. Cazals, 1875.
- D.—**Ordonnance de Monsieur l'Evêque du Département des Basses-Pyrénées** (17 juin 1791).
Publiée par J. VINSON, **Pièces...** (3^{ème} fascicule), Bayonne, H. Jérôme, 1887.
- E.—**Proclamation du Procureur-Syndic du District d'Ustaritz sur le paiement des impôts et l'obéissance à la Constitution** (1791).
Publiée par J. VINSON, **Pièces...** (4^{ème} fascicule).
- F.—**Arrêté des Représentants du Peuple Monestier et Pinet aîné** (8 octobre 1793)
Publié par le Dr. LARRIEU in R.I.E.V. 1912 (t. VI) pp. 172-173.
- G.—**Arrêté d'Izoard, Représentant du Peuple** (28 ventôse an III - 18 mars 1795).
Publié par J. VINSON, **Pièces...** (3^{ème} fascicule).

- H.—**Arrêté des Représentants du Peuple Meillan, Chaudron-Rousseau et Paganal** (22 prairial an III - 10 juin 1795).
Publié par J. VINSON, **Pièces...** (3^{ème} fascicule).
- I.—**Registre basque de la commune d'Ahetze** (1792-1793).
Publié par P. YTURBIDE in **R.I.E.V.** 1908, pp. 388-398.
- J.—**Le Calendrier Républicain** (1799)
Publié par le Dr. LARRIEU in **Revue de Linguistique et de Philologie comparée**, t. XXIV, 15 janvier 1891.

3.—BIBLIOGRAPHIE GENERALE

a.) Manuels d'information bibliographique

- J. BILBAO, **Bibliografía vasca**, Enciclopedia general ilustrada del País Vasco, Ed. Auñamendi, San Sebastián, 1970.
- P. CARON, **Bibliographie des travaux publiés de 1868 à 1897 sur l'histoire de France à partir de 1789**.
- CIONARESCU, **Bibliographie de la Littérature Française du dix-huitième siècle**, Paris, Ed. du C.N.R.S., 1969.
- P. CUZACQ, **Table analytique du Bulletin de la Société des Sciences, Lettres et Arts de Bayonne**, Bayonne, 1930.
- M. SOULICE, **Essai d'une bibliographie du département des Basses-Pyrénées. Période révolutionnaire** (1789-1800).
Pau. Lafon 1874, Extrait des Mémoire du Congrès scientifique de France, Institut des Provinces XXXIX, t. II.
- J. VINSON, **Essai d'une bibliographie de la langue basque**, Paris, Ed. Maisonneuve, 1891. Additions et corrections (1898).

b.) Dictionnaires

— Français

- BLOCH et WARTBURG, **Dictionnaire Etymologique de la langue française**, Paris, P.U.F., 1964.

A. DAUZAT et autres, **Nouveau Dictionnaire Etymologique et Historique de la langue française**, Paris, Larousse, 1964.

A. HATZFELD et A. DARMESTETER, **Dictionnaire Général de la langue française**, Paris, Delagrave, 1964.

P. ROBERT, **Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française**, Paris, Soc. du nouveau Littré, 1965.

— **Basque**

R. M. AZKUE, **Diccionario Vasco-Español-Francés**, Biblioteca de la Gran Enciclopedia Vasca, 1969.

P. LHANDÉ, **Dictionnaire Basque-Français**, Paris, Beauchesne, 1926.

A. TOURNIER-P. LAFITTE, **Lexique Français-Basque**, Bayonne, Ed. Herria, 1954.

L. VILLASANTE, **Axular-en Hiztegia**, Ed. Franciscana Aranzazu, Oñate, 1973.

4.—BIBLIOGRAPHIE SPECIALE

Abréviations: BSSLAB (Bulletin de la Société des Sciences, Lettres et Arts de Bayonne).

G.H. (Revue Gure Herria).

RIEV (Revista Internacional de Estudios Vascos).

a.) **Histoire**

A. DARRICAU, **France et Labourd**, Dax, Imp. Labèque, 1906.

L. DASSANCE, **Ustaritz, ses assemblées, son tribunal**, in G.H. (1927).

E. DRAVASA, **Les privilèges des Basques du Labourd sous L'Ancien Régime**, Université de Bordeaux, Faculté de Droit, 1950.

- A. CONSTANTIN, **Leçon sur le Pays de Soule**, in G.H., 1957(1).
- M. DEJEAN de la BATIE, **La Soule et ses anciennes institutions**, in G.H. 1956(3).
- M. ETCHEVERRY, **La déchéance d'Ustaritz sous la Révolution**, in G.H. 1929(3).
Les Basques et l'unification nationale sous Les Basques et l'unification nationale sous la Révolution, BSSLAB, 1933 (II).
- P. GOUBERT et M. DENIS, **1789 Les Français ont la parole**, Paris, Julliard, 1964.
- E. GOYHENECHÉ, **Instituciones administrativas del país vasco-francés en la Edad Media**, Anuario de historia del derecho español, t. XLIII, Madrid, 1973.
Notre terre basque, Bayonne, Ikas, 1961.
- P. HARISTOY, **Le martyr d'un peuple**, Pau, Ed. Vignancour, 1894.
Les paroisses du Pays Basque pendant la période révolutionnaire, Pau. Ed. Vignancour, 1895.
Recherches historiques sur le Pays Basque, Bayonne, Ed. Lasserre, 1884.
- M. SACX, **Bayonne et le Pays Basque, témoins de l'histoire**, Bayonne, Ikas, 1968.
- A. SOBOUL, **Histoire de la Révolution Française**, Ed. Sociales, Paris, 1962 (I-II).
- Dr. URRUTYBEHETY, **Le pays d'Ostabarret**, in G.H. 1956.
- P. YTURBIDE, **Le Bilçar d'Ustaritz**, RIEV, Ed. P. Geuthner-H. Champion, 1907.
Notices sur les signataires des cahiers de vœux, BSSLAB, 1909(3).
Le Registre basque de la commune d'Ahetze, RIEV, 1908.
- b.) **Langue**
- S. AUROUX, **L'Encyclopédie, «Grammaire» et «Langue» au XVIIIe siècle**, Paris, Repères-Mame, 1973.

- R. BALIBAR et D. LAPORTE, **Le Français National**, Paris, Hachette, 1974.
- E. BENVENISTE, **Problèmes de linguistique générale**, Paris, Gallimard, 1966.
- H. BOURGEOIS, **Le basque dans l'Encyclopédie 1751-1765**, in *Revue de Linguistique et de Philologie comparée*, Paris, Maisonneuve, 1910.
- A. BRUN, **Recherches historiques sur l'introduction du français dans les provinces du Midi**, Paris, Champion, 1923.
- F. BRUNOT, **Histoire de la langue française**, Paris, A. Colin, 1967.
- J. L. CALVET, **Le colonialisme linguistique en France**, in *Les Temps modernes*, septembre, 1973.
- J. DUBOIS, **Le vocabulaire politique et social en France de 1869 à 1872**, Paris, Larousse, 1962.
Formation et aspects du vocabulaire politique français in *Cahiers de Lexicologie*, XV, Paris, Didier-Larousse, 1969, II.
- ENCYCLOPÉDIE MÉTHODIQUE. Ed. Panckoucke, Paris, 1784, t.II.
- V. G. GAK, **La langue et le discours dans un dictionnaire bilingue** in *La Lexicographie*, «Langages», n.° 19, Paris, Didier-Larousse, 1972.
- L. GUILBERT, **La néologie lexicale**, «Langages», n.° 36, Paris, Didier-Larousse, 1974.
- R. JAKOBSON, **Essais de linguistique générale**, Paris, Ed. de Minuit, 1963.
- R. LAFON, **La langue basque**, Bulletin du Musée Basque, Bayonne, 1973.
- J. R. LADMIRAL, **La traduction**, «Langages» n.° 28, Paris, Didier-Larousse, 1972.
- G. MATORE, **La méthode en lexicologie**, Paris, Didier, 1953.
- A. MARTINET, **Éléments de linguistique générale**, Paris, A. Colin, 1970.

- L. MICHELENA, **Estudio sobre las fuentes del diccionario de Azkue**, Publicaciones del Centro de Estudios Históricos de Vizcaya (RSVAP), Bilbao, 1970.
Fonética histórica vasca, publicaciones del seminario Julio de Urquijo, Dip. de Guipúzcoa, San Sebastián, 1961.
- G. MOUNIN, **Les problèmes théoriques de la traduction**, Paris, Gallimard, 1963.
- J. PERROT, **Le Lexique**, in **Le Langage**, Encyclopédie de La Pléiade, Paris, Gallimard, 1968.
- A. REY, **La lexicologie**, Paris, Klincksieck, 1970.
- J. SAINT PIERRE, **Le basque dans les actes publics**, in **G.H.**, 1951.
- F. de SAUSSURE, **Cours de Linguistique Générale**, Paris, Payot, 1916.
- L. VILLASANTE, **Palabras vascas compuestas y derivadas**, Ed. Franciscana Aránzazu, Oñate, 1974.
- J. P. VINAY, **La traduction humaine** in **Le Langage**, Encyclopédie de La Pléiade, Paris, Gallimard, 1968.
- J. P. VINAY et J. DARBELNET, **Stylistique comparée du français et de l'anglais**, Paris, Didier, 1972.
- J. VINSON, **La langue française et les idiomes locaux** in **Revue de Linguistique et de philologie comparée**, Paris, Maisonneuve, 1880.
- R. L. WAGNER, **Les vocabulaires français**, Paris, Didier, 1967.

c.) **Socio-linguistique**

- J. L. CALVET, **Linguistique et colonialisme**, Paris, Payot, 1974.
- M. COHEN, **Matériaux pour une sociologie du langage**, Paris, F. Maspéro, 1971.
- Ch. A. FERGUSON, **Diglossia**, in «Word», 15, 1959, pp. 325-340.

- J. A. FISHMAN, «**Bilingualism with and without diglossia; Diglossia with and without bilingualism**» in **Journal of Social issues**, vol. XXIII, nov. 1967, pp. 29-38.
- J. B. MÂRCELLES, **Le congrès de Tours - Etudes sociolinguistiques** Paris, Le Pavillon, 1971.
- R. LI. NINYOLES, **Idioma y poder social**, Madrid, Tecnos, 1972.
- A. W. STEWART, **A sociolinguistic typology for describing national multilingualism**, in J. A. FISHMAN, **Readings in the sociology of language**, The Hague-Paris, Mouton, 1972, pp. 531-545.
- U. WEINREICH, **Languages in contact**, The Hague, Mouton, 1963. **Unilinguisme et multilinguisme** in **Le Langage**, Encyclopédie de la Pléiade, Paris, Gallimard, 1968.

TABLE DES MATIERES

0.—Introduction	3
0.1.—Méthodologie	4
0.2.—Textes	5
1.—Aperçu historique	7
1.1. Le Pays basque sous l'Ancien Régime	7
1.1.1. Rattachement des trois provinces à la couronne de France	7
1.1.2. Institutions des trois provinces basques	8
1.2. La transition entre l'Ancien et le Nouveau Régime	10
1.2.1. La convocation des Etats-généraux	10
1.2.2. Les cahiers de vœux	11
1.2.3. Répercussions du 4 août au Pays Basque	12
1.2.4. Le remaniement territorial	13
1.2.5. La nouvelle situation institutionnelle	14
1.3. Les événements politiques à travers les documents étudiés	15
2.—Situation de communication politique	18
2.1. Nouveau besoin de diffuser l'information et la pro- pagande	18
2.1.1. Situation linguistique en France en 1790	18
2.1.2. Le problème de la communication avec le peuple	18
2.1.3. La politique des traductions	19
2.1.4. Réactions défavorables à la politique des tra- ductions	20
2.1.5. Impossibilité des soutenir une politique de fran- cisation absolue	21
2.1.6. Quelques problèmes pratiques et linguistiques des traductions des textes révolutionnaires	22
2.1.7. Distinction entre langue, idiome, patois, dialecte	23
2.2. Statut politique et social du français et du basque	24
2.2.1. Le français	24
2.2.2. Le basque	26
2.3. Emploi de la langue basque par les autorités révolu- tionnaires	30

3.—Le vocabulaire et la traduction	32
3.1. Aspects d'une étude de vocabulaire	32
3.1.1. Caractéristiques du lexique	32
3.1.2. Détermination d'un champ lexical	33
3.1.3. Détermination des unités à considérer	33
3.1.4. Le vocabulaire spécifique considéré dans ce travail	35
3.2. Caractéristiques de la traduction et du contact de langues au niveau lexical	35
3.2.1. Problèmes et solutions théoriques	35
3.2.2. Situation de la traduction en contact de langues	36
4.—Classement et établissement du corpus	38
4.1. Classement notionnel	38
4.2. Classement alphabétique	38
4.3. Codification	39
4.4. Détermination du procédé de traduction suivi pour chaque unité du corpus	39
4.5. Mots et occurrences	42
4.6. Caractéristique numériques de l'analyse des unités	43
CLASSEMENT NOTIONNEL DU CORPUS	44
CLASSEMENT ALPHABETIQUE ET CARACTERISATION DES UNITES	57
REGROUPEMENT DES UNITES AYANT LES MEMES CARACTERISTIQUES DE TRADUCTION ET DETERMINATION DE LEUR FREQUENCE	67
5.—Interprétation des données numériques	77
5.1. Types de groupes hiérarchisés en fonction de leur fréquence	77
5.2. Interférence phonologique et morphosyntaxique	79
5.3. Interférence lexicale	79
5.4. Procédés d'explicitation	80
5.4.1. Description des types d'explicitation	82
6.—CONCLUSION	84
ANNEXES	89
BIBLIOGRAPHIE	163
TABLE DES MATIERES	171